

الشركة التونسية للبنك

STB BANK



RAPPORT
ANNUEL 2013



RAPPORT ANNUEL 2013

EXERCICE 2013



SOCIETE ANONYME

au capital de 124.300.000 Dinars

Siège Social : Rue Hédi Nouria - 1001 TUNIS

RC B 182331996

Tél : 71.340.477 (100 lignes groupées)

Adresse télégraphique : SOTUBANK

Code : Peterson 4th Edition Acmé

Télex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377

Adresse S.W.I.F.T. : STBK TN TT

FAX : 71.348.400 - 71.340.009

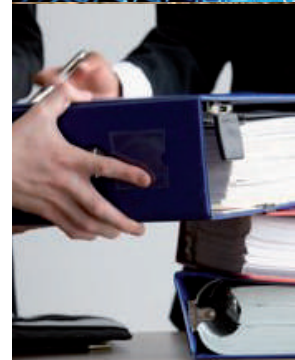
Sites Web :

- Commercial : w.w. w. Stb. Com. tn

- Commerce électronique : ecom. Stb. Com. tn

- Banque en ligne : Stbnet. Stb.Com. tn

1	CONSEIL D'ADMINISTRATION	04
	DIRECTION GENERALE	04
	COMITES RATTACHES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	05
	CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES	06
	CONTROLE INTERNE	07
	MISSION D'AUDIT COMPLET	09
	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	12
	ECONOMIE TUNISIENNE	12
	SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	13
	2	CHIFFRES CLES DE LA STB
RESSOURCES	17	
EMPLOIS	19	
QUALITE DES ACTIFS	21	
RATIOS PRUDENTIELS	22	
RESULTATS	23	
MARCHE BOURSIER ET VALEUR STB	24	
ACTIVITE INTERNATIONALE	24	
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	25	
MODERNISATION DE LA BANQUE	26	
RESSOURCES HUMAINES	26	
3	ETATS FINANCIERS	27
BILAN	28	
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN	29	
ETAT DE RESULTAT	30	
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE	31	
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	32	
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	66	
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	71	
RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	75	
RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	77	
4	RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB	79
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	94	
BILAN CONSOLIDE	95	
ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE	96	
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	97	
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE	98	
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	99	
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES E.F CONSOLIDES	107	





ORGANES DE GOUVERNANCE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Abdelwaheb NACHI (*)	Président du Conseil - Représentant l'Etat
Mme Amel MEDINI (**)	Représentant l'Etat
M. Noureddine KAABI (***)	Représentant l'Etat
M. Hassen GHENIA (****)	Représentant l'Etat
M. Mourad JAMOUCSI	Représentant l'Etat
La CNSS	représentée par son Président Directeur Général
L'ETAP	représentée par son Président Directeur Général
La STAR	représentée par son Président Directeur Général
M. Abdelkader HAMROUNI	Représentant les actionnaires privés
M. Mohamed Salah KHALFALLAH	Représentant les actionnaires privés
M. Mohamed LARBI (***)	Indépendant
M. Zouheir BESBES (***)	Indépendant
Mme Olfa BEN OUDDA SIOUD (****)	Indépendant
M. Abderrazek LOUATI (****)	Indépendant
M. Mohamed DRISS	Représentant les actionnaires minoritaires

(*) : M. Abdelwaheb NACHI nommé en remplacement de Mme Samira GHRIBI (lettre Ministère des Finances N° 366 du 04 mars 2013)

(**) : M. Mourad JAMOUCSI nommé en remplacement de M. Noureddine KAABI (lettre Ministère des Finances N° 1112 du 27 septembre 2013)

(***) : Annulation de la nomination de MM. Mohamed EL ARBI et Zouheir BESBES suite à la lettre du Ministère des Finances N° 267 du 05 mars 2013 (Non accord de la Banque Centrale de Tunisie lettre N° 300116 du 14 février 2013)

(****) : Nomination suivant lettre du Ministère des Finances N°1265 du 29 octobre 2013

DIRECTION GENERALE

Président Directeur Général	Mr Abdelwaheb NACHI (*)
Directeurs Généraux Adjoints	MM.Fethi CHOUROU Chargé des Structures d'Appui Mourad BACCAR Chargé des Structures d'Exploitation

Commissaires aux Comptes

•Le Groupement : SNJ	Représenté par Madame Nedra SEMMAR JLASSI
IMAC	Représentée par Monsieur Abderrazek SOUEI
•CFA :	Représenté par Monsieur Fathi SAIDI

Contrôleur d'Etat

M. Lassaad MRABET (**)

M. Abdelwaheb NACHI nommé en remplacement de Mme Samira GHRIBI (lettre Ministère des Finances N°366 du 04 mars 2013)

(**) : M. Lassaad MRABET nommé en remplacement de Mahmoud Montacer MANSOUR (lettre Présidence du Gouvernement N°14/88 du 18 février 2013)

LES COMITÉS RATTACHÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité Permanent d'Audit Interne

La mission fondamentale du Comité est de veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'assurer le suivi et la supervision des activités de contrôle interne.

Le Comité Exécutif de Crédit

Il a pour rôle, entre autres, d'émettre un avis sur les demandes de financement à court et à moyen terme pour les enveloppes de crédits dépassant un certain montant.

L'Organe Permanent du Contrôle de Conformité

Il est chargé de la détermination et de l'évaluation des risques de non conformité aux lois et règlements en vigueur, aux règles de bon fonctionnement de la profession et aux bonnes pratiques.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et long termes de la Banque.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ils ont pour rôle de s'assurer de la fiabilité et de la sincérité des états financiers et de leur conformité aux normes comptables tunisiennes ainsi qu'aux règles édictées par les autorités financières (Banque Centrale, CME, Impôts ...). Ils évaluent également l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque.



ORGANES
DE
GOUVERNANCE



CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES



Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, à la direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes de la banque sise rue Hédi Noura – 1001 Tunis.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée

STRUCTURE DU CAPITAL STB AU 31/12/2013

Actionnaires	Nombre d'Actions	%
ACTIONNAIRES TUNISIENS	22 676 635	91,217
Personnes Morales	16 070 339	64,643
Personnes Morales Publiques	12 550 338	50,484
Personnes Morales Privées	3 519 956	14,159
Personnes Physiques	6 606 296	26,574
ACTIONNAIRES ETRANGERS	2 183 365	8,783
Personnes Morales	2 009 931	8,085
Personnes Physiques	173 434	0,698
Total	24 860 000	100,00

CONTROLE INTERNE

Outre les efforts consentis pour l'amélioration continue de la qualité de ses actifs, notamment relatifs au secteur touristique, la STB se penche davantage sur la gestion des risques (essentiellement de contrepartie, de transformation, de taux d'intérêt et opérationnels).

Etant donné que la gestion des risques nécessite inéluctablement l'amélioration de la gouvernance et le renforcement du système de contrôle interne, la STB a poursuivi en 2013 ses orientations dans ce sens.

Sur le plan de la gouvernance et suite à la parution de la circulaire BCT 2011-06 portant sur le renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédits, la banque a entrepris les actions suivantes :

- Désignation de deux administrateurs indépendants pour présider respectivement le Comité d'Audit et le Comité des Risques,
- Approbation des Chartes des Comités rattachés au Conseil :
 - ✚ Comité Exécutif de Crédit,
 - ✚ Comité Permanent d'Audit Interne,
 - ✚ Comité des Risques
- Renforcement du rôle de la Cellule de Bonne Gouvernance et élaboration du Code de Gouvernance de la Banque.
- Création d'une Direction Centrale de la Gestion des Risques

Par ailleurs, le fonctionnement et la fréquence des réunions des comités issus du Conseil d'Administration ont été renforcés.

Sur le plan du système de contrôle interne et par référence notamment à la Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2006-19 du 28 novembre 2006, la banque a poursuivi sa politique s'articulant autour de l'amélioration de son système de traitement de l'information

et des procédures de contrôle des opérations.

Ainsi, dans le cadre de l'amélioration de ce système, la STB s'est engagée dans un projet de mise en place d'un noyau dur pour le nouveau système d'information et le développement de certains logiciels métiers.

Ce noyau constitue un socle intéressant sur lequel la STB pourrait développer son système d'information. Il est composé de 4 couches fonctionnelles :

- ✚ Le noyau du système qui regroupe l'interface généralisée, le référentiel, la vision globale client, la comptabilité et les connexions aux systèmes partenaires ;
- ✚ La partie opérationnelle qui englobe les modules métiers de front et de back-office ;
- ✚ Les fonctions transverses qui contiennent des modules para-bancaires et les supports et moyens qui sont utilisés par l'ensemble du système d'information ;
- ✚ Les outils particuliers qui permettent de diffuser les données auprès des clients et de les interpréter pour le marketing.

Aussi, afin d'améliorer la qualité de l'information comptable et financière, la STB a engagé un projet de modernisation et de fiabilisation de son système d'information comptable avec la mise en place d'un noyau comptable permettant une alimentation comptable automatisée et fiabilisée, l'interprétation de l'information financière et prévoyant une piste d'audit.

En ce qui concerne le contrôle permanent des activités, la Banque dispose dans son organigramme des principales structures de contrôle suivantes :

- ✚ Direction du Contrôle de Gestion.
- ✚ Direction du Contrôle des Engagements.
- ✚ Direction du Contrôle Comptable.

☞ Direction du Contrôle Réglementaire, Comptable et des Opérations Décentralisées (pour les opérations en devises et avec l'étranger)

☞ Direction des Services Communs (service sécurité pour les personnes, les biens, les valeurs...)

Aussi, la Banque dispose d'une structure de contrôle de conformité ayant pour mission principale :

- de veiller au respect des lois et règlements relatifs à l'activité bancaire ;
- d'identifier et évaluer les risques de non-conformité aussi bien à la réglementation interne qu'externe liée à l'activité bancaire ;
- d'assurer un rôle de supervision des travaux de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- de veiller au respect par les employés du code de bonne conduite et de les former sur l'éthique et la déontologie bancaires.

Outre ces départements, la Banque est dotée des organes de contrôle périodique traditionnels, à savoir :

☞ Une Direction de l'Inspection Générale.

☞ Une Direction de l'Audit Interne.

Ces deux structures, qui veillent au respect de la réglementation en vigueur et des procédures internes et émettent des recommandations pour améliorer l'efficacité des systèmes de gestion, relèvent de la Direction Centrale du Contrôle Général, rattachée au Président Directeur Général.

Elles assurent leurs missions en toute indépendance soit sur la base de plannings d'intervention annuels dûment

approuvés, soit sur ordre de la Direction Générale.

De même et en application des dispositions légales et réglementaires, elle est dotée d'une structure permanente au sein de l'organigramme de la Banque chargée du contrôle de la conformité.

LA CELLULE DE BONNE GOUVERNANCE

Cette cellule a été créée en août 2013 et dépend, fonctionnellement, du ministère de la gouvernance et de la lutte anti corruption à qui elle est tenue de rendre compte de toutes ses activités et travaux (élaboration de rapports périodiques sur l'activité de la cellule).

ACTIONS PHARES REALISEES 2013

- ▶ Elaboration de la «charte de bonne gouvernance» (approuvé par le conseil d'administration de la Banque le 26/09/2013).
- ▶ Elaboration de la «charte de l'informatique» en collaboration avec la Direction Centrale de l'Organisation et de l'Informatique. Le projet de la charte a été transmis aux représentants du personnel pour avis et observations avant de le soumettre au conseil de l'administration pour approbation.
- ▶ Elaboration de la «charte de bonne conduite professionnelle» en collaboration avec l'organe permanent du contrôle de la conformité. Le projet de la charte a été transmis aux représentants du personnel pour avis et observations avant de le soumettre au conseil de l'administration pour approbation.
- ▶ Elaboration d'un rapport sur la gouvernance et la lutte anti corruption au sein de la banque.

MISSION D'AUDIT COMPLET

1 – Présentation de la mission

La mission d'audit complet porte sur un audit financier, un audit institutionnel, un audit social et un audit de performance ainsi que la conception du programme global de restructuration et de développement de la Société Tunisienne de Banque et ses trois filiales : la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC), la STB SICAR et la STBINVEST.

L'objet principal de la mission d'audit complet est de:

- ▶ Procéder à une évaluation approfondie et exhaustive de la situation financière de la Banque, sa gouvernance et son management, son dispositif de contrôle interne y compris son système d'information et comptable ainsi qu'à un diagnostic social et ce, afin de déceler les déséquilibres financiers et les faiblesses d'ordre stratégique, institutionnel et opérationnel.
- ▶ Élaborer sur la base des conclusions et recommandations de l'audit complet, un programme stratégique de restructuration de la Banque. Ce programme doit être appuyé par un plan d'actions et un calendrier de réalisation et ce, sur la base d'une analyse coûts-avantages des différents scénarii possibles.

Ce programme doit viser les objectifs stratégiques suivants:

- ✍ le renforcement de la solidité financière;
- ✍ l'amélioration du mode de gouvernance, de management et du cadre institutionnel de la Banque;

✍ la consolidation de ses capacités humaines et opérationnelles;

✍ le renforcement de sa compétitivité et son efficacité dans le financement de l'économie.

2- Déroulement de la mission

Cette mission se déroule en trois étapes :

Etape préliminaire :

Cette étape consiste en la prise de connaissance générale et la collecte des informations nécessaires pour l'élaboration du programme définitif de réalisation de la mission. Elle a fait l'objet de l'élaboration d'un rapport comportant essentiellement les éléments suivants :

- ▶ Le planning de la réalisation de la mission et les dates de fin d'exécution ;
- ▶ Les membres des comités projets et du comité de pilotage ;
- ▶ Les documents à fournir ;
- ▶ Les équipes intervenantes ;
- ▶ Les livrables ;

La durée en nombre de jours hommes de cette étape est de 21 jours et a été validée le 02 septembre 2013

Etape 1 :

Cette étape consiste en un audit diagnostic qui porte sur la situation financière, le mode de gouvernance et de management, l'organisation, le système de contrôle interne y compris le système d'information, les processus des activités significatives, la situation sociale

et les performances commerciales et financières.

Elle comprend les missions suivantes :

- **l'audit financier** : (durée des travaux 119 jours hommes). Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 31 décembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014,

- **l'audit institutionnel** : (durée des travaux 108 jours hommes). Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 20 décembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014,

l'audit de la performance financière et commercial : (durée des travaux 130 jours hommes). Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 12 janvier 2014. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014,

- **l'audit social** : (durée des travaux 73 jours hommes). Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 15 novembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014.

Il est à noter que les trois filiales de la Banque ne sont concernées que par l'audit financier et l'audit institutionnel

La première étape a été achevée et les rapports d'audit ont été remis à la STB et validés par le comité de pilotage interne.

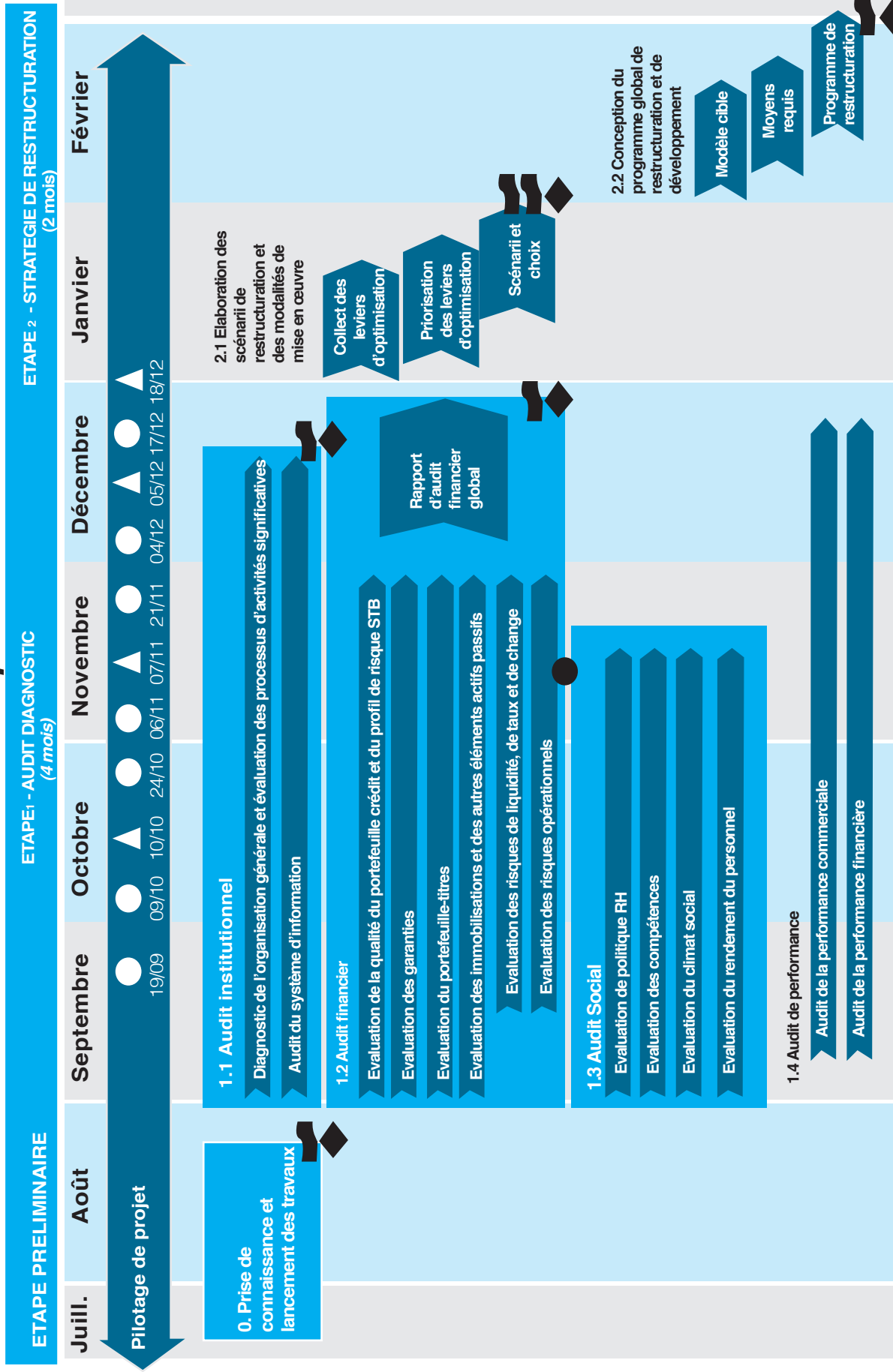
Etape 2 :

Cette étape consiste en :

► L'élaboration des alternatives possibles de restructuration et la définition des modalités pratiques de mise en œuvre pour le choix par la banque concernée du scénario optimal à retenir. Cette phase a été entamée le 6 janvier 2014 et a duré 24 jours. Elle a fait l'objet d'un rapport présentant les scénarii de restructuration,

► La conception du programme global de restructuration et de développement de la banque concernée sur la base du scénario optimal retenu.

Calendrier d'intervention et comités prévus



Comité projet n°1

Le 19 septembre 2013 Mission d'audit complet de la STB et de trois de ses filiales

PWC

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale a progressé de 3% en 2013, enregistrant une décélération par rapport aux réalisations de 2012 et 2011, respectivement 3,1% et 3,9%. Soutenue par des politiques monétaires accommodantes dans les principaux pays industrialisés, l'amélioration de la conjoncture s'est opérée au cours du second semestre sans toutefois se refléter dans les chiffres de croissance annuelle. Les pays industrialisés ont enregistré une évolution de leur PIB de 1,3% contre 1,4% en 2012.

Les Etats-Unis ont enregistré une croissance de 1,9% de leur économie grâce à des conditions de financement favorables et à la correction de certains déséquilibres. La consommation des ménages et l'investissement en logements ont bien évolué, renforcés par la hausse de l'emploi, le taux de chômage retombant à 6,7%.

Dans la zone euro, le PIB a régressé de 0,4% en 2013 contre -0,7% l'année précédente. Après six semestres de récession, l'économie s'est enfin redressée courant 2013, son taux de croissance atteignant 0,3% au second trimestre grâce à une légère amélioration de la consommation privée et des investissements des entreprises. L'inflation n'a pas dépassé 1,4% contre 2,5% en 2012. Cependant, cette reprise modérée reste fragile, la situation sur le marché du travail s'est encore détériorée et le taux de chômage a atteint 12,2% contre 11,4% l'année précédente.

Cette situation globale cache des données très hétérogènes. Les économies dites du Centre, l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg et certaines autres ayant finalisé leurs réformes comme Malte ou l'Estonie ont enregistré les meilleurs taux de croissance du PIB. Quant aux pays dits périphériques, la récession s'y est atténuée.

L'économie du Japon a enregistré un accroissement de 1,7% en 2013 contre 1,4% en 2012 et -0,4% en 2011. Ce redressement a été favorisé d'abord par le dynamisme de la consommation privée, dopée par l'amélioration de la situation sur le marché du travail mais surtout par la série de mesures visant à mettre un terme à la longue période de déflation et à raffermir la croissance de l'économie durablement et ce par le moyen d'une politique budgétaire stimulante à court terme qui a permis l'injection d'un montant de 3,1% du PIB courant l'année, une politique monétaire très souple autorisant la Banque du Japon à amplifier ses octrois de liquidités et par

des réformes structurelles et des dispositions qui devraient accélérer la croissance économique à moyen terme.

Avec une hausse de 4,7% de leur PIB, les économies émergentes ont contribué à la croissance mondiale à hauteur de 76,7% en 2013 malgré un ralentissement quasi généralisé qui s'explique d'abord par la faiblesse des importations des pays industrialisés, notamment la zone euro, et ensuite par l'essoufflement de la croissance dans certaines économies émergentes.

En Chine, l'évolution du PIB a été la même qu'en 2012, soit 7,7%. Après un premier semestre caractérisé par un faible dynamisme de l'activité économique, la croissance s'est accélérée, confortée par l'adoption d'un programme de relance en juillet ainsi que par l'affermissement de la consommation.

Les autorités publiques ont veillé à la maîtrise des dépenses des administrations qui, cumulée à la hausse des recettes fiscales à la suite de la reprise de l'activité économique, a permis que le déficit budgétaire ne dépasse pas les 2,5% du PIB, alors que la dette publique a été ramenée à 22,9% du PIB, en baisse de 3 points de pourcentage.

Le Continent africain a confirmé en 2013 la bonne santé de son économie avec un taux de croissance de son PIB de 4,9% et des perspectives très favorables l'année suivante. L'inflation est en baisse continue pour la troisième année consécutive et devrait être ramenée à moins de 6% en 2014.

Les capacités de production sont en amélioration continue, ayant profité d'un apport important d'IDE, et les gains de productivité du travail ne cessent de croître et s'orientent vers de nouvelles activités. Les pays africains font l'objet d'un grand intérêt des pays investisseurs comme les Etats-Unis ou la Chine qui font une rude concurrence aux anciens partenaires stratégiques, laissant envisager d'importantes perspectives de développement.

Le commerce mondial s'est développé de 2,7% en 2013, soit le même taux qu'en 2012 contre 6,1% en 2011, reflétant ainsi l'atonie de la croissance économique. Les cours des matières premières se sont repliés en moyenne de 10,9% pour les matières premières alimentaires et de 1,4% pour les matières premières énergétiques.

ECONOMIE TUNISIENNE

La croissance de l'économie tunisienne s'est poursuivie au cours de 2013 à un rythme plus faible que prévu, dans un contexte marqué par des pressions sur les équilibres financiers internes et externes, un chômage élevé, des disparités économiques et sociales, une crise politique qui a immobilisé le pays près de quatre mois ainsi qu'un environnement régional et international adverse.

Après une reprise de 3,6 % en 2012, le PIB a accusé un ralentissement du rythme de croissance qui est revenu à 2,6 % en 2013. Cette décélération est due à la régression de la croissance du secteur agricole et pêche et au repli du secteur des industries non manufacturières suite à la baisse de la production énergétique.

Le secteur de l'agriculture et pêche, affecté par les facteurs climatiques défavorables, a accusé un repli de son activité de 4,1 % contre +3,7 % en 2012 sous l'effet de la baisse de 43 % de la production de céréales qui s'est située à seulement 13 millions de quintaux. Les importations de produits céréaliers ont atteint 965 MD en 2013 suite à la progression des quantités importées.

Les superficies emblavées en céréales pour la campagne agricole 2013-2012 sont estimées à 1471 mille hectares dont 91 mille hectares de cultures irriguées.

La production de l'huile d'olives a, pour sa part, accusé une chute de 63,6 % se situant à 80 mille tonnes au titre de la campagne 2012-2013 contre 180 mille tonnes la campagne précédente.

Le secteur industriel a enregistré globalement une augmentation de 2,4 % avec une contribution à la croissance variant

selon les secteurs. La valeur ajoutée des industries manufacturières a atteint 3,1 % contre 1,6 % en 2012 grâce à la progression des principales activités manufacturières et à la reprise du secteur textile, habillement et cuir (+4 %). En revanche, les industries non manufacturières ont connu une baisse de 4,2 % imputable à la régression de la production énergétique surtout les activités extractives (pétrole, gaz naturel et électricité).

Concernant le secteur touristique, les résultats ont été en deçà des objectifs souhaités avec une légère baisse de 0,2 % pour les nuitées, une hausse de 5,7 % pour les entrées et une évolution de 1,7 % pour les recettes.

Les entrées des non-résidents se sont établies à 6,3 millions en 2013 contre 5,9 millions en 2012 ; Ce résultat a été obtenu malgré le repli du nombre de touristes européens, principalement des Français.

Parallèlement, les nuitées touristiques globales sont revenues de 30,035 millions en 2012 à 29,980 millions en 2013. Pour leur part, les recettes touristiques en devises sont passées de 3175,3 MD en 2012 à 3229,4 MD en 2013.

Les échanges commerciaux ont connu un fléchissement par rapport à 2012, la baisse de la demande des principaux partenaires commerciaux de la zone euro ayant affecté l'évolution des activités orientées vers l'exportation. Les exportations totales se sont élevées à 27701 MD et les importations à 39509 MD en 2013 soit respectivement des hausses de 4,3 % et 3,5 % en 2013 contre 5,8 % et 13,3 % en 2012.

L'analyse sectorielle des échanges avec l'extérieur fait apparaître la progression des

exportations des industries manufacturières non alimentaires de 6,2 % contre 0,2 % en 2012 notamment celles des industries mécaniques et électriques (5,3 % contre 3,3 %) et des industries du textile, habillement et cuir (+5,4 % contre -9 %) alors qu'au niveau des importations, les biens d'équipement sont revenus de +14 % à -0,9 % en 2013 et celles des matières premières et demi-produits ont évolué à un rythme moins rapide de 1,7 % contre 6,6 % en 2012.

Le déficit commercial est passé de 11635 MD en 2012 à 11808 MD en 2013. Le taux de couverture a, toutefois, évolué positivement en 2013 (+0,6 points) à 70,1 % contre 69,5 % en 2012.

La poursuite des pressions sur la balance des opérations courantes avec le niveau élevé des prix des produits de base et la faible progression des exportations, l'augmentation des importations et l'accroissement des prix des matières premières à l'import, l'atonie de la demande extérieure et la baisse du nombre des touristes européens s'est traduite par un déficit du compte courant

qui est resté élevé au terme de 2013 et le même qu'en 2012 à 8,2 % du PIB. Le taux d'inflation a atteint des niveaux élevés en 2013 pour s'établir à 6,1 % en moyenne annuelle contre 5,6 % un an plus tôt, 3,5 % en 2011 et 4,4 % en 2010.

Hors produits subventionnés, l'inflation a connu une tendance similaire pour se situer au niveau de 6,4 % contre 5,4 en 2012. Les principaux postes de dépense qui ont connu une hausse sensible des prix concernent les produits alimentaires qui ont grimpé à 8 % contre une augmentation de 7,5 % en 2012 et dans une moindre mesure le renchérissement des prix a touché le transport (5,4 % contre 2,9 % en 2012) et le logement (5,1 % contre 3,2 % en 2012).

Quant aux paramètres de la dette extérieure, le taux d'endettement s'est élevé en 2013 à 39,7 % du Revenu National Disponible Brut contre 39,8 % en 2012. Le service de la dette s'est maintenu à 3448 MD pour représenter 8,2 % des recettes courantes contre respectivement 4075 MD et 10,5 % en 2012.

CHIFFRES CLES DE LA STB

Activité

Chiffres en milliers de dinars	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013
Total du bilan	5 967,3	6 753,6	7 072,2	7 544,1	7 015,2
Dépôts clientèle	4 296,5	5 009,9	5 240,1	5 517,3	5 175,4
Total des ressources collectées	4 713,0	5 409,3	5 689,5	5 937,7	5 525,7
Encours des crédits nets à la clientèle	4 795,2	5 351,9	5 557,3	5 653,4	5 469,1
Total concours nets à l'économie	5 045,9	5 655,8	6 013,5	6 160,9	5 982,0

Résultats

Marque d'intermédiation	166,8	167,8	139,3	140,9	155,2
Volume des commissions nettes	51,2	52,0	53,1	51,9	54,3
Chiffre d'affaires	403,2	413,6	407,3	400,5	449,1
Produit net bancaire	244,4	242,8	221,4	225,7	247,2
Charges opératoires	107,8	112,4	121,0	126,2	126,9
Résultat brut d'exploitation	134,5	128,4	103,7	103,3	125,1
Résultat net de l'exercice	40,2	14,8	11,4	-4,7	-115,5

Capitaux Propres

Capital	124,3	124,3	124,3	124,3	124,3
Réserves dont prime de fusion	312,9	342,6	358,1	358,8	359,3
Résultats reportés	0,0	0,0	-117,3	-225,5	-633,4
Dotation de l'Etat	0,0	0,0	117,0	117,0	117,0
Résultat de la période	40,2	14,8	11,4	-4,7	-115,5
Capitaux propres (avant affectation du résultat)	514,1	519,3	528,0	404,3	-113,8

Ratios financiers

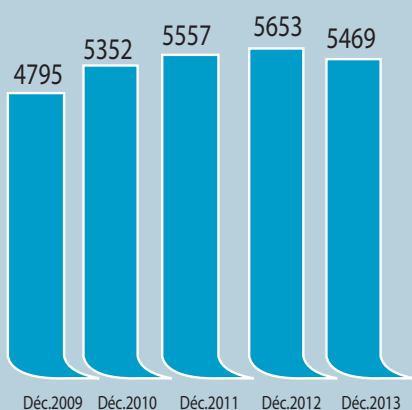
Rentabilité des fonds propres (ROE)	8,68%	2,90%	2,20%	-	-
Rentabilité des actifs (ROA)	0,69%	0,23%	0,16%	-	-
Coefficient d'exploitation	46,1%	48,6%	54,7%	55,9%	51,3%
Commissions nettes /P.N.B	26,9%	28,3%	24,0%	23,0%	22,0%
Commissions nettes /masse salariale	77,9%	78,5%	56,4%	52,5%	54,8%
masse salariale/P.N.B	34,5%	36,0%	42,3%	43,8%	40,1%
marges d'intermédiations / PNB	62,9%	62,5%	62,9%	62,4%	62,8%

Ratios réglementaires

Ratio de solvabilité	9,00%	8,16%	9,85%	8,57%	-6,21%
Ratio de liquidité	79,7%	82,1%	89,5%	93,8%	79,4%

CHIFFRES CLES DE LA STB

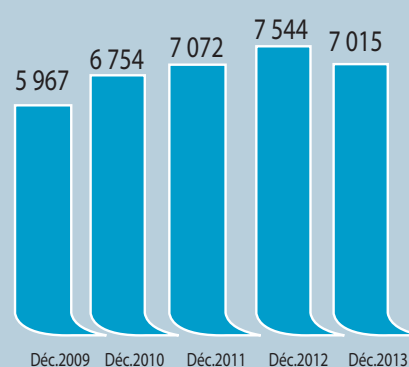
Evolution des Crédits clientèle



Evolution des Dépôts clientèle



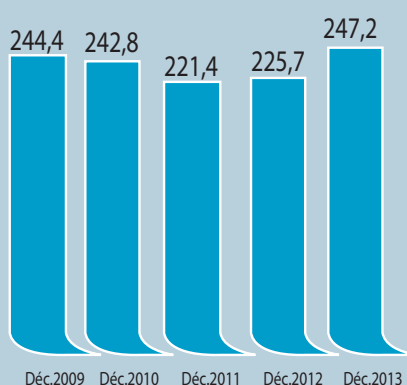
Evolution du total bilan



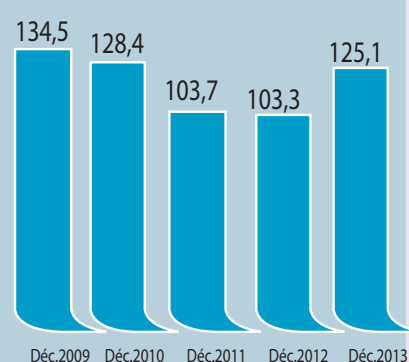
Evolution des Créances accrochées



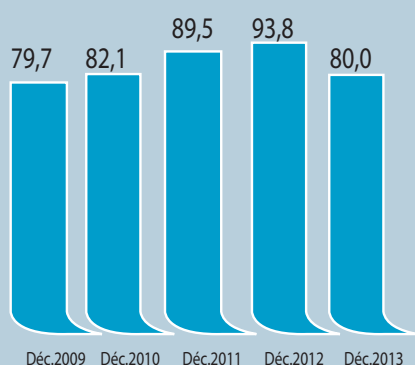
Evolution des Dépôts clientèle



Evolution du RBE



Evolution du ratio de liquidité



Evolution du Coefficient
d'exploitation



RESSOURCES

La Société Tunisienne de Banque a clôturé l'exercice 2013 avec un encours des ressources élargies en régression de 455,8 MD ou 7,0%, une contreperformance ayant touché les différentes rubriques de ressources et plus particulièrement les dépôts des institutionnels qui, profitant des pratiques de surenchères exercées par certaines banques de la place en matière de rémunération de leurs excédents de trésorerie, ont procédé à des consultations atteignant des seuils notoirement contraignants pour la Banque.

Aussi, il convient de préciser que cette situation a été à juste titre, favorisée par une conjoncture très difficile caractérisée par un resserrement aigu de liquidité du secteur bancaire,

1. Dépôts de la clientèle

Les dépôts de la clientèle ont enregistré un fléchissement de 341,9 MD ou 6,2% en revenant de 5.517,3 MD à 5.175,4 MD contre un accroissement de 5,3% au terme de l'exercice écoulé.

La décélération des dépôts a caractérisé essentiellement les dépôts à vue (-189,7 MD ou -9,2%) et les dépôts à terme (-186,8 MD ou -14,7%).

Cette dernière régression traduit, en fait, le choix délibéré de la Banque, pour des considérations de rentabilité de limiter son recours à cette catégorie de ressources assez onéreuse.

Toutefois, l'analyse de l'évolution des dépôts moyens permet de constater que ces derniers ont affiché une hausse de 192 MD ou 4% pour s'établir à 4.947,4 MD.

Certes, cette progression a caractérisé uniquement les dépôts d'épargne mais permet de noter que les dépôts à vue moyens ont accusé une faible baisse de 3,4% (-53 MD).

Ressources élargies

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Dépôts de la clientèle	5 517,3	5 175,4	-341,9	-6,2%
Intermédiation financière	420,4	350,3	-70,1	-16,7%
Ressources d'emprunts	562,8	519,0	-43,8	-7,8%
Total Ressources Elargies	6 500,5	6 044,7	-455,8	-7,0%

Dépôts de la clientèle

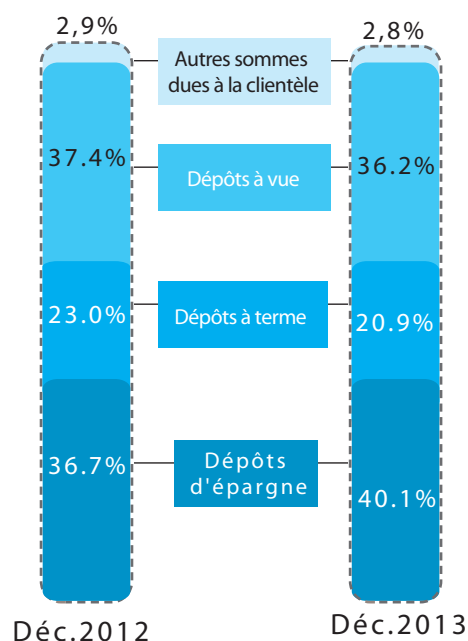
TND en Millions	déc.-12	Part	déc.-13	Part	Variation	
					MT	en %
Dépôts à vue	2 065,0	37,4%	1 875,4	36,2%	-189,7	-9,2%
dont dépôts à vue en devises	591,1	10,7%	573,8	11,1%	-17,3	-2,9%
Dépôts à terme	1 267,6	23,0%	1 080,8	20,9%	-186,8	-14,7%
Dépôts d'épargne	2 024,0	36,7%	2 075,4	40,1%	51,5	2,5%
Autres sommes dues à la clientèle	160,7	2,9%	143,8	2,8%	-16,9	-10,5%
Total Dépôts de la Clientèle	5 517,3	100,0%	5 175,4	100,0%	-341,9	-6,2%

Structure des dépôts de la clientèle par nature

Les dépôts de la clientèle demeurent caractérisés par une solide part des dépôts d'épargne (40,1% à fin 2013) et à un degré moindre par celle revenant aux dépôts à vue (36,2% à fin 2013)

La part des dépôts à terme – présentant le seuil de rémunération le plus élevé – s'est repliée de 2,1 point pour revenir à 20,9%.

Les dépôts de la clientèle, hors dépôts d'épargne, continuent à être concentrés auprès de certains clients institutionnels et grands groupes:



RESSOURCES

Les dépôts à vue

A fin décembre 2013, les dépôts à vue ont atteint un encours de 1.875,4 MD, accusant une baisse de 189,7MD par rapport à leur niveau de décembre 2012. Cette baisse a été ressentie essentiellement au niveau des dépôts à vue en dinars induite essentiellement par des retraits massifs des relations institutionnelles.

Par référence à cette évolution, la part des dépôts à vue dans le total des dépôts s'est repliée de 1,2 point pour se situer à 36,2%.

Les dépôts à terme

Les dépôts à terme ont poursuivi leur mouvement vers la baisse et ce, en rapport avec les orientations stratégiques de la Banque visant à circonscrire le coût de ses ressources dans des limites acceptables.

Leur encours s'est, à cet égard, revenu de 1.267,6 MD à fin 2012 à 1.080,8 MD, en régression de 186,8 MD ou 14,7%.

Les dépôts d'épargne

Comparés à leur niveau à fin 2012, ces dépôts ont affiché une faible progression de 51,5 MD ou 2,5% pour s'établir à 2.075,4 MD, correspondant à la 5ème performance au niveau du réseau.

2. Ressources d'emprunt

Au terme de l'exercice 2013, l'encours des ressources d'emprunt s'est situé à 519 MD en baisse de 43,8 MD ou 7,8% par rapport à son niveau de décembre 2012, contre une progression de 91,8 MD ou 19,5% enregistrée au cours de l'exercice écoulé.

Ce fléchissement a concerné aussi bien les ressources spéciales (-9,3MD ou-5,8%) que les emprunts obligataires

et privés dont l'encours a été ramené de 354,9 MD à 320,4 MD suite aux règlements des échéances en principal relatives notamment aux emprunts suivants :

Emprunt obligataire privé 2012/1 :	- 10,2 MD
Emprunt obligataire subordonné :	- 9,9 MD
Emprunt obligataire 2010 :	- 8,2 MD
Emprunt obligataire 2008/2 :	- 5,4 MD

3. Intermédiation financière

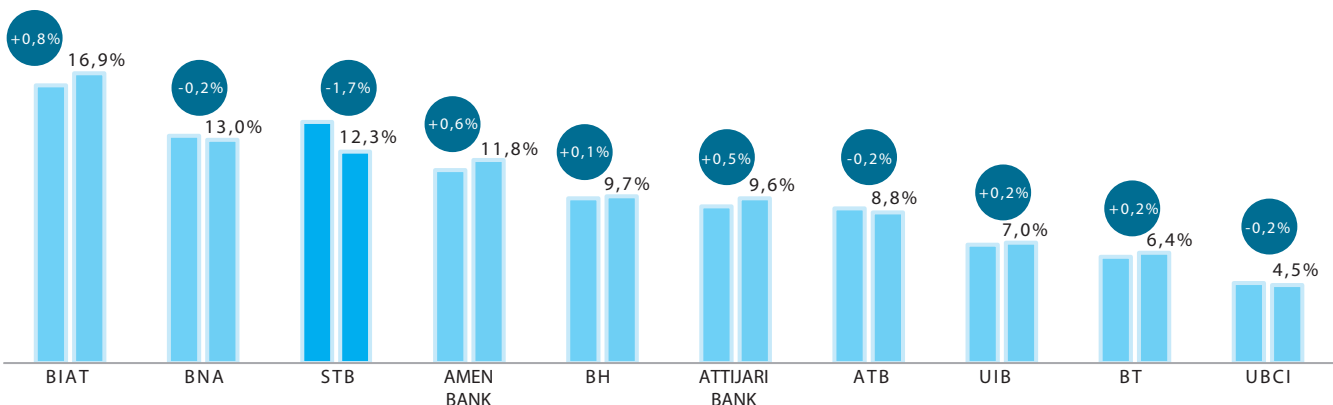
Au terme de l'exercice 2013, l'encours des placements de la clientèle s'est établi à 350,3 MD enregistrant ainsi une baisse de 70,1 MD ou 16,7%. Cette baisse a caractérisé les placements des titres de l'Etat auprès de la clientèle et plus particulièrement les bons du Trésor assimilables.

A ce titre, il convient de préciser que les placements clientèle sont en très grande partie constitués de bons du Trésor assimilables avec une part de 88%.

Le montant des billets de trésorerie demeure très faible, à hauteur de 23 MD représentant à juste titre, une part de marché de seulement 2,4% (le volume global des billets de trésorerie au niveau du secteur est de 956,2 MD à fin 2013).

Benchmarking de mobilisation des dépôts

A fin décembre 2013, la STB occupe toujours la troisième place détenant une part de marché de 12,3% en baisse toutefois, de 1,7 point de pourcentage par rapport à son niveau de décembre 2012 contre un accroissement de 0,8% pour la BIAT et 0,5% pour ATTIJARI BANK.



Placements clientèle

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation MT	Variation en %
Billets de trésorerie	18,2	22,8	4,7	25,6%
Bons du trésor à court terme	48,1	20,0	-28,1	-58,4%
Bons du trésor assimilables	354,1	307,5	-46,6	-13,2%
Placements clientèle	420,4	350,3	-70,1	-16,7%

Emplois

1. Concours Nets à l'économie

Courant 2013, la banque a poursuivi ses efforts de soutien à l'économie, affichant une croissance des concours bruts à l'économie de 553,8 MD ou 7,1%, observée principalement au niveau des créances sur la clientèle (+534,8 MD ou 7,5%).

Cette dernière augmentation a intéressé toutes les rubriques de créances et plus précisément les crédits de gestion bruts et des crédits aux particuliers qui ont évolué respectivement de 15,1% et 11,4%.

Néanmoins, et compte tenu des efforts de couverture additionnels suite à l'application de la nouvelle circulaire BCT, l'encours des provisions s'est aggravé de 628,3 MD engendrant ainsi une baisse des concours nets à l'économie de 178,8 MD ou -2,9% durant la période d'analyse.

Concours à l'Economie

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Créances brutes sur la clientèle	7 137,4	7 672,2	534,8	7,5%
Portefeuille titres	675,3	689,6	14,3	2,1%
Billets de Trésorerie	18,2	22,8	4,7	25,6%
Concours à l'économies Bruts	7 830,9	8 384,6	553,8	7,1%
Provisions	812,9	1 441,2	628,3	77,3%
Agios réservés	857,1	961,4	104,3	12,2%
Concours à l'économie Nets	6 160,9	5 982,0	-178,9	-2,9%

Créances nettes sur la clientèle

Au terme de l'exercice 2013, l'encours brut des crédits à la clientèle s'est établi à 7.672,2 MD contre 7.137,4 MD une année auparavant.

Nets des provisions et des agios réservés, l'encours des créances sur la clientèle s'est établi à 5.469,1 MD contre 5.653,4MD une année auparavant, soit une baisse de 184,3 MD ou -3,3%.

Créances sur la clientèle

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Crédits de gestion	2 044,7	2 353,7	309,1	15,1%
Crédits d'investissement	3 448,9	3 504,3	55,3	1,6%
Crédits aux particuliers	1 416,2	1 578,3	162,1	11,4%
Autres crédits	227,6	235,9	8,2	3,6%
Créances brutes sur la clientèle	7 137,4	7 672,2	534,8	7,5%
Provisions	626,9	1 241,6	614,7	98,1%
Agios réservés	857,1	961,4	104,3	12,2%
Créances nettes sur la clientèle	5 653,4	5 469,1	-184,3	-3,3%

Portefeuille titres

L'encours brut du portefeuille titres global de la Banque a affiché une hausse de 14,3 MD pour s'établir à 689,6 MD.

Net des provisions, l'encours du portefeuille titres de la Banque s'est situé à 490,1MD contre 489,3MD à fin 2012 soit un accroissement de 0,8MD ou 0,2%.

Portefeuille titres

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Bons du trésor conservés	209,5	215,5	5,9	2,8%
Portefeuille titres commercial	209,5	215,5	5,9	2,8%
Titres d'investissement	30,1	33,7	3,6	11,8%
Titres de participations	202,7	206,5	3,8	1,9%
Parts dans les ent associées et co entreprises	88,1	89,1	1,0	1,1%
Parts dans les entreprises liées	123,6	123,6	0,0	0,0%
Participations en retrocession	21,2	21,2	0,0	0,0%
Portefeuille titres d'investissement	465,7	474,1	8,4	1,8%
Portefeuille titres bruts	675,3	689,6	14,3	2,1%
Provisions	186,0	199,6	13,6	7,3%
Portefeuille titres net	489,3	490,1	0,8	0,2%

Emplois

3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan ont accusé un recul de 171,6 MD pour se situer à 1 477,0 MD contre 1 648,6 MD une année auparavant.

Cette situation a été induite par la baisse des engagements sous forme de confirmations de crédits documentaires (-112,5 MD), des avals et cautions (-45,1 MD) et des crédits notifiés non utilisés (-24,0 MD), atténuée toutefois, par l'augmentation des ouvertures de crédits documentaires de 42,9 MD ou 13,4%.

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Engagements en faveur ou d'ordre de la clientèle	1 027,4	1 000,9	-26,5	-2,6%
Ouvertures de crédits documentaires	321,1	364,0	42,9	13,4%
Crédits notifiés non utilisés	139,6	115,6	-24,0	-17,2%
Cautions et avals	562,7	517,6	-45,1	-8,0%
Participations non libérées	4,0	3,6	-0,4	-8,9%
Engagements en faveur ou d'ordre des banques	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
Banques non résidentes installées à l'étranger	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
Confirmation de crédits documentaires	185,8	73,3	-112,5	-60,6%
Autres garanties irrévocables	435,4	400,9	-34,5	-7,9%
Total engagements hors bilan	1 648,6	1 477,0	-171,6	-10,4%

4. Approbations de financement

A fin décembre 2013, les approbations de financements à moyen et long terme, se sont établies à 582,3 MD contre un encours de 546,1 MD, soit une enveloppe additionnelle de 36,2 MD ou +6,6%.

(TND 000)	Approbations		Approbations		Approbations	
	Mt	Part	Mt	Part	Mt	Part
Industrie	294,3	50,5%	65,2	32,5%	98,4	39,4%
Agriculture	12,1	2,1%	2,7	1,4%	9,1	3,6%
Tourisme	42,5	7,3%	15,2	7,6%	19,0	7,6%
Immobilier	67,1	11,5%	31,9	15,9%	50,8	20,3%
Services	166,3	28,6%	85,8	42,7%	72,5	29,0%
Total financement de l'investissement	582,3	100,0%	200,9	100,0%	249,8	100,0%

Qualité des actifs

1. Situation des engagements

■ Evolution globale des créances

A fin décembre 2013, l'encours des créances (hors participations et comptes courants associés) a atteint un volume de 8.259,6 MD contre 7.831,9 MD à fin 2012, enregistrant ainsi une progression de 427,7 MD ou 5,5%.

Le taux des créances accrochées s'est établi à 28,7% contre 26,9% à fin 2012.

Le taux de couverture des créances accrochées compte tenu des provisions additionnelles a ainsi atteint 69,5% contre 47,8% à fin 2012 soit un niveau quasi proche des exigences réglementaire.

TND en Millions	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Créances productives	5 727,6	5 891,4	163,8	2,9%
Créances improductives	2 104,3	2 368,2	263,9	12,5%
Total des Créances	7 831,9	8 259,6	427,7	5,5%
Taux des créances accrochées	26,9%	28,7%		
Taux de couverture (compte tenu des provisions additionnelles)	47,8%	69,5%		
Taux de Taux de couverture (compte tenu des eng nets des agios réservées additionnelles)	34,3%	61,9%		

■ Evolution et structure des créances accrochées par secteur d'activité

Le volume des créances accrochées a progressé de 263,9 MD ou 12,5% pour atteindre 2.368,2 MD au terme de l'exercice 2013.

Cette progression a concerné en premier lieu le secteur du tourisme (+112,7 MD) et à un degré moindre celui de l'industrie et des services avec des accroissements respectivement de 88 MD et 46,7 MD.

2. Répartition des engagements par nature de crédits

L'analyse de la structure des créances accrochées par nature d'engagement permet de relever les remarques suivantes :

✎ Les créances accrochées sont en très grande partie concentrées au niveau des crédits mobilisables avec une part de 82,7% (1.958,7 MD) contre 82,3% (1.732,2 MD) en 2012 ;

✎ Les comptes débiteurs demeurent les plus risqués avec un taux accrochées de 43% (41,9% en 2012), de créances suivis des crédits mobilisables (31,7% contre 29,9% à fin 2012);

✎ Les engagements par signature présentent quant à eux, un taux de créances accrochées de seulement 5,4% contre 5,7% en 2012;

Décembre 2013

	Engag. sains	Engag. improd.	Total eng. bruts	Part des créan improd
Crédits mobilisables	4 214,3	1 958,7	6 173,1	31,7%
C.C Débiteurs	449,9	339,3	789,1	43,0%
Engagements par signature	1 227,2	70,2	1 297,5	5,4%
Total Engagements	5 891,4	2 368,2	8 259,6	28,7%

Ratios prudentiels

1. Ratio de solvabilité

Il est à noter que deux mesures prises par la BCT ont eu un impact très important sur le niveau des Fonds propres nets de la Banque et ont par conséquent détérioré le niveau du ratio de solvabilité, à savoir:

- La déduction des participations détenues sur des banques ou des établissements financiers qui s'élèvent à 56,1 MD (circulaire BCT 2012/09) dans le calcul des fonds propres nets de base.
- Les provisions additionnelles dues à l'application de la circulaire BCT 2013/21.

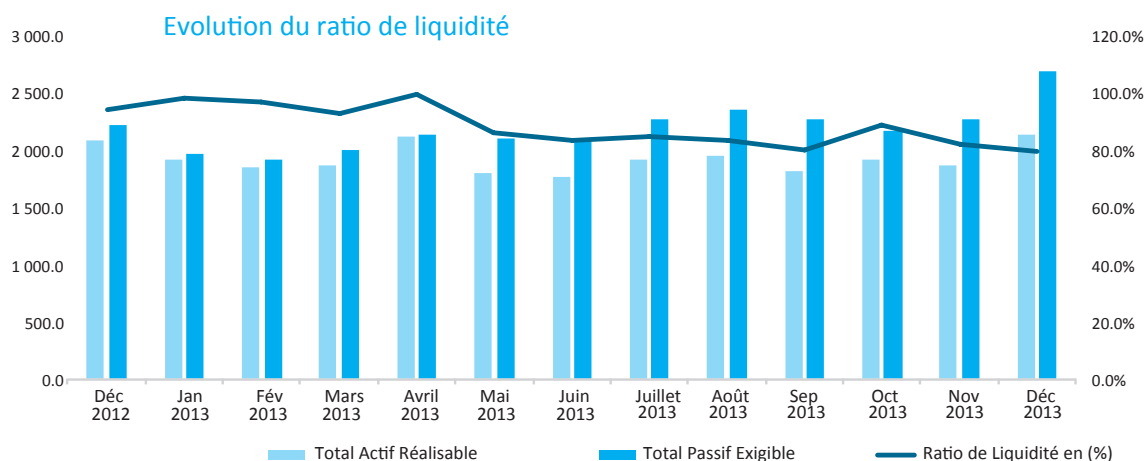
Ainsi la valeur des fonds propres nets de base est passée de 249,9 MD en 2012 à -324,3 MD en 2013. Le ratio de solvabilité a par conséquent atteint une valeur négative égale à -6,21% soit un niveau inférieur au seuil réglementaire.

(MTND)	décembre-12	décembre-13
Fonds propres nets de base	249,8	-324,3
Fonds propres de base	480,2	480,7
Capital	124,3	124,3
Réserves (y compris Fonds social)	358,8	359,3
Actions propres	-2,9	-2,9
Résultats de la période		
(-) Eléments à déduire	230,3	805,0
Report à nouveau débiteur	225,5	633,4
Résultats déficitaires en instance d'approbation	4,7	115,5
Participations détenues sur des banques ou des établissements financiers		56,1
Autres éléments	0,1	0,1
Fonds propres complémentaires	249,8	0,0
Réserves de réévaluation	37,3	37,3
Fonds de dotation	117,0	117,0
Provisions collectives	53,9	53,9
Titres et emprunts	70,0	60,1
(-) Exédent FPC% FPB	28,405	268,4
Total Fonds Propres Nets	499,7	-324,3
Total Risques Encourus	5 827,9	5 221,3
Ratio TIER 1	4,29%	-6,21%
Ratio de solvabilité	8,57%	-6,21%

2. Ratio de liquidité

Le déficit pour le respect du ratio de liquidité s'est davantage aggravé à fin décembre 2013 atteignant 553 MD contre 136,6 MD une année auparavant, engendré principalement par un recours accru au refinancement sur le marché monétaire et interbancaire et ce, pour combler le déséquilibre de trésorerie né de l'inadéquation entre les actifs et les passifs liquides.

En effet, les passifs exigibles ont évolué à un rythme nettement plus soutenu que les actifs réalisables, engendrant une détérioration continue du ratio de liquidité, lequel s'est établi à 79,4% à fin décembre 2013.



1. Produit Net Bancaire

A fin décembre 2013, le produit net bancaire s'est établi à 247,2 MD, en hausse de 21,6 MD ou 9,6% par rapport à l'exercice 2012.

Il est constitué à hauteur de 62,8% de la marge d'intérêts, de 22% de commissions nettes et de 15,3% des autres revenus.

Cette évolution est attribuée à plusieurs facteurs dont notamment :

- L'accroissement des produits d'intérêts, plus particulièrement ceux afférents au portefeuille effets (+34,5 MD) ;
- Une progression des revenus générés sur les titres de l'Etat (+1,3 MD), consécutivement à la hausse de l'encours moyen des Bons du Trésor gardés en portefeuille de la banque ;
- Une hausse des revenus du portefeuille titres d'investissement qui correspond en fait, à l'accroissement du montant des dividendes sur le portefeuille des titres de participations (+1,7 MD) ;

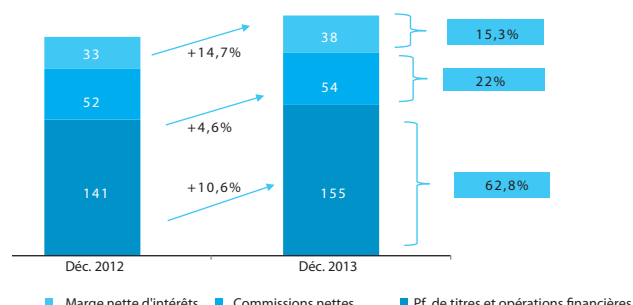
Composantes du PNB

L'accroissement du Produit Net Bancaire (21,6 MD ou 9,6%) se détaille comme suit :

- Marge nette d'intérêts : +14,3 MD ou 10,2%
- Commissions nettes : +2,4 MD ou 4,6%
- Gains sur portefeuille titres commercial : +1,3 MD ou 14,3%
- Gains sur opérations de change : +1,9 MD ou 11,8%
- Revenus sur portefeuille titres d'investissement : +1,7 MD ou 20,9%

(TND 000)	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Cintérêts et revenus assimilés	311 381	351 735	40 354	13,0%
Intérêts encourus et charges assimilées	(170 523)	(196 567)	(26 043)	15,3%
Marge nette d'intérêts	140 857	155 168	14 311	10,2%
Commissions reçues	56 216	59 643	3 427	6,1%
Commissions payées	(4 297)	(5 325)	(1 028)	23,9%
Commissions nettes	51 919	54 318	2 399	4,6%
Gains sur portefeuille titres commercial	9 071	10 367	1 295	14,3%
Gains sur opérations de change	15 808	17 680	1 872	11,8%
Revenus du portefeuille titres d'investissement	8 004	9 680	1 676	20,9%
Autres produits	32 883	37 727	4 844	14,7%
Produit Net Bancaire	225 659	247 213	21 553	9,6%

Composition du PNB (TND 000)

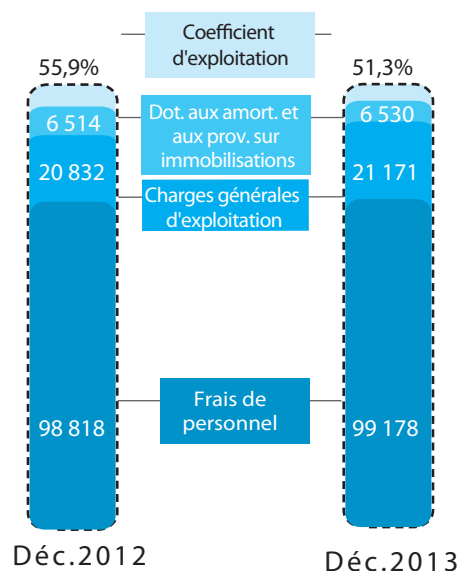


2. Résultat brut d'exploitation

L'amélioration du PNB et la maîtrise des frais de gestion qui n'ont augmenté que de 0,6 MD ont impacté positivement le niveau du Résultat brut d'exploitation qui s'est accru de 21,8 MD pour totaliser 125,1 MD à fin 2013

(TND 000)	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Produit Net Bancaire	225 659	247 213	21 553	9,6%
Autres produits d'exploitation	3 776	4 759	983	26%
Frais de personnel	(98 818)	(99 178)	(360)	0%
Charges générales d'exploitation	(20 822)	(21 182)	(360)	2%
Dot.aux amortis et aux prov sur immobilisation	(6 514)	(6 530)	(16)	0%
Résultat Brut d'exploitation	103 283	125 083	21 800	21,1%

Structure des charges d'exploitation



Activite Internationale

3. Résultat net

Le résultat net a été ainsi, fortement affecté par le coût du risque qui a culminé à 239,6 MD à fin décembre 2013 de manière à afficher un résultat déficitaire pour la période de 115,5 MD.

TND 000)	déc.-12	déc.-13	Variation	
			MT	en %
Produit Net Bancaire	225 659	247 213	21 553	9,6%
Autres produits d'exploitation	3 776	4 759	983	26%
Charges opératoires	(126 153)	(126 889)	(736)	0,6%
Résultat Brut d'exploitation	103 283	125 083	21 800	21,1%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(75 859)	(226 804)	(150 945)	199%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(19 687)	(12 791)	6 896	(35%)
Solde en gain/perte autres éléments ordinaires	873	(3)	(877)	(100%)
Impôt sur les sociétés	(13 316)	(937)	12 380	(93%)
Résultat des activités ordinaires	(4 707)	(115 453)	(110 746)	2352,7%

MARCHE BOURSIER ET VALEUR STB

Dans un contexte sociopolitique perturbé par des événements graves et succédant à une année 2012 déjà mouvementée, le marché boursier s'est caractérisé par un certain attentisme et a enregistré en 2013 une baisse de 26,17% des capitaux traités sur la côte pour s'établir à 1533,8 MD..

Le Tunindex, indice de capitalisation boursière, a régressé de 4,33%, passant de 4579,9 points en 2012 à 4381,3 points à fin 2013. Quant au tunindex 20, il s'est établi à 1737,55 points, en baisse de 2,16% par rapport à 2012.

La capitalisation des valeurs bancaires a représenté 40% de la capitalisation boursière en 2013 contre 42% l'année précédente. Leur rendement s'est établi à -3,2% contre -5,9% en 2012.

La valeur STB a enregistré en 2013 une capitalisation boursière de 129,77 MD. Son cours a varié entre 5,150 et 8,950 dinars.

ACTIVITE INTERNATIONALE

Dans une conjoncture nationale et internationale complexe et défavorable, le bancaire étranger a œuvré selon une stratégie adaptée à la situation prédominante, afin de préserver les intérêts de la Banque auprès des correspondants étrangers et autres organismes internationaux, tout en poursuivant ses actions axées sur l'amélioration de la qualité de service, la diversification des produits, le développement des affaires internationales et l'augmentation des parts de marché.

Opérations avec l'étranger

Le volume des règlements de la Banque avec l'étranger est revenu à 14.443,1 MD à fin 2013 soit une baisse de 4,1 % entièrement imputable à celle des transferts non-commerciaux qui sont revenus de 9 670 MD en 2012 à 8 665,9 MD cette année, en régression de 10,4 %.

Quant aux flux du commerce extérieur, les importations et les exportations se sont accrues, respectivement, de 0,5 % et 17,2 % par rapport à l'année dernière atteignant 3 249,8 MD et 2 527,4 MD au terme de l'année 2013.

Règlements avec l'étranger 2012/2013

Règlements sur l'étranger	2012	2013	Variation	
			Absolute	Relative
Importations	3 232,7	3 249,8	17,1	0,5
Exportations	2 156,8	2 527,4	370,6	17,2
Transferts non commerciaux	9 670,0	8 665,9	-1 004,1	-10,4
Total	15 059,5	14 443,1	-616,4	-4,1

Salle Des Marchés En Devises

Le chiffre d'affaires du marché des changes au comptant s'est inscrit en baisse de 1,8 % en 2013, totalisant 20 763,6 millions de Dinars contre une hausse de 20,8% une année auparavant. Ce recul est imputable, à la fois, au chiffre d'affaires interbancaire et à celui de la clientèle qui ont enregistré, respectivement, des taux de croissance de -3,7 % et 3,4 % cette année contre 18,3% et 27,8 % en 2012.

Developpement Commercial

En revanche, le résultat généré par cette activité au comptant a progressé de 8,1 % atteignant 11 187 mille dinars à fin 2013.

De même, le résultat du change à terme a augmenté de 18,6 % par rapport à 2012 pour s'élever à 1 064,2 mille Dinars.

Quant au marché monétaire en devises, son résultat net dégagé est passé de 9 454 mille dinars en 2012 à 9 333 mille dinars en 2013, accusant, pour la deuxième année consécutive, une baisse de 1,3 % par rapport à l'année dernière.

Relations internationales

La Direction des Relations Internationales s'est activée à confirmer la «marque STB» à l'échelle internationale, à consolider encore plus sa collaboration avec les correspondants étrangers et à rechercher de nouvelles opportunités d'affaires à travers le monde afin de drainer le maximum d'opérations.

Dans le cadre de l'action de démarchage et de suivi des grands projets, plusieurs visites et contacts ont été effectués auprès de premiers Responsables de Bureaux de Représentation des correspondants étrangers établis en Tunisie ainsi qu'auprès des Chambres de Commerce mixtes auxquelles adhère notre Banque.

D'autre part, notre banque a établi 7 nouvelles entrées en relation avec des correspondants des pays suivants : Burkina Faso, Australie, Turquie, République tchèque, Arabie Saoudite et Irlande.

La Banque a également conclu 4 nouveaux accords de rétrocession de commissions perçues par ses correspondants étrangers ainsi que plusieurs conventions de partenariat et accords de collaboration.

En ce qui concerne le développement des affaires internationales, l'activité de la STB a porté, essentiellement, sur le démarchage et la domiciliation de 12 nouvelles sociétés totalement exportatrices ou de sociétés étrangères titulaires de marchés en Tunisie qui ont ouvert des comptes en dinars convertibles et en devises.

La Banque a également procédé au suivi des grands projets inscrits dans le Plan de développement économique et faisant l'objet d'appels d'offres internationaux, du lancement jusqu'à l'adjudication.

En outre, la STB a continué, durant 2013, à se conformer aux procédures de connaissance de la clientèle et de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme international.

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

En 2013, l'activité commerciale de la Banque a porté sur le suivi de la commercialisation des produits monétaires, télématiques, crédits aux particuliers, opérations Money Gram et change manuel, ainsi que sur l'évaluation des performances du réseau et la prospection de nouveaux segments de clients liés à divers secteurs d'activité et de créneaux porteurs.

Dans le cadre de sa stratégie de fidélisation de la clientèle, la Banque a également entrepris la révision des conditions de banque appliquées aux clients bénéficiaires de tarifs personnalisés et a procédé à la signature de conventions de crédit en faveur du personnel d'importantes relations.

Au niveau de l'activité monétique, le nombre de cartes a atteint 151 692 enregistrant une légère baisse de 0,5%, et ce dans un environnement caractérisé par une stagnation au niveau de l'émission pour tout le secteur, atténuée par l'évolution des affiliés orientés vers le marché local.

Le nombre de GAB STB s'est élevé à 170 au 31-12-2013 et a permis de réaliser 2 559 539 transactions pour 303 125 mille dinars. L'activité GAB s'est caractérisée par une régression de 1,4 % au niveau du volume d'affaires et de 7,4 % des transactions.

Le nombre de TPE a atteint 920 en 2013, permettant de réaliser un chiffre d'affaires en augmentation de 5,2 % par rapport à l'année écoulée. La récession du secteur de l'artisanat, des agences de location de voiture et de voyage a sensiblement affecté le nombre de TPE STB actifs qui s'élevait à 972 à fin 2012.

Modernisation de la Banque

Ces résultats ont été obtenus dans une conjoncture économique et sociale difficile et un secteur touristique en berne, affectant aussi bien l'activité GAB que TPE orientée vers les porteurs étrangers.

La Banque a par ailleurs continué à consolider sa présence médiatique à travers notamment le sponsoring du forum sur le système financier tunisien « entre défis de transition démocratique et opportunités de la bonne gouvernance », la participation au salon international de partenariat industriel de l'innovation ainsi que l'octroi de subventions à plusieurs associations.

Concernant le développement du réseau d'agences, plusieurs actions ont été entreprises en 2013 afin de consolider le fonds de commerce de la Banque avec l'implantation de la nouvelle agence Sousse Inès, l'aménagement de trois autres agences à Ezzahra, Lac II et Mokhtar Attia et l'ouverture prochainement de deux autres agences ; Chenini Gabes et Beni Khedeche.

Toujours dans le cadre des orientations stratégiques de la Banque, des actions de formation des exploitants ainsi que de restructuration des agences ont été réalisées en 2013, visant l'amélioration de la rentabilité du réseau.

MODERNISATION DE LA BANQUE

Dans le cadre de la modernisation de son système d'information, la Banque a réussi, en 2013 la mise en production réelle des projets suivants :

- Mise en œuvre du noyau du système d'information (phase 3) ;
- Démarrage du projet de la télé compensation en devises ;
- Mise en production de la gestion des engagements par signature.

Ces projets permettront à la Banque de disposer d'un modèle d'information fiable, accessible et sécurisé.

Par ailleurs, des projets d'infrastructure visant à maîtriser les coûts d'exploitation, la sécurisation du système d'information et l'exploitation de nouvelles technologies ont été entamés :

- Mise en place d'un système de vidéo surveillance unifié pour tous les locaux de la STB ;
- Conception d'un site de secours informatique ;
- Refonte de l'actif réseau du siège.

RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre de la mission de full audit préconisée par les autorités, la gestion des ressources humaines a été analysée et des recommandations notamment pour la mise en place des leviers R.H. identifiés sont à l'étude.

Au niveau de l'activité de formation, des participants relevant des services centraux aussi bien que du réseau ont bénéficié de plusieurs actions de formation inter-entreprises ou en interne comme des stages, des séminaires ou des formations diplômantes.

La Banque a aussi accueilli des stagiaires d'organismes externes ainsi que ceux des universités et centres professionnels et ce, dans le cadre de sa collaboration avec ces institutions.

La Banque a continué, en 2013, à développer sa politique sociale en faveur du personnel par l'offre de services de prévention médicale et d'assistance sociale ainsi que l'amélioration des prestations et avantages sociaux en faveur du personnel actif et retraité.

L'effectif de la Banque s'est établi en 2013 à 2127 employés dont 52,7% sont déployés à travers le réseau d'agences.

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

BILAN

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DE RESULTAT

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

BILAN Arrêté au 31/12/13

(Unité : 1000 DT)

ACTIF

	31-12-2013	31-12-2012
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	144 052	506 827
2- Créances sur les établissements bancaires et financiers*	235 276	281 878
3- Créances sur la clientèle*	5 469 127	5 653 418
4- Portefeuille titres commercial	215 475	209 547
5- Portefeuille d'investissement	274 583	279 729
6- Valeurs immobilisées	83 458	81 797
7- Autres actifs*	593 203	530 939
TOTAL ACTIF	7 015 174	7 544 135

PASSIF

1- Banque centrale et C.C.P	544 286	181 625
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	188 226	178 161
3- Dépôts et avoirs de la clientèle	5 175 396	5 517 309
4- Emprunts et ressources spéciales	519 003	562 830
5- Autres passifs*	702 086	699 898
TOTAL PASSIF	7 128 997	7 139 823

CAPITAUX PROPRES

1- Capital	124 300	124 300
2- Dotation de l'Etat	117 000	117 000
3- Réserves	359 295	358 756
4- Actions propres	-2 859	-2 859
5- Autres capitaux propres	37 324	37 324
6- Résultats reportés	-633 430	-225 502
7- Résultat de l'exercice	-115 453	-4 707
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-113 823	404 312
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 015 174	7 544 135

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRETE AU 31-12-2013

(Unité : 1000 DT)

	31-12-2013	31-12-2012
PASSIFS EVENTUELS		
HB 1 Cautions, avals et autres garanties données	920 485	998 141
HB 2 Crédits documentaires	437 259	506 916
HB 3 Actifs donnés en garantie		
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 357 744	1 505 057
ENGAGEMENTS DONNES		
HB 4 Engagements de financements donnés	115 647	139 623
HB4-a Engagements de financements	115 647	139 623
HB4-b Engagements de remboursement de L'Etat	0	0
HB 5 Engagements sur titres	3 646	3 953
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	119 292	143 576
ENGAGEMENTS REÇUS		
HB 6 Engagements de financements reçus		
HB 7 Garanties reçues	1 506 074	1 567 685

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DE RESULTAT Période du 01.01.2013 au 31.12.2013

(Unité : 1000 DT)

PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

	31-12-2013	31-12-2012
-Intérêts et revenus assimilés	351 735	311 381
- Commissions	59 643	56 216
- Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	28 047	24 879
- Revenus du portefeuille-titres d'investissement	9 680	8 004
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	449 105	400 480

CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

- Intérêts encourus et charges assimilées	-196 567	-170 523
- Commissions encourues	-5 325	-4 297
- Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	0	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-201 892	-174 820

PRODUIT NET BANCAIRE

- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-226 804	-75 859
- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-12 791	-19 687
- Autres produits d'exploitation	4 759	3 776
- Frais de personnel	-99 178	-98 818
- Charges générales d'exploitation	-21 182	-20 822
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-6 530	-6 514

RESULTAT D'EXPLOITATION

- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	-3	873
- Impôts sur les sociétés	-937	-13 316

RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES

- Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires	0	0
--	---	---

RESULTAT NET DE L'EXERCICE

EFFETS DES MODIFICATIONS COMPTABLES (NET D'IMPOT)	-403 221	-119 612
--	----------	----------

RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES

	-518 674	-124 319
--	----------	----------

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE Période du 01.01.2013 au 31.12.2013

(Unité : 1000 DT)

ACTIVITES D'EXPLOITATION

	31-12-2013	31-12-2012
Produits d'exploitation bancaire encaissés	424 790	383 970
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-208 872	-187 539
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers	8 487	1 366
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-420 806	-213 511
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle	-335 328	288 536
Acquisitions/cessions des titres de placement	-19 613	-68 062
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-100 815	-85 940
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-82 376	83 125
Impôts sur les sociétés payés	-983	-14 729
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation	-735 515	187 216

ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement	9 288	7 870
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement	-7 556	4 168
Acquisitions / cessions des immobilisations	-8 190	-8 475
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement	-6 458	3 563

ACTIVITES DE FINANCEMENT

Emissions d'actions	0	0
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales	-42 722	92 902
Dividendes versés	-1	-5
Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement	-42 723	92 897
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	-784 695	283 676
Liquidités et équivalents en début de l'exercice	473 340	189 664
Liquidités et équivalents en fin de l'exercice	-311 355	473 340

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRÊTES AU 31 DECEMBRE 2013

1. REFERENTIEL D'ÉLABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque «S.T.B.» arrêtés au 31 Décembre 2013 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les Normes Comptables (NCT 21, 22, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUES

Les états financiers de la «S.T.B.» sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

2.1.1 Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portées en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds pour leur valeur nominale.

2.1.2 Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale, déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

2.1.3 Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2013 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe B2, B3 et B4), au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste «Créances sur la clientèle». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe A) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe B1) au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus à l'exception des intérêts des crédits traités dans le cadre de la nouvelle circulaire BCT N°2011-04.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère « gel du compte ». Seuls les agios sur les comptes gelés sont réservés.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

2.1.4 Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés par la « S.T.B » lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois, et suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux « IMX » une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 437 423 mD.

2.1.5 Provisions sur engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, telle que modifiée par les circulaires de la « B.C.T » n° 93-23 et n° 99-04, qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

• A :	actifs courants	0%
• B1 :	actifs nécessitant un suivi particulier	0%
• B2 :	actifs incertains	20%
• B3 :	actifs préoccupants	50%
• B4 :	Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique «Autres postes des passifs».

ii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents et notamment la circulaire 2012-20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué, des provisions à caractère général dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

Pour la détermination du montant de cette provision, la Banque a retenu la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24 qui prévoit les étapes suivantes :

- Regroupement des engagements classés 0 et 1 en groupes homogènes par secteur d'activité;
- Calcul des taux de migration moyens pour chaque groupe qui correspond aux risques additionnels du groupe de l'année N par rapport aux engagements 0 et 1 du même groupe de l'année N-1. Ce calcul a été effectué en éliminant les engagements présentant un profil de risque spécifique à savoir : Clan Ben Ali et entreprises publiques;
- Détermination du facteur scalaire par groupe de créances reflétant l'aggravation des risques. Il y a lieu de noter que le calcul du facteur scalaire a été effectué compte tenu des engagements du clan Ben Ali et ceux des entreprises publiques étant donné

que ces derniers sont également touchés par la conjoncture exceptionnelle observée en 2011 ;

- Estimation des taux de provision à appliquer par groupe de créances et détermination du montant de la provision collective par la multiplication du montant des engagements 0 et 1 par ces trois paramètres.

iii. Provisions additionnelles

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 31 décembre 2013 portant divisions, couverture des risques et suivi des engagements, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans.
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans.
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, ont été imputées sur les capitaux propres d'ouverture de la STB au titre de l'exercice 2013.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRÊTES AU 31 DECEMBRE 2013

2.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

2.2.1 Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

- Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;

- Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;

- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;

- Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

ii. Titres d'investissement.

Les revenus des titres à revenu fixe (obligations) sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

iii. Les titres représentant des participations de financement.

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Provisions sur participations

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage à la date d'arrêt des comptes et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés,

- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers,

- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus-value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

2.2.2 Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois (Bons de trésor à court terme).
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime sur titres de placement soit la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement, est étalée sur la durée résiduelle des titres.

2.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes.

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à la circulaire n° 91-22.

Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

2.4. Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.

-Immeubles	2%
-Matériel de transport	20%
-Mobilier et matériel de bureau	10 %
	15%
	20% (*)
-Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
-Matériel informatique	15%
	33% (*)
-Logiciels informatiques	33%
-Agencements, aménagements et installations	10%

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er Janvier 2008.

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs contractés par la Banque et bénéficiant d'une prise en charge, par Tunis Ré, de la perte de change y découlant sont présentés au niveau des états financiers en dinars tunisiens convertis sur la base du cours historique.

Les emprunts en devises dont la «S.T.B » encourt le risque de change sont réévalués à la date d'arrêté aux taux en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes sont portées en résultat.

2.5. Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêté. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan «38.391 : Écart de conversion».

2.6. Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Toutefois, et par dérogation au principe comptable du coût historique, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 MD présenté au niveau du poste « Autres capitaux propres ».

2.7 Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la Banque pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérance de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

3. CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2013-21 du 31 décembre 2013 a instauré une nouvelle obligation pour les établissements de crédit de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012 sont imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'établissement de crédit au titre de l'exercice 2013

Conformément aux dispositions de la norme comptable 11 relative aux modifications comptables, cette nouvelle obligation instaurée par ladite circulaire a été traitée en tant que changement de méthode comptable, dont l'effet sur les exercices antérieurs a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

Ainsi les redressements comptables, constatés par le biais du compte des modifications comptables affectant les résultats reportés, ont résulté de :

Objet de l'ajustement	Montant en mD
1. Ajustement des provisions des créances sur la clientèle	-390 290
2. Ajustement des provisions sur comptes courants associés	-12 931
Total	-403 221

Toutefois, compte tenu des difficultés de retraitement des exercices antérieurs, les données de l'exercice 2012 n'ont pas fait l'objet d'un retraitement en pro-forma pour les besoins de comparabilité

4. NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

Note 4.1 – Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste s'élève à 144 052 mDT au 31/12/2013 contre 506 827 mDT au 31/12/2012 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Caisse	38 484	85 995
BCT	104 325	163 873
CCP	1 239	932
TGT et Reprise de liquidité	4	256 027
Total	144 052	506 827

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

- Les comptes « B.C.T » Dinars présentent des suspens qui sont en cours d'apurement.
- Le tableau suivant récapitule ces suspens par date d'antériorité :

ANTERIORITE	DEBIT BCT	DEBIT STB	CREDIT BCT	CREDIT STB
Moins d'un trimestre	876 950 147	45 537 132	855 135 587	44 428 196
Plus d'un trimestre	2 572 415	2 411 881	2 159 841	1 743 338
Plus d'un semestre	3 507 559	6 513 729	9 453 305	1 440 978
Plus d'un an	54 494 131	41 380 750	37 487 774	51 597 002
TOTAL	937 524 252	95 843 491	904 236 506	99 209 514

- Les comptes « B.C.T » Devises présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Ces suspens sont récapitulés par devises et par ancienneté dans le tableau suivant :

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND LC ET NC BCT ET ND BCT	LD	COURS	LC ET NC BCT LD ET ND	EN mD BCT EN mD	
AED	Moins d'un trimestre	20 040	0	21 350	52 950	41 390	52 950	0,4464	18 478	23 638
	Plus d'un trimestre					0	0	0,4464	0	0
	Plus d'un semestre					0	0	0,4464	0	0
	Plus d'un an	0	191	0	0	0	191	0,4464	0	85
		20 040	191	21 350	52 950	41 390	53 141		18 478	23 724
CAD	Moins d'un trimestre	0	0	55 580	68 990	55 580	68 990	1,5410	85 649	106 314
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	1,5410	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	3 960	0	3 960	1,5410	0	6 102
	Plus d'un an	1 354	10	5 676	15 460	7 030	15 470	1,5410	10 833	23 839
		1 354	10	61 256	88 410	62 610	88 420		96 482	136 255
CHF	Moins d'un trimestre	0	150	46 860	570	46 860	720	1,8404	86 242	1 325
	Plus d'un trimestre					0	0	1,8404	0	0
	Plus d'un semestre					0	0	1,8404	0	0
	Plus d'un an	117	25	2 797	600	2 914	625	1,8404	5 363	1 149
		117	175	49 657	1 170	49 774	1 345		91 604	2 474
DKK	Moins d'un trimestre	0	100	0	0	0	100	0,3027	0	30
	Plus d'un trimestre					0	0	0,3027	0	0
	Plus d'un semestre					0	0	0,3027	0	0
	Plus d'un an	0	1	0	0	0	1	0,3027	0	0
		0	101	0	0	0	101		0	31
DZD	Moins d'un trimestre					0	0	0,0209	0	0
	Plus d'un trimestre					0	0	0,0209	0	0
	Plus d'un semestre					0	0	0,0209	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	440 720	0	440 720	0,0209	0	9 220
		0	0	0	440 720	0	440 720		0	9 220

DEVISE	ANTERIORITE	LC ET ND BCT	LD	NC	ND LD ET ND	LC ET NC BCT BCT EN mD	LD	COURS	LC ET NC BCT	EN mD
EURO	Moins d'un trimestre	1 611 049	1 988 963	3 757 946	10 840 269	5 368 995	12 829 231	2,2663	12 167 753	29 074 887
	Plus d'un trimestre	23 969	25 299	23 988	17 901	47 957	43 200	2,2663	108 685	97 905
	Plus d'un semestre	69 810	58 167	95 922	62 543	165 731	120 710	2,2663	375 597	273 564
	Plus d'un an	88 894 891	104 153 229	36 150 070	14 536 834	125 044 961	118 690 063	2,2663	283 389 396	268 987 290
		90 599 719	106 225 658	40 027 926	25 457 547	130 627 645	131 683 205		296 041 432	298 433 646
GBP	Moins d'un trimestre	17	96 881	18	11 300	35	108 181	2,7107	95	293 247
	Plus d'un trimestre	300	0	29	3 991	329	3 991	2,7107	892	10 818
	Plus d'un semestre	0	0	11 170	0	11 170	0	2,7107	30 279	0
	Plus d'un an	33 544	90 052	76 249	40 987	109 793	131 039	2,7107	297 615	355 207
		33 862	186 934	87 466	56 278	121 327	243 211		328 881	659 273
JPY	Moins d'un trimestre	0	0	110 000 000	699 540 728	110 000 000	699 540 728	0,0156	1 718 684	10 929 904
	Plus d'un trimestre						0	0,0156	0	0
	Plus d'un semestre						0	0,0156	0	0
	Plus d'un an	2 574 423	0	0	0	2 574 423	0	0,0156	40 224	0
		2 574 423	0	110 000 000	699 540 728	112 574 423	699 540 728		1 758 908	10 929 904
KWD	Moins d'un trimestre						0	0	5,8063	0
	Plus d'un trimestre						0	0	5,8063	0
	Plus d'un semestre						0	0	5,8063	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0	5,8063	0
		0	0	0	0	0	0		0	0
LYD	Moins d'un trimestre						0	0	1,3288	0
	Plus d'un trimestre						0	0	1,3288	0
	Plus d'un semestre						0	0	1,3288	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0	1,3288	0
		0	0	0	0	0	0		0	0

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND LC ET NC BCT ET ND BCT	LD	COURS	LC ET NC BCT LD ET ND	EN mD BCT EN mD
	Moins d'un trimestre				0	0	0,2010	0	0
	Plus d'un trimestre				0	0	0,2010	0	0
MAD	Plus d'un semestre				0	0	0,2010	0	0
	Plus d'un an	0	0	612	0	612	0,2010	123	0
		0	0	612	0	612		123	0
	Moins d'un trimestre	0	0	0	200	0	0,2698	0	54
	Plus d'un trimestre				0	0	0,2698	0	0
NOK	Plus d'un semestre				0	0	0,2698	0	0
	Plus d'un an	0	142 300	97	225	97	0,2698	26	38 504
		0	142 300	97	425	97		26	38 558
	Moins d'un trimestre	0	0	19 556	0	19 556	0,4503	8 806	0
	Plus d'un trimestre				0	0	0,4503	0	0
QAR	Plus d'un semestre				0	0	0,4503	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0,4503	0	0
		0	0	19 556	0	19 556		8 806	0
	Moins d'un trimestre	3 500			3 500	0	0,4372	1 530	0
	Plus d'un trimestre				0	0	0,4372	0	0
SAR	Plus d'un semestre				0	0	0,4372	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0,4372	0	0
		3 500	0	0	0	3 500		1 530	0
	Moins d'un trimestre	422	55 000	35 000	590	35 422	0,2547	9 021	14 158
	Plus d'un trimestre				0	0	0,2547	0	0
SEK	Plus d'un semestre				0	0	0,2547	0	0
	Plus d'un an	0	0	45 474	360	45 474	0,2547	11 581	92
		422	55 000	80 474	950	80 897		20 603	14 249
	Moins d'un trimestre	4 620 679	4 843 970	5 063 504	1 948 710	9 684 183	1,6467	15 946 944	11 185 505
	Plus d'un trimestre	157 127	113	0	150	157 127	1,6467	258 741	433
USD	Plus d'un semestre	4 657	20 119	52 155	11 473	56 812	1,6467	93 552	52 023
	Plus d'un an	41 313 286	48 630 740	26 780 160	40 810 368	68 093 446	1,6467	112 129 477	147 282 672
		46 095 749	53 494 942	31 895 819	42 770 701	77 991 568		128 428 714	158 520 634

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.2 – Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de ce poste s'élève à 235 276 mDT au 31/12/2013 contre 281 878 mDT au 31/12/2012. Il se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Créances sur les établissements bancaires:	223 119	269 656
- Comptes courants des banques résidentes	2	2
- Comptes courants des banques non résidentes	41 849	8 338
- Prêts sur le marché monétaire en Dinars	70 000	105 000
- Prêts sur le marché monétaire en Devises	107 355	151 156
- Intérêts à percevoir sur les prêts	10	1439
- Créances rattachées	3 903	3 721
Institutions Financières:	12 157	12 222
- Prêts MLT	12 105	11 776
- Créances rattachées (société de leasing)	52	446
Total	235 276	281 878

- Les comptes correspondants débiteurs sont présentés nets des comptes correspondants créditeurs par devise.

- Les comptes correspondants présentent des suspens qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVICES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT +DEBIT CORRES DEV	CREDIT STB + CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES mD	CREDIT STB + CREDIT CORRES mD
S SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DZD	731	0	0	0	731	0	0,0209	15	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	EUR	100 679	76 904	197 646	128 789	298 324	205 693	2,2663	676 093	466 163
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	GBP	23	94	0	8	23	102	2,7107	62	276
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	JPY	4 000	0	0	0	4 000	0	0,0156	62	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	KWD	0	0	0	0	0	0	5,8063	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	LYD	0	0	0	0	0	0	1,3288	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	NOK	0	400	0	0	0	400	0,2698	0	108
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SAR	95	0	0	0	95	0	0,4372	42	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SEK	1 110	0	1 000	0	2 110	0	0,2547	537	0
									676 812	466 547
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DZD	1 463	0	0	1 173	1 463	1 173	0,0209	31	25
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	EUR	331 512	152 078	104 037	63 534	435 549	215 612	2,2663	987 085	488 642
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	GBP	9 324	198	5 128	5 873	14 451	6 071	2,7107	39 173	16 457
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	JPY	0	0	9 000	35 022	9 000	35 022	0,0156	141	547
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	KWD	0	0	0	0	0	0	5,8063	0	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	LYD					0	0	1,3288	0	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	NOK					0	0	0,2698	0	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SAR	14 020	0	10	60	14 030	60	0,4372	6 134	26
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SEK	3 170	1 100	0	0	3 170	1 100	0,2547	807	280
									1 033 371	505 977
SUP A 12 MOIS	DZD	283 972	12 299 875	4 200	2 605 290	288 172	14 905 164	0,0209	6 029	311 816
SUP A 12 MOIS	EUR	31 547 013	49 914 347	90 138 199	67 467 326	121 685 211	117 381 672	2,2663	275 775 194	266 022 084
SUP A 12 MOIS	GBP	263 620	1 255 731	1 335 570	391 068	1 599 190	1 646 799	2,7107	4 334 925	4 463 979
SUP A 12 MOIS	JPY	2 198 150	24 450	1 007 373	62 870	3 205 523	87 320	0,0156	50 084	1 364
SUP A 12 MOIS	KWD	13	0	0	3 017	13	3 017	5,8063	78	17 516
SUP A 12 MOIS	LYD	350 021	437 176	839 111	675 138	1 189 131	1 112 315	1,3288	1 580 118	1 478 044
SUP A 12 MOIS	NOK	0	780	20 044	1 883	20 044	2 663	0,2698	5 407	719
SUP A 12 MOIS	SAR	1 085	430	10 516	10 077	11 601	10 507	0,4372	5 072	4 594
SUP A 12 MOIS	SEK	394 800	404 387	22 284	1 660	417 084	406 047	0,2547	106 223	103 412
									281 863 130	272 403 527

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2013

L'applicatif dédié à la gestion des prêts en devises ne permet pas de retracer toutes les opérations effectuées par la Banque.

Note 4.3 – Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2012 et 2013 se présente comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
- Comptes courants débiteurs	782 856	703 925
- Crédits sur ressources spéciales	260 806	261 353
- Les créances prises en charge par l'Etat	66 294	52 432
- Bonification prise en charge par l'Etat	19 817	25 659*
- Comptes courants associés	202 921	209 900
- Autres concours à la clientèle	6 303 812	5 848 926*
- Créances à abandonner	3 562	3 562
- Créances rattachées	41640	39 412*
Total Brut	7 681 708	7 136 464*
Provisions	1 241 644	626 918
- Provisions sur comptes courants	216 372	147 607
- Provisions sur ressources spéciales	142 418	54 371
- Provisions sur autres concours à la clientèle	769 116	341 546
- Provisions sur comptes courants associés	59 355	29 012
- Provisions sur créances à abandonner	455	455
- Provisions collectives	53 928	53 928
- Agios réservés	961 427	857 098*
- Agios réservés sur comptes courants	55 833	45 680
- Agios réservés sur autres concours à la clientèle	760 257	665 058
- Agios réservés sur comptes courants associés	37 061	37 219
- Agios réservés sur ressources spéciales	97 329	97 329
- Agios réservés sur créances à abandonner	3 107	3 107
- Agios réservés sur créances rattachées	7 840	8 705*
- Produits perçus d'avance	9 511	7 735
Total Net	5 469 126	5 653 418

(*) Données retraitées pour le besoin de la comparabilité.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2013 est la suivante :

En mDT

Libellé	Encours Brut	Créances Rattachées	Prov. Individuelles	Prov. additionnelles	Agios Réservés	Pdt perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	782 856	0	-176820	-39552	-55 833		510 650
C/ Ressources spéciales	260 806	516	-54 006	-88 412	-97 329		21 575
Comptes courants associés	202 921		-45 485	-13 869	-37 061		106 505
Autres conc. à la clientèle	6 389 924	41 124	-437 051	-332065	-768 097	-9 511	4884 324
Créances à abandonner	3 562		-455		-3 107		0
Total	7 640 069	41 640	-713 818	-473 898	-961 427	-9 511	5 523 055
Provisions collectives							-53 928
Encours net							5 469 126

Le système d'information de la Banque n'assure pas la traçabilité, le recoupement et le contrôle des soldes des comptes « Produits perçus d'avance » se rapportant aux crédits à la clientèle. Cependant, des ajustements sont effectués pour l'estimation de ces soldes en fin d'exercice, sur la base de situations extra-comptables du portefeuille.

Agios réservés :

Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2013 se détaillent comme suit :

En mDT

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Agios réservés sur C/C	55 833	45 680
Agios réservés sur Avals et Cautions	7 451	6 969
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	137 086	109 806
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	174 566	172 364
Agios réservés sur crédits garantis par l'Etat	3 731	4 009
Agios réservés sur Ressources Spéciales	97 329	97 329
Agios réservés sur C/C Associés	37 061	37 219
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	437 423	371 910
Agios réservés/ créances à abandonner	3 107	3 107
Agios réservés sur créances rattachées	7 840	8 705
Sous Total	961 427	857 098
Agios réservés sur créances prises en charge par l'Etat	9 253	10 094
Total	970 680	867 192

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux «IMX», une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 437 423 mD.

Ces intérêts de retard réservés sur créances contentieuses concernent seulement une partie des créances contentieuses gérées par le nouveau progiciel du contentieux et qui sont calculés et comptabilisés automatiquement par ce système.

Les agios réservés sur les comptes courants associés sont comptabilisés en partie au niveau du compte agios réservés sur CCA et en partie au niveau des comptes agios réservés sur les autres engagements.

Les comptes des provisions ont connu les mouvements suivants au cours de l'exercice 2013 :

En mDT

Désignation	Montant
SOLDE AU 31/12/2012	964 715
MODIFICATIONS COMPTABLES SE RAPPORTANT AUX COMPTES DE PROVISIONS SUR LES ENGAGEMENTS	390 290
MODIFICATIONS COMPTABLES SE RAPPORTANT AUX COMPTES DE PROVISIONS SUR COMPTES COURANTS ASSOCIES	12 931
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS	169 580
DOTATIONS AUX PROVISIONS ADDITIONNELLES SUR ENGAGEMENTS	90 989
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR TITRES	15 630
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 642
REPRISES DES PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS	-24 998
REPRISE DES PROVISIONS ADDITIONNELLES SUR ENGAGEMENTS	-7 477
REPRISES DES PROVISIONS SUR TITRES	-2 074
REPRISES DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-17 769
SOLDE AU 31/12/2013	1 607 459

Note 4.3.1 – Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFL...).

Note 4.3.2 – Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2013, des provisions additionnelles nettes sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour un montant de 83 513 mDT.

Les provisions additionnelles à fin 2012 qui s'élèvent à 403 221mDT sont imputées sur les capitaux propres d'ouverture au titre de l'exercice 2013.

Ainsi, et pour l'exercice clos le 31/12/2013, le solde des provisions additionnelles s'élève à 486 734 mDT.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.3.3 – Provisions collectives

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents et notamment la circulaire 2012-20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué des provisions à caractère général dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

La provision collective, déterminée conformément à la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24, a été estimée fin 2013 à 46,057 millions de dinars. Toutefois, la STB a opté pour le maintien de la provision collective constatée depuis l'exercice 2011, soit 53,928 millions de dinars, afin de renforcer ses fonds propres.

La provision collective, estimée à 53 928 mDT, se détaille comme suit :

Activité	Classe 0&1	TX MIG moyen	Facteur scalaire	TX de provision corrigé	Provision collective
AGRICULTURE	40 246 181	9,49%	2,32	20,00%	1 771 652
AUTRES INDUSTRIES	7 727 907	5,77%	1,00	25,00%	111 528
AUTRES SERVICES	728 162 323	1,65%	2,42	25,00%	7 299 876
BATIMENT & T.P	315 654 364	3,83%	1,00	20,00%	2 415 808
COMMERCES	554 787 107	2,90%	1,40	25,00%	5 629 396
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1 080 754 584	4,29%	1,24	25,00%	14 377 905
PROMOTION IMMOBILIERE	314 825 265	6,40%	1,72	15,00%	5 206 482
TOURISME	369 169 469	16,38%	1,00	20,00%	12 092 614
AUTRES	27 737 276	3,26%	1,72	41,69%	1 915 033
CONSOMMATION	1 061 016 993	0,74%	1,65	20,00%	2 589 308
HABITAT	271 644 746	1,43%	1,34	10,00%	518 402
TOTAL	4 771 726 215				53 928 003

Note 4.3.3 – Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont :

- les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 48,160 millions de dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.
- Les créances de la société « ELFOULEDH » prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 2013 dont l'encours totalise la somme de 18,133 millions de dinars.

Note 4.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève à 215 475 mDT au 31/12/2013 contre 209 547 mDT au 31/12/2012. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Bons de Trésor à court terme	73 002	83 400
Bons de Trésor assimilables	143 872	125 168
Créances et dettes rattachées	1 066	2 991
Dépréciation des bons de Trésor assimilables	0	-228
Intérêts perçus d'avance	-2 465	-1 784
Total	215 475	209 547

Note 4.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres est passée de 274 583 mDT au 31/12/2013 à 279 729 mDT au 31/12/2012 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
- Titres d'investissement	33 697	30 133
- Fonds gérés SICAR	96 574	95 750
- Fonds commun de Placement	22600	22 600
- Titres de participation	87 679	84 658
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	89 122	88 121
- Parts dans les entreprises liées	123 559	123 559
- Sociétés en liquidation	582	582
- Participations en rétrocession	20 657	20 657
- Créances et dettes rattachées	-332	-332
Valeur Brute	474 138	465 728
Provisions	199 555	185 999
Valeur Nette	274 583	279 729

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

En mDT

Libellé	Valeur comptable	Provisions au 31/12/2012	Dotations au 31/12/2013	Reprises	Provisions
Les titres d'investissement	33 697	-650			-650
Les SICAR	96 574	-40 905	3 913	1 838	-42 981
Les titres de participation	344 199	-144 444	11 717	236	-155 925
Les créances rattachées	-322	-			-
Total	474 138	-185 999	15 630	2 074	-199 555

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2013 se détaille comme suit :

En mDT

Filiales	Quote part du capital détenu par la « S.T.B »	Valeur Comptable Brute	Provisions	Valeur Comptable Nette
SECTEUR FINANCIER				
STRC	91,4%	33 801	26 348	7 453
STB SICAR	55,8%	10 905	1 197	9 708
STB INVEST	94,4%	34 676		34 676
STB-FINANCE (Ex-SOFIGES)	61,3%	4 749		4 749
BFT	78,2%	3 535	3 535	0
SECTEUR TOURISTIQUE				
SKANES PALACE INTERNATIO	99,8	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	96,9	9 050	9 050	0
ED-DKHILA	61,2	3 221		3 221
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70,3	2 488	2 488	
SECTEUR BATIMENT				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84,7	7 461		7 461
SECTEUR SERVICES				
STE LA GENERALE DE VENTE	50	2 000	1 321	679

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2013

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société « STB SICAR » d'une valeur totale de 96574 mDT, qui ont été provisionnés à hauteur de 42 981 mDT. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Fonds initial	Remboursements Antérieurs	Restitutions fonds	Résultats capitalisés	Solde au 31/12/2013
FG STB 1	8 000	1 970		-1 131	4 899
FG STB 2	8 000	4 083		1 558	5 475
FG STB 3	5 000	1 610		1 095	4 485
FG STB 4	6 500	1 722		1 327	6 105
FG STB 5	6 824	2 158		1 691	6 357
FG STB 6	2 707	724		207	2 190
FG STB 7	800			90	890
FG STB 8	9 371		850	1 849	10 370
FG STB 9	4 800			317	5 117
FG STB 10	8 748			732	9 480
FG STB 11	6 000			581	6 581
FG STB 12	9 898			907	10 805
FG STB 13	10 000			996	10 996
FG ID 1	2 000	1 630		890	1 260
FG ID 2	2 000	957		232	1 275
FG ID 3	5 436	2 834		1 249	3 851
FG ID 4	360	28		30	362
FG ID 5	1 133			266	1 399
FG ID 6	4 000			677	4 677
Total	101 577	17 716	850	13 564	96 574

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Au 31 Décembre 2013, la situation des emplois des Fonds Gérés se détaille comme suit :

En mDT

Fonds Gérés	Titres de participations à rétrocéder	Participations directes	Titres SICAV
Fonds gérés STB 1 (1999)	2 269	2 094	203
Fonds gérés STB 2 (2000)	5 635	299	429
Fonds gérés STB 3 (2001)	2 528	1 000	708
Fonds gérés STB 4 (2002)	6 767		487
Fonds gérés STB 5 (2003)	6 352	231	744
Fonds gérés STB 6 (2005)	2 810	79	492
Fonds gérés STB 7 (2006)	405	390	235
Fonds gérés STB 8 (2007)	7 425	382	5 343
Fonds gérés STB 9 (2008)	4 800		852
Fonds gérés STB 10 (2008)	8 575		924
Fonds gérés STB 11 (2009)	5 447	83	918
Fonds gérés STB 12 (2009)	7 321	896	2 345
Fonds gérés STB 13 (2010)			10 034
FG 1 ID SICAR (2002)	1 289		29
FG 2 ID SICAR (2002)	1 639		17
FG 3 ID SICAR (2003)	3 874	140	56
FG 4 ID SICAR (2005)	358		
FG 5 ID SICAR (2006)	951		447
FG 6 ID SICAR (2007)	3 044		1 700

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 83 458 mDT au 31/12/2013. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2013 se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur Brute au 31/12/2012	Acquisition / Cession 31/12/2013	Valeur Brute au 31/12/2012	Amort. Au 31/12/2012	Dotations / Régul. 2013	Sortie Amort actif 2012	Amort 31/12/2013	Valeur Nette au 31/12/2013
Immobilisations Incorporelles	10 314	1 755	12 069	7 677	1 698	0	9 375	2 694
Logiciel informatique	10 257	1 755	12 012	7 677	1 698		9 375	2 637
Droit au bail	57	0	57	0			0	57
Frais études et développement	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	184 287	4 789	189 075	105 126	4 832	1 648	108 311	80 764
Terrains	17 773	0	17 773					17 773
Constructions	69 588	1 708	71 296	25 204	1 477		26 681	44 615
Mobilier de bureaux	4 963	62	5 025	4 618	164		4 782	243
Matériel de transport	1 161	0	1 161	753	56	0	809	352
Matériel informatique	30 893	410	31 303	30 849	1 362	1 647	30 564	739
Matériel de communication	1 799	132	1 931	1 650	42		1 692	239
Matériel de bureaux	15 036	53	15 089	14 318	250		14 568	521
Matériel de sécurité	2 679	56	2 735	1 990	113		2 103	632
Matériel de climatisation	4 719	167	4 886	3 637	235		3 872	1 014
Agencements, amén. et instal.	27 991	1 016	29 008	20 267	999		21 266	7 742
Mob- bureau hors expl	32	0	32	24	2		27	5
Mat-outil hors exploit	296	24	320	280	6		286	34
Immeubles hors exploit	6 860	0	6 860	1 536	127		1 663	5 197
Constructions en cours	397	1 261	1 658	0			0	1 658
Imm. En attente affectation	100	-100	0	0	0	0	0	0
TOTAL	194 601	6 544	201 144	112 803	6 530	1 648	117 686	83 458

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

La Banque n'a pas procédé en 2013 à l'inventaire physique de ses immobilisations. En outre, la Banque ne dispose pas d'une base de données détaillant les immobilisations comptabilisées par nature d'immobilisations et par référence.

Note 4.7 – Autres actifs

Au 31/12/2013, les autres postes d'actif totalisent 593 203 mDT contre 530 938 mDT au 31/12/2012 et se détaillent comme suit:

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
- Prêts au personnel	117 075	112 237*
- Frais médicaux à récupérer	3 124	3 090
- État, impôt et taxes	43 473	43 528
- Stock divers	1 370	1 008
- Différence de change à la charge de l'état	5 613	10 092
- Écart de conversion	13 784	10 812*
- Siège, succursales et agences (1)	59 982	39 049
- Comptes de régularisation actif (2)	243 004	240 844*
- Valeurs présentées à la compensation	33 948	31 950
- Effets financiers en recette	107	107
- Débits à régulariser	4 192	4 277
- Charges payées d'avance	420	738
- Produits à recevoir	6 537	3 403
- Créances cédées	2 136	2 136
- Autres	58 438	27 670*
TOTAL	593 203	530 938

(*) : Données retraitées pour le besoin de la comparabilité.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2013

(1) L'augmentation de cette rubrique s'explique principalement par l'accroissement des effets à compensation internes de 30 mD dont la régularisation se fera en janvier 2014.

(2) Les comptes inter-siège (35 100 xxx) et (35 200 xxx) et les comptes relatifs à l'activité monétique présentent des suspens anciens en cours d'apurement. Par ailleurs, les suspens débiteurs nets non identifiés et relatifs à l'inter-siège sont provisionnés à concurrence de 5 631 MD. Ce montant a été déterminé par application d'un taux de provisionnement de 100% pour les suspens antérieurs à 2013, de 50% pour les suspens du premier semestre 2013 et de 20% pour les suspens du troisième trimestre 2013.

Note 4.8 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2013, ce poste totalise 188 226 mDT contre 178 161 mDT au 31/12/2012. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Etablissements bancaires :	53 339	69 893
- Banques de dépôts	226	287
- Banques non résidentes	53 113	69 606
Emprunts interbancaires :	134 887	108 268
Total	188 226	178 161

- Les comptes correspondants créditeurs sont présentés compensés nets des comptes correspondants débiteurs par devise.
- Les comptes correspondants présentent des suspens, en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devise et par ancienneté :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVICES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT +DEBIT CORRES DEV	CREDIT STB + CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES mD	CREDIT STB + CREDIT CORRES mD
SSUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CAD	1 688	4 699	5 729	16 083	7 418	20 782	1,5410	11 431	32 024
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CHF	120	365	310	0	430	365	1,8404	791	672
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	USD	103 749	193 282	84 547	82 804	188 296	276 086	1,6467	310 066	454 631
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DKK	0	0	0	0	0	0	0,3027	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	MAD	6 589	5 470	5 470	5 460	12 059	10 930	0,2010	2 424	2 197
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	AED	15	0	5	0	20	0	0,4464	9	0
		324 721	489 524							
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CAD	5 363	3 658	2 376	21 731	7 739	25 390	1,5410	11 925	39 125
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CHF	1 523	345	580	75	2 103	420	1,8404	3 870	773
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	USD	245 776	461 480	173 308	16 921	419 083	478 401	1,6467	690 105	787 783
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	AED	65	0	0	0	65	0	0,4464	29	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DKK	0	400	0	0	0	400	0,3027	0	121
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	MAD	20 620	9 887	0	47 946	20 620	57 832	0,2010	4 145	11 625
		710074	839 427							
SUP A 12 MOIS	CAD	113 984	88 532	56 927	505 890	170 910	594 422	1,5410	263 373	916 004
SUP A 12 MOIS	CHF	6 442	51 413	72 766	13 937	79 208	65 350	1,8404	145 774	120 270
SUP A 12 MOIS	USD	92 025 432	90 553 693	75 852 287	87 547 834	167 877 719	178 101 527	1,6467	276 444 240	293 279 785
SUP A 12 MOIS	AED	2 053	25	0	48 125	2 053	48 150	0,4464	916	21 496
SUP A 12 MOIS	DKK	1 660	8 083	13 327	895	14 987	8 978	0,3027	4 537	2 718
SUP A 12 MOIS	MAD	237 977	220 936	6 643	267 615	244 620	488 551	0,2010	49 171	98 204
									276 908 011	294 438 477

Note 4.9 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élevé à 5 175 396 mDT au 31/12/2013 contre 5 517 309 mDT au 31/12/2012. Les dépôts se détaillent comme suit:

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Dépôts à vue	1 301 545	1 469 716
Dépôts épargne	2 075 450	2 023 960
Compte à terme	439 016	426 023
Comptes en dinars convertibles	71 453	72 832
Comptes en devises	285 166	313 636
Placements en devises	216 762	204 024
Bons de caisse	326 342	296 422
Autres sommes dues à la clientèle	143 758	160 674
Dettes rattachées	1 435	8 022
Certificats de dépôts	314 469	542 000
Total	5 175 396	5 517 309

Les applicatifs utilisés pour la gestion des placements clientèle en devises et en dinars ne permettent pas de retracer toutes les opérations effectuées par la Banque.

Note 4.10 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste s'élève à 519 003 mDT au 31/12/2013 contre 562 830 mDT au 31/12/2012 et se répartit comme suit:

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires & privés	307 788	341 510
Ressources spéciales	195 219	203 514*
Dettes rattachées	15 996	17 807*
Total	519 003	562 830

(*) : Données retraitées pour le besoin de la comparabilité

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.11 – Autres passifs

Ce poste totalise 702 085 mDT au 31/12/2013 contre 699 898 mDT au 31/12/2012 :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Provisions pour passifs et charges (1)	166 260	151 797
État, impôts, taxes et dettes sociales (2)	20 162	18 103
Effets financiers non échus (3)	200 784	160 713
Agios réservés pris en charge par l'État	9 253	10 094
Charges à payer	33 467	32 264
Créditeurs divers	2 830	3 018
Suspens à régulariser	5 915	5 915
Siège, succursales et agences	5 442	12 595
Comptes de régularisation-Passif	91 487	51 939
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	113 412	189 767
Autres crédits	348	322
Crédits à régulariser	3 891	2 866
Intérêts à recouvrir sur ressources spéciales	13 719	13 724
Différence PF encaissement exigibles après encaissement(4)	35 115	46 781
Total	702 085	699 898

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la Banque au terme de l'exercice 2013 s'élèvent à 166 260 mDT contre 151 797 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

Libellé	Provisions 31/12/2012	Reprises	Dotations	Modification comptable	Réaffectation et correction	Provisions 31/12/2012
Prov sur E/S	21 715	-4 016	18 715	3 500	- 1 609	38 305
Prov pour départ à la retraite	32 116	-5 652				26 464
Prov pour risques divers	97 966	-12 117	15 642			101 491
Total	151 797	-21 785	34 357	3 500	-1 609	166 260

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2013

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

En mD

Rubrique	31/12/2013	31/12/2012
TVA	1 631	1 442
Retenues à la source	9 027	5 886
Fonds de péréquation de change	6 818	6 677
Autres	2 686	4 098
Total	20 162	18 103

(3) Cette rubrique se détaille comme suit :

En mD

Rubrique	31/12/2012	31/12/2011
Effets financiers moyen terme non échus	69 854	69 278
Effets financiers court terme non échus	102 428	62 035
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	27 940	28 784
Effets financiers non échus reçus de la compensation	562	616
Total	200 784	160 713

(4) La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde de 35 115 mDT. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Nature	Montant
Valeurs à l'encaissement	180 514
Valeurs exigibles après encaissement	-215 629
Total	-35 115

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.12 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 124 300 mDT. Il est composé de 24 860 000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libérées en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la Banque se détaillent comme suit :

Rubrique	Solde avant affectation au 31/12/2012	Affectation résultat 2012	Solde après affectation au 31/12/2010	Autres imputations	Solde au 31/12/2012
Capital	124 300		124 300	-	124 300
Réserves	331 969		331 969	539	332 508
Prime de fusion	26 787		26 787	-	26 787
Actions propres	-2 859		-2 859	-	-2 859
Autres capitaux propres (1)	37 324		37 324	-	37 324
Dotation de l'État	117 000		117 000	-	117 000
Résultats reportés	-225 502	-4 707	-230 209	-403 221	-633 430
Résultat reporté	-105 890	-124 319	-230 209	-	-230 209
Modifications comptables(2)	-119 612	119 612	-	-403 221	-403 221
Résultat de l'exercice	-4 707	4 707	-	-115 453	-115 453
Total	404 312	-	404 312	-518 135	-113 823

(1) Il s'agit des réserves de réévaluation pour un montant de 37 324 mDT (terrains : 15 328 mDT et immeubles d'exploitation : 21 996 mDT).

(2) Les modifications comptables constatées en 2013 pour un montant de -403 221 mDT sont relatives aux provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012.

Note 4.12.1 – Dotation de l'État

En vertu de la loi n°2012-17 du 17 septembre 2012, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

La STB a bénéficié de cette dotation au titre de la mise en jeu de la garantie de l'État en matière de remboursement des échéances des lignes des crédits extérieures suivantes :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Ligne	Encours en 2011	Encours 2010	Échéances payées en 2011		Échéances à payer 2012-2014		Garantie de l'État	
			Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt
EMP BEI P . G .E.T.II/ BNDT	15 498	17 801	2 303	961	7 715	2 072	10 018	3 033
EMPRT . BAD 6/ EX -BNDT	18	35 900	17 950	648	17 950	643	35 900	1 291
EMP GSI /EX BNDT	95 624	95 624	-	4 542	-	13 626	-	18 169
EMP BAD 7EME LIGNE BDET	37 974	48 824	10 850	2 102	32 550	3 347	43 399	5 449
Total	149 115	198 149	31 102	8 253	58 215	19 688	89 317	27 941

Note 4.12.2 – Fonds propres distribuables

En application des dispositions de l'article 19 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi des finances de l'année 2014, les fonds propres distribuables en franchise de retenue à la source totalisent au 31/12/2013, avant affectation du résultat, 351 614 mDT et se détaillent comme suit :

Fonds propres figurant au bilan clos au 31/12/2013	Montant en mDT
Réserve légale	12 430
Réinvestissements exonérés	9 974
Fonds social	7 228
Prime d'émission	11 464
Prime de fusion	26 787
Réserve à régime spécial	246 385
Autres réserves	82 351
Résultat de l'exercice 2013	-115 453
Résultat reportés	-230 209
Modifications comptables	-403 221
Total des Fonds propres au 31 Décembre 2013	-352 264
Dividendes décidés et prélevés sur les résultats avant le 31/12/2013 à payer	650
Total général des fonds propres régis par le paragraphe 7 de l'article 19 de la loi n°2013-54 portant loi des finances pour l'année 2014	-351 614

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.13 – Passifs éventuels

Le poste passifs éventuels composé des rubriques «Cautions, avals et autres garanties données» et «crédits documentaires » se détaille au 31 Décembre 2013 ainsi :

En mDT

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	519 612	562 702
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	400 873	435 439
Total cautions, avals et autres garanties données	920 485	998 141
Crédits documentaires et acceptations import	363 980	321 078
Crédits documentaires et acceptations export	73 279	185 838
Total crédits documentaires	437 259	506 916
Total passifs éventuels	1 357 744	1 505 057

Les comptes des engagements hors bilan ne sont pas justifiés et ne reflètent pas d'une manière fiable et exhaustive les engagements réels de la Banque. Par conséquent et afin de pallier à cette situation, l'état des engagements hors bilan est élaboré à partir des déclarations extra-comptables.

Note 4.14 – Engagements de financement donnés

Le poste «Engagements de financement donnés» se compose au 31 Décembre 2013 des engagements de financement pour un montant de 115.647 mDT contre 139 623 mDT au 31 Décembre 2012.

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Engagements de financement	115 647	139 623
Total	115 647	139 623

Note 4.15 –Garanties reçues

Le solde du poste « Garanties reçues » s'élève au 31 Décembre 2013 à 1 506 074 mDT contre 1 567 685 mDT au 31 Décembre 2012 :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Contre garanties reçues des banques installées à l'étranger	542 723	778 033
Garanties reçues des banques et des établissements financiers installés en Tunisie	71 587	13 468
Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance	657 589	566 932
Garanties reçues de la clientèle	234 184	209 252
Total	1 506 074	1 567 685

Il s'agit pour cette rubrique, des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la Banque.

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises en compte au niveau de l'hors bilan.

Note 4.16 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2013 à 351 735 mDT contre 311 381 mDT au 31 Décembre 2012 et s'analysent comme suit :

Libellé	Exercice clos 31/12/2013	Exercice clos 31/12/2012
Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers	17 229	18 819
Intérêts sur créances sur la clientèle	322 375	280 351
Revenus assimilés	12 131	12 211
Total	351 735	311 381

Note 4.17 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2013 à 59 643 mDT contre 56 216 mDT au 31 Décembre 2012 et s'analyse comme suit :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Chèques, effets, virements et tenue de compte	24 025	22 462
Opérations sur titres	550	659
Opérations de change	8 864	8 353
Opérations de commerce extérieur	1 497	1 535
Coffre-fort	33	32
Études	9 302	8 746
Autres	15 372	14 429
Total	59 643	56 216

Note 4.18 – Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2013 à 28 047 mDT contre 24 879 mDT au 31 Décembre 2012 et s'analyse comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Gains nets sur titres de transaction	3 669	4 312
Gains nets sur titres de placement	6 698	4 759
Gains nets sur opérations de change	17 680	15 808
Total	28 047	24 879

Les gains nets sur titres de transaction sont répartis comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Gains sur cession BTCT et BTA	1 524	1 493
Intérêts sur BTCT	2 555	3 287
Pertes sur cession BTCT et BTA	-410	-468
Total	3 669	4 312

Les gains nets sur titres de placement sont répartis comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Intérêts et revenus assimilés	6 698	4 759
Dividendes et revenus assimilés	0	0
Total	6 698	4 759

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.19 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titres d'investissement s'élèvent au 31 Décembre 2013 à 9 680 mDT contre 8 004 mDT au 31 Décembre 2012 et s'analysent comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	1 973	1 645
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	7 707	6 359
Total	9 680	8 004

Note 4.20 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 Décembre 2013 à 196 567 mDT contre 170 523 mDT au 31 Décembre 2012 et se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Opérations avec les établissements bancaires	15 192	14 255
Opérations avec la clientèle	151 769	127 432
Emprunts et ressources spéciales	29 606	28 827
Autres intérêts et charges	0	9
Total	196 567	170 523

Note 4.21 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-169 580	-96 693
Dotations aux provisions additionnelles	-90 990	
Créances passées par pertes-836	-15 513	
Reprises sur provisions pour créances douteuses, engagements hors bilan et passif	24 998	32 670
Reprises sur provisions additionnelles	7 477	0
Dotations aux provisions pour risques et charges	-15 642	-15 073
Reprises sur provisions pour risques et charges	17 769	18 479
Total	-226 804	-75 859

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 4.22 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2013, le solde de ce poste se détaille comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-11 716	-15 668
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-3 913	-6 574
Plus-values ou moins-values de cession du portefeuille d'investissement	1 027	982
Pertes sur fonds SICAR	-263	-
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	236	157
Reprises sur provisions pour fonds gérés	1 838	1 417
Total	-12 791	-19 688

Note 4.23 – Frais de personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2013 un total de 99 178 mDT contre 98 817 mDT au 31 Décembre 2012, détaillés comme suit :

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Rémunération du personnel	76 497	75 153
Charges sociales	20 508	21 724
Autres charges liées au personnel	2 173	1 940
Total	99 178	98 817

Note 4.24 – Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2013 un total de 21 182 mDT contre 20 822 mDT au 31 Décembre 2012 et sont détaillées comme suit :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Loyer	2 405	2 303
Entretien et réparations confiés à des tiers	2 090	1 984
Travaux exécutés par des tiers	2 791	2 781
Primes d'assurance	293	508
Autres	1 925	1592
Impôts et taxes	1 185	1 120
Fournitures faites à l'entreprise	1 337	1 310
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	613	354
Transport et déplacement	249	199
Frais divers de gestion	8 294	8 671
Total	21 182	20 822

Note 4.25 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2013 s'élève à 936 mDT contre 13 316 mDT en 2012, soit une baisse de 12 384 mDT qui s'explique comme suit:

Libellé	2 013	2 012
Base imposable avant déduction des provisions	148 553	134 781
Provisions déductibles (1)	261 019	96 734
Résultat fiscal	-112 466	38 047
Impôt sur les sociétés(*) a	937	13 316

(*) Pour l'exercice 2013 l'impôt sur les sociétés correspond au minimum d'impôt.

Note 4.26 : Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la Banque ont atteint au 31 Décembre 2013 un solde de -311 355 mDT contre 473 340 mDT au 31 Décembre 2012 et sont détaillées comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Caisse, CCP et reprise de liquidité	39 728	342 955
BCT	-439 962	-17 753
Banques et organismes spécialisés	-11 489	-61 553
Prêts emprunts sur le marché monétaire	29 831	128 076
Titres de transactions	70 537	81 615
Total	-311 355	473 340

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

MESDAMES ET MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE – STB

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers de la Société Tunisienne de Banque (STB) arrêtés au 31 décembre 2013, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

I. Rapport sur les états financiers annuels

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de la Société Tunisienne de Banque (STB), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2013, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

1. Responsabilité de la Direction dans l'établissement des états financiers

Les organes de Direction et d'Administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément

au Système Comptable des Entreprises en Tunisie. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération

le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les états financiers ci-joints, qui couvrent la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2013, font apparaître un total bilan net de 7 015,174 millions de dinars, un résultat avant modifications comptables négatif de 115,453 millions de dinars, des modifications comptables de 403,221 millions de dinars constatées en diminution des capitaux propres d'ouverture et un résultat après modifications comptables négatif de 518,674 millions de dinars.

3. Justification de l'opinion avec réserves

3.1 Par référence aux termes de la circulaire n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles de 486,734 millions de dinars sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, qui s'élèvent à 403,221 millions de dinars, ont été imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

Les modifications comptables, constatées en ajustement des capitaux propres d'ouverture, n'ont pas donné lieu au retraitement en proforma des états financiers de l'exercice 2012 présentés à titre comparatif.

Par conséquent, nous estimons que les tendances de la situation financière et des performances de la Banque ne sont pas à établir avec les données comparatives non retraitées de l'exercice 2012.

3.2 Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau des notes 4.1-4.2-4.7-4.8 & 4.11, les rubriques « Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT », « Créances sur les établissements bancaires et financiers » et « Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers » comportent des comptes qui présentent des suspens se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes « correspondants locaux » et le compte intitulé « BCT compte BDET /BNDET » présentent des soldes anciens figés provisionnés mais non rapprochés.

Par ailleurs, certains comptes au niveau

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

des rubriques « Autres actifs » et « Autres passifs » présentent des soldes figés et des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises).

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres de la banque que les travaux d'apurement pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

3.3 La STB ne dispose pas d'une comptabilité régulière et exhaustive des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base d'informations communiquées par les structures internes à la STB.

Aussi, les garanties réelles reçues par la STB en couverture des risques encourus sur sa clientèle ne sont pas pris en compte au niveau de la rubrique « Garanties reçues », et ce, faute d'un inventaire confirmé de ces garanties.

Par conséquent, nous formulons une réserve sur la régularité et l'exhaustivité de l'état des engagements hors bilan.

Par ailleurs, l'absence d'une comptabilité multidevises, autonome tenue en devise selon un système dit en partie double ne permet pas à la STB d'identifier clairement l'impact des opérations effectuées en devises sur le résultat de l'exercice.

3.4 Les capitaux propres de la banque comportent un compte intitulé « réserves pour fonds social » qui représente

les montants affectés au financement des activités fonds social. Le rapprochement du solde de ce compte qui s'élève à 7,228 millions de dinars avec les encours des prêts sur fonds social qui s'élève à 21,082 millions de dinars dégage un déséquilibre entre les ressources et les emplois de 13,854 millions de dinars dont l'origine n'a pas pu être justifiée par la banque.

3.5 Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, portant promulgation du Système Comptable des Entreprises, la STB n'a pas procédé en 2013 à l'inventaire physique de ses immobilisations qui s'élève en net à 83 millions de dinars.

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de certifier l'existence physique des immobilisations inscrites au bilan de la STB ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres, qui le cas échéant, pourraient se révéler nécessaires si l'inventaire physique a été réalisé et rapproché avec la comptabilité.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences des questions évoquées aux paragraphes 3.1 à 3.5, les états financiers, ci joints, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société Tunisienne de Banque «STB» au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-

haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. La STB a parachevé au cours de l'exercice 2013 son action de couverture des risques antérieurs tels que annoncés dans nos rapports de 2011 et 2012. Au cours de la période 2011-2013, une couverture qui s'élève en dotations brutes à 1 230 millions dinars, dont 487 millions de dinars à titre de provisions additionnelles instituées par la circulaire n° 2013-21 du 30 décembre 2013, a été constituée par la STB.

Les provisions constituées, dont une partie conséquente se rapporte au secteur touristique, ont engendré, pour la période 2011-2013, des résultats déficitaires cumulés de 748,883 millions de dinars dont 640,110 millions de dinars constatées en modifications comptables.

Ces pertes venues en couverture de risques qui ne se rapportent pas, nécessairement, à la gestion de la période, ne reflètent pas, à juste valeur, la capacité bénéficiaire de la banque.

2. Les états financiers de la Banque Franco-Tunisienne « BFT », filiale de la STB à 78,18%, ont fait l'objet d'une opinion défavorable de la part des commissaires aux comptes en raison de l'incertitude significative qui pèse sur la capacité de la BFT à poursuivre son exploitation et sur sa capacité de recouvrer ses actifs et de payer ses dettes dans le cours normal de ses activités.

En application de l'article 40 de la loi n°2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits, la STB, actionnaire de référence, pourrait être invitée à

apporter le soutien nécessaire pour rétablir l'équilibre de la BFT.

3. Les actifs de la banque comportent 48 millions de dinars au titre de créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999.

4. Les capitaux propres de la Banque comportent une dotation de l'Etat d'un montant de 117 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

II. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

1. Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 font apparaître des capitaux propres négatifs de 113,823 millions de dinars. Ces capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social de la Banque.

En application des dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales, une Assemblée Générale Extraordinaire est à convoquer dans les quatre mois de l'approbation des comptes, et ce afin de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Banque, l'augmentation de son capital ou bien sa réduction à concurrence des pertes enregistrées.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2. La STB affiche au 31 décembre 2013 un ratio de solvabilité, calculé par le rapport entre les fonds propres nets et le total actif (bilan et hors bilan) net pondéré suivant les quotités des risques prévues par l'article 6 de la circulaire n°91-24, négatif de 6,21% contre un minimum de 9% prévu par l'article 4 de la dite circulaire.

3. La STB affiche au 31 décembre 2013 un ratio de liquidité, rapport entre l'actif réalisable et le passif exigible, de 79,4 % soit une insuffisance de 20,60 % par rapport au minimum de 100% prévu par l'article 13 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.

4. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration destiné à l'Assemblée Générale Ordinaire. Les informations sur les comptes contenues dans ledit rapport appellent les mêmes observations exprimées dans le paragraphe «justification de l'opinion avec réserves».

5. En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à l'appréciation de l'efficacité du système de contrôle interne.

Nos rapports font état d'insuffisances majeures au niveau du système d'information susceptibles d'impacter l'efficacité du système de contrôle interne.

6. En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur. Nous avons relevé le défaut de signature et de dépôt auprès du Conseil du Marché Financier (CMF) du cahier des charges prévu par l'arrêté du Ministre des Finances du 28 août 2006.

Tunis, le 06 octobre 2014

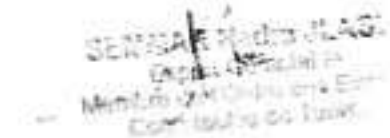
Les Co-commissaires aux comptes

CFA Fathi Saidi Groupement SNJ-IMAC



Fathi Saidi

Nedra Jlassi Semmar



SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

MESDAMES ET MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE – STB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

En application des dispositions de l'article 29 de la loi n°65-2001 du 10 juillet 2001, relative aux établissements de crédit, et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers.

Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions et opérations nouvellement réalisées

Votre conseil d'administration ne nous a pas avisés de l'existence, au titre de l'exercice 2013, de conventions entrant dans le cadre de celles prévues par lesdits articles.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1. En vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

Au cours de l'exercice 2012, la STB a encaissé 70 millions de dinars au titre des échéances, en principal et intérêts des emprunts garantis, payées par la STB en 2011 et 2012. Le reliquat soit 47 millions de dinars a été encaissé courant l'exercice 2013.

2. En vertu de la convention de la garantie de l'État signée suite à la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011, la STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne «BFT» un prêt interbancaire à hauteur de 70 millions de dinars pour une période de 3 mois renouvelable avec un taux d'intérêt de 4,85%.

3. La Société Tunisienne de Banque «STB» a conclu, en date du 1^{er} novembre 2011, avec sa filiale la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», une convention ayant pour objet de fixer les modalités de remboursement de l'encours du compte courant associé «CCA-STRC». Les principales dispositions de cette convention se résument comme suit :

- Le montant logé dans le CCA-STRC au 31 décembre 2010 soit la somme de 109 millions de dinars produira des intérêts au profit de la STB au taux de TMM+0,5%. Ces intérêts commenceront à courir à partir du 1^{er} janvier 2011 et seront calculés sur la base du capital restant dû et payable le 31 décembre de chaque année ;
- L'amortissement du principal de la dette se fera en fonction des recouvrements effectués par la STRC durant l'année.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Dans le cadre de cette convention et au titre de l'exercice 2013, les intérêts calculés par la STB se sont élevés à 3,789 millions de dinars.

Au 31 décembre 2013, le solde du compte courant associé «CCA-STRC », objet de ladite convention, tel qu'il figure au niveau des états financiers, est de 72,5 millions de dinars.

4. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a conclu des conventions des comptes courants associés avec les sociétés appartenant au groupe (hors STRC) dont l'encours au 31 décembre 2013 s'élève à 39,741 millions de dinars détaillés comme suit :

Société	Encours 31/12/2013
MEDITERRANNEE TOURISME SA	1 623 000
ACTIVHOTELS	12 800 000
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	25 317 773
Total en Dinars	39 740 773

5. Antérieurement à l'exercice audité, la STB a signé avec sa filiale STB SICAR plusieurs conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2013
Fonds gérés STB 1	1999	8 000	4 899
Fonds gérés STB 2	2000	8 000	5 475
Fonds gérés STB 3	2001	5 000	4 485
Fonds gérés STB 4	2002	6 500	6 105
Fonds gérés STB 5	2003	6 824	6 357
Fonds gérés STB 6	2005	2 707	2 190
Fonds gérés STB 7	2006	800	890
Fonds gérés STB 8	2007	9 371	10 370
Fonds gérés STB 9	2008	4 800	5 117
Fonds gérés STB 10	2008	8 748	9 480
Fonds gérés STB 11	2009	6 000	6 581
Fonds gérés STB 12	2009	9 898	10 805
Fonds gérés STB 13	2010	10 000	10 996
Fonds gérés ID STB 1	2002	2 000	1 260
Fonds gérés ID STB 2	2002	2 000	1 275
Fonds gérés ID STB 3	2003	5 436	3 851
Fonds gérés ID STB 4	2005	360	362
Fonds gérés ID STB 5	2006	1 133	1 399
Fonds gérés ID STB 6	2007	4 000	4 677
Total en millier de dinars		101 577	96 574

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les actifs valorisés à la date de clôture du fonds géré payée préalablement à la déduction de tous frais et commissions avec un minimum de 1% du montant des fonds alloués par an ;
- Commission de performance de 10% à 20% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis ;
- Commission de rendement de 10% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Au cours de l'exercice 2013, la STB a comptabilisé une charge globale de 1 984 753 DT au titre de ces différentes commissions.

6. En vertu de conventions conclues avec la SICAV Épargnant, la SICAV Investisseur et la SICAV Avenir, la STB assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces SICAV.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,05% (hors taxes) du montant de l'actif net de la SICAV l'épargnant calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2013 s'élève en TTC à 335 383DT.
- 0,1% (hors taxes) du montant de l'actif net de la SICAV l'investisseur calculé quotidiennement. La commission relative à l'exercice 2013 s'élève à 1 461 DT.
- 1 000 DT (hors taxes), commission fixe versée annuellement par la SICAV Avenir.

7. La STB loue à ses filiales STRC, STB INVEST, STB MANAGER, STB FINANCE (Ex-SOFIGES) et SOFI-ELAN certains de ses locaux.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Filiales	Montant du loyer annuel en Dinars	Date début de la location	Majoration par année	Date de début de la majoration	loyer 2013 TTC
STRC 1er étage	10000 (TTC)	01/07/2004	5%	deuxième année de la location	15 513
STRC 2ème étage	10000 (TTC)	01/09/2001	5%	deuxième année de la location	17 959
STRC 3ème étage	10000 (TTC)	01/05/2005	5%	deuxième année de la location	14 775
STB INVEST	8400 (HTVA)	01/07/2004	5%	deuxième année de la location	15 011
STB MANAGER	5400 (HTVA)	01/01/2003	5%	deuxième année de la location	10 379
STB FINANCE	27875 (HTVA)	01/01/2010	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	34 537
SOFI-ELAN	5 227(HTVA)	01/12/2011	5% (tous les deux ans)	troisième année de la location	5 488

8. Les emprunts souscrits par les administrateurs de la STB totalisent, au 31 décembre 2013, un montant de 64,711 millions de dinars, répartis comme suit :

Administrateurs	Emprunts	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2013
FSTAR	EO 2008-1	7 000 000	5 500 000
STAR	EO 2008-2	10 000 000	7 500 000
STAR	EO 2010	20 000 000	15 998 000
STAR	EO2011	10 000 000	8 571 000
Hamrouni Abdelkader	EO 2011	8 000 000	6 856 800
Hamrouni Abdelkader	EP 2012-1	20 000 000	16 000 000
ETAP	EO 2011	5 000 000	4 285 500
Total en Dinars		70 000 000	64 711 300

9. Les concours bancaires accordés par la STB à ses administrateurs et ses dirigeants totalisent, au 31 décembre 2013, un montant de 161,463 millions de dinars, répartis comme suit :

Administrateurs	Encours 31/12/2013
METAP	18 111 064
STAR	11 815 734
GROUPE HAMROUNI ABDELKADER	15 603 699
GROUPE KHALFALLAH BECHIR	88 809 895
GROUPE DRISS MOHAMED	26 994 821
Mr LOUATI ABDERRAZEK	11 981
Président Directeur général	7 052
Directeurs généraux adjoints	108 832
Total	161 463 079

III. Obligations et engagements de la STB envers les dirigeants

1. Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- Les rémunérations de l'ex-Président Directeur Général et du Président Directeur Général actuel ont été fixées par les décisions du Premier Ministre en date, respectivement, du 4 juin 2011 et du 21 septembre 2013 (date d'effet le 25 mars 2013).

La rémunération de l'actuel PDG a été appliquée à partir de mois de janvier 2014 et il a perçu des avances sur salaires pour l'exercice 2013 pour un montant de 31 mille dinars.

Cette rémunération se détaille comme suit :

Nature	Ex-PDG	PDG actuel
Salaires de base	900	900
Indemnité de logement	200	200
Indemnité de gestion	350	350
Indemnité de représentation	1 580	1 580
Indemnité temporaire pour remboursement des frais de responsabilité	1 120	1 120
Indemnité complémentaire	1 550	1 550
Total brut	5 700	5 700

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Les avantages en nature sont les suivants : la mise à disposition d'une voiture de fonction, un quota de 500 litres de carburant par mois ainsi que les tickets de restauration.

- Les rémunérations des Directeurs Généraux Ad-joints ainsi que celles des deux Ex- conseillers, sont fixées par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers ;
- L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 oc-

tobre 2013 a décidé de ne pas allouer des jetons de présence au titre de l'exercice 2012.

Toutefois, un montant relatif à des jetons de présence dus au titre d'exercices antérieurs, figure encore au passif du bilan à la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2013 pour 11 151 DT.

2. Les obligations et engagements de la STB envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013, se présentent comme suit (en DT) :

Nature de la rémunération	PDG		DGA et conseillers		Administrateurs	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2013	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2013	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2013
Avantages à court terme	94 448	-	270 358	52 142	-	11 151
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-	14 256	50 750	-	-
TOTAL	94 448	-	284 615	102 892	-	11 151

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués

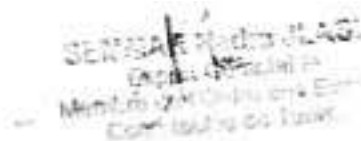
Tunis, le 06 octobre 2014

Les Co-commissaires aux comptes

CFA Fathi Saidi Groupement SNJ-IMAC

Fathi Saidi

Nedra Jlassi Semmar



SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

du Jeudi 23 Octobre 2014 (EXERCICE 2013)

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire entérine le retard qui n'affecte en rien les intérêts des actionnaires et considère que sa tenue est régulière.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2013 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir pris acte du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales ainsi que l'article 29 de la loi n°2001-65 du 10 juillet 2001, telle que modifiée par la loi 2006-19, relative aux établissements de crédit, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre des dispositions desdits articles telles qu'elles ont été présentées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion relatif au groupe STB et du rapport général des

commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2013.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2013, ci-dessous détaillé, en résultats reportés :

En Dinars

Résultat de l'exercice 2013 :	-115.452.795,224
-Reports à nouveau (2012)	-230 209 363,760
- Effets des Modifications comptables 2013	-403.221.106 ,547
- Résultats reportés :	-748.883.265,531

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant annuel net des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'Administration à cinq mille

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

du Jeudi 23 Octobre 2014 (EXERCICE 2013)

dinars (5.000,000 DT) par administrateur et par an.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir constaté la fin du mandat des commissaires aux comptes actuels, décide de nommer le cabinet « Générale Etude & Management –GEM » et le groupement « Cabinet Finance-Audit & Conseil –FINACO et le Cabinet ABC Audit & Conseil» en tant que commissaires aux comptes, pour une période de trois ans, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

NEUVIEME RESOLUTION

En application des dispositions de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et de l'arrêté du Ministre des Finances du 17 novembre 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration à acheter et revendre en bourse les actions de la STB en vue de réguler leurs cours.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

Tous les pouvoirs sont donnés au représentant légal de la Banque ou à son mandataire aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 23 OCTOBRE 2014

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration annule la décision d'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 Mai 2012.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 94,193% et s'est abstenu de voter le représentant de la Kuwait Investment Authority propriétaire de 991.844 actions soit un taux de 5,265% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Tijani Turki propriétaire de 950 actions soit un taux de 0,005% des présents à la réunion. Il s'est également opposé à la décision la société «SPDIT» propriétaire de 101.148 actions pour un taux de 0,537% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Said Zaddam propriétaire de 10 actions en son nom propre et 10 actions au nom de son fils Mohamed Zaddam, également propriétaire de 10 actions.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le projet d'augmentation du capital, décide d'augmenter le capital de la Banque de 650.000.000 dinars en numéraire pour le porter de 124.300.000 dinars à 774.300.000 dinars.

Si les souscriptions réalisées n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social :

1. le montant de l'augmentation du capital social peut être limité au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation proposée.

2. les actions non souscrites peuvent être totalement ou partiellement redistribuées entre les actionnaires,

3. les actions non souscrites peuvent être offertes au public totalement ou partiellement,

L'Assemblée Générale Extraordinaire délègue au conseil d'administration le pouvoir de fixer les délais de réalisation et le pouvoir d'utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés ci-haut prévues.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 94,193% et s'est abstenu de voter le représentant de la Kuwait Investment Authority propriétaire de 991.844 actions soit un taux de 5,265% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Tijani Turki propriétaire de 950 actions, soit un taux de 0,005% des présents à la réunion. Il s'est également opposé à la décision la société «SPDIT» propriétaire de 101.148 actions pour un taux de 0,537% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Said Zaddam propriétaire de 10 actions en son nom propre et 10 actions au nom de son fils Mohamed Zaddam, également propriétaire de 10 actions.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire délègue

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 23 OCTOBRE 2014

cide après réalisation de l'augmentation de capital, la modification de l'article- 6 des statuts de la Banque et sa modification en termes de montant et de nombre d'actions conforme et correspondant au nouveau capital de la Banque.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 94,193% et s'est abstenu de voter le représentant de la Kuwait Investment Authority propriétaire de 991.844 actions soit un taux de 5,265% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Tijani Turki propriétaire de 950 actions soit un taux de 0,005% des présents à la réunion. Il s'est également opposé à la décision la société «SPDIT» propriétaire de 101.148 actions pour un taux de 0,537% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Said Zaddam propriétaire de 10 actions en son nom propre et 10 actions au nom de son fils Mohamed Zaddam, également propriétaire de 10 actions.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire délègue tous les pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de réaliser l'augmentation du capital, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 94,193% et s'est abstenu de voter le représentant de la Kuwait Investment Authority propriétaire de 991.844 actions soit un taux de 5,265% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Tijani Turki propriétaire de 950 actions soit un taux de 0,005% des

présents à la réunion. Il s'est également opposé à la décision la société «SPDIT» propriétaire de 101.148 actions pour un taux de 0,537% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Said Zaddam propriétaire de 10 actions en son nom propre et 10 actions au nom de son fils Mohamed Zaddam, également propriétaire de 10 actions.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au représentant légal de la Banque ou à toute personne mandatée par lui à l'effet d'effectuer toutes les formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité ou de régularisation prévues par la loi.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la majorité absolue, soit 94,193% et s'est abstenu de voter le représentant de la Kuwait Investment Authority propriétaire de 991.844 actions soit un taux de 5,265% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Tijani Turki propriétaire de 950 actions soit un taux de 0,005% des présents à la réunion. Il s'est également opposé à la décision la société «SPDIT» propriétaire de 101.148 actions pour un taux de 0,537% des présents à la réunion, ainsi que Monsieur Said Zaddam propriétaire de 10 actions en son nom propre et 10 actions au nom de son fils Mohamed Zaddam, également propriétaire de 10 actions.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB
EXERCICE 2013



SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

1. Présentation du Périmètre du Groupe STB

Le groupe STB est composé de 25 sociétés évoluant dans divers secteurs d'activité (recouvrement de créances, gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, intermédiation en bourse, hôtellerie, services et immobilier).

La société mère, la STB, est un établissement de crédit fondé depuis 1958 et régi par les dispositions de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001. Elle est cotée en bourse et son capital qui s'élève à 124.300.000 DT est entièrement libéré, et est divisé en 24.860.000 actions ordinaires de valeur nominale égale à 5 DT.

Le groupe STB exerce essentiellement ses activités au niveau de 4 pôles économiques :

▼ **Pôle financier** : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi 2001/65 régissant l'activité des établissements de crédit ainsi que les entités dont l'activité en est le prolongement à savoir : l'intermédiation en bourse, la gestion des organismes de placement collectif des valeurs mobilières O.P.C.V.M (Loi n°88-92 du 2-8-88 & Loi n°2001-83 du 24-7-2001) et les SICAR régis par La loi n°95-87 du 30-10-95.

▼ **Pôle de l'immobilier** : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement et d'aménagement de terrains

destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.

▼ **Pôle touristique** : Ce pôle regroupe les entités agréées pour la gestion des unités hôtelières et touristiques.

▼ **Pôle des services** : Ce pôle regroupe les entités qui sont spécialisées dans les études, les prestations commerciales et intellectuelles, le conseil et le recouvrement des créances.

1.2. Présentation des Principales Sociétés appartenant au groupe STB

► BANQUE FRANCO TUNISIENNE « BFT » :

Créée en 1879 la Banque Franco Tunisienne « BFT » est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes opérations financières et bancaires.

Depuis quelques années, l'activité de la BFT est déficitaire

Au 31/12/2013, la STB détient 78,18 % dans le capital de la Banque Franco Tunisienne « BFT » qui s'élève à 5 000 000 DT divisé en 1 000 000 actions de 5 D chacune.

La privatisation de la société a été programmée mais n'a pas encore abouti :

► TUNISIAN FOREIGN BANK « TFB EX UTB »:

Créée en 1977 la Tunisian Foreign Bank « TFB » est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes les opérations financières et bancaires.

Le réseau de la TFB se compose de deux agences à Paris, une à Marseille et une agence off-shore à Tunis.

Il convient de souligner en ce qui concerne l'activité, qu'après l'opération de restructuration de son capital autour d'un noyau dur d'actionnaires (La BCT, la STB et la BH) la TFB a fait l'objet d'une procédure disciplinaire, la STB et la BH se sont engagées à soutenir et à aider cette banque à régulariser sa situation. Le ministère des finances s'est engagé à élaborer un plan de développement, à rechercher un partenaire stratégique et à entreprendre des mesures urgentes pour améliorer la gouvernance et le rôle de la banque dans le drainage de l'épargne des Tunisiens résidents à l'étranger.

Le résultat de l'exercice est déficitaire.

Au 31/12/2013, la STB détient 43,41 % dans le capital de la Tunisian Foreign Bank « TFB » qui s'élève à 49 594 008 Euros divisé en 3 254 200 actions de 15,24 Euros chacune.

ED DKHILA

Créée en 1966, la Société ED DKHILA a pour objet la création et la gestion d'unités hôtelières et touristiques. Elle exploite depuis 1968 le village de vacances « Résidence Club Skanes » sis à la zone touristique de Monastir.

Dans le cadre du programme de cession des sociétés opérant dans le secteur concurrentiel, il a été décidé de privatiser cette unité hôtelière propriétaire d'une réserve foncière d'environ 33 hectares. Vu l'importance de cette réserve et son

emplacement, il a été décidé de reporter l'opération de privatisation en attendant la réalisation d'une étude d'opportunité et d'optimisation du revenu de la réserve.

Il est à signaler que l'hôtel bâtis sur environ 16 hectare est actuellement sous contrat de location dont la date expire le 31/12/2013.

Toutefois en 2012 et vu les difficultés du secteur touristique, il a été convenu avec le locataire de réduire le loyer de 50%, ce qui a affecté les résultats.

En 2013, l'activité de la société est déficitaire.

La société vient d'engager une nouvelle location de l'hôtel.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 61,21% dans le capital de la société ED DKHILA qui s'élève à cette date à 7 500 000 dinars, divisé en 1 500 000 actions de nominal 5 dinars chacune.

L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE

Créée en 1931, l'Immobilier de l'Avenue est l'une des sociétés de promotion immobilière les plus anciennes du secteur.

En raison de la concurrence rude dans le secteur, l'activité d'exploitation de l'Immobilier de l'Avenue est déficitaire.

Un plan d'assainissement et de restructuration est actuellement en cours d'élaboration basé notamment sur :

- ▼ une politique de maîtrise des charges
- ▼ un contrôle plus rigoureux des coûts de réalisation

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

▼ une prospection d'opportunité de terrain en vue d'assurer la facilité de la commercialisation

Par ailleurs, et depuis l'année 2010 il a été décidé d'ouvrir son capital au public par une opération d'introduction en bourse. Toutefois la concrétisation de cette décision reste tributaire d'une part de la réalisation de résultats positifs et d'autre part de la conjoncture économique et politique du pays.

L'activité de la société est déficitaire.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 84,71% dans le capital de l'Immobilière de l'Avenue qui s'élève à cette date à 9 400 000 dinars, divisé en 1 880 000 actions de valeur nominale égale à 5 dinars.

STB INVEST

La STB INVEST a été Créée en 1991, son objet social consiste en la promotion des investissements dans le pays sous le régime des sociétés d'investissement à capital fixe SICAF.

Son capital actuel est de 36 000 000 dinars et est divisé en 3 600 000 actions de valeur nominale égale à 10 dinars.

L'activité de la STB Invest est bénéficiaire et elle distribue régulièrement des dividendes.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 94,39% dans le capital de cette société.

Les SICAV (SICAV L'INVESTISSEUR, SICAV L'Epargnant et SICAV Avenir)

Fondées en 1994, chacune des trois SICAV est une société d'investissement à capital variable, ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation de ses fonds propres.

Leurs objectifs est de procurer à leur actionnaires des revenus réguliers et conséquents ainsi qu'une liquidité optimale.

L'activité des trois SICAV L'Investisseur est bénéficiaire et elles distribuent régulièrement des dividendes.

STB MANAGER

Créée en 2002, son objet social est la gestion des portefeuilles des organismes de placement collectif en valeurs mobilières du groupe STB.

L'activité de la STB Manager est bénéficiaire.

Son capital actuel est de 500 000 dinars et est divisé en 5 000 actions de valeur nominale égale à 100 dinars. Au 31 décembre 2013, la STB détient 29,94% dans le capital de la STB MANAGER.

SOCIETE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES

La STRC, créée en 1999, est la première société de recouvrement des créances bancaires agréée dans le cadre de la loi 98-4

du 02 février 1998. L'objet social de la STRC est le recouvrement des créances pour son propre compte et pour le compte d'autrui.

L'activité de la STRC est déficitaire.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 91,35% dans le capital de la STRC qui s'élève à cette date à 37 000 000 dinars, divisé en 370 000 actions de nominal 100 dinars chacune.

STB SICAR

Créée en 1998, la société d'investissement à capital risque du Groupe, STB SICAR, est une société à capital risque ayant pour objet la prise de participations en rétrocession, pour son propre compte ou pour le compte de tiers dans le capital social des sociétés en vue d'une rétrocession.

En 2012, la STB SICAR a augmenté son capital pour le porter de 16.945.500 D à 19.495.000D. Cette augmentation a été réalisée en numéraire et réservée à la STB.

L'activité au 31/12/2013 de la STB SICAR est équilibrée

Au 31 décembre 2013, la STB détient 55,83% dans le capital de la STB SICAR qui s'élève à 19 495 milles dinars. A noter qu'en 2009, et dans le cadre d'une opération de fusion, la STB SICAR a absorbé la société ID SICAR.

La STB FINANCE (Ex SOFIGES)

Créée en 1967, cette société opère dans le

domaine d'intermédiation en bourse.

Elle a pour objet de réaliser toute opération de transaction et de gestion des valeurs mobilières.

Depuis quelques années, la part du marché de la SOFIGES reste faible (environ 2%) et son positionnement par rapport aux autres intermédiaires recule. L'ex SOFIGES reste non compétitive.

En 2013, un programme de mise à niveau a été élaboré et est basé sur les principaux points suivants :

- ▼ la réorganisation de la société
- ▼ l'amélioration de son image de marque
- ▼ la relance de l'activité commerciale
- ▼ la création de nouveaux produits

En 2014, il a été procédé au changement de la dénomination de la société et à la réorganisation de ses structures.

Equilibrée en 2012, l'activité de la société est déficitaire en 2013.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 61,34% du capital de la SOFIGES qui s'élève à 6 500 mille dinars.

SOFI ELAN SICAF

Créée en 1994, la SOFI ELAN SICAF a pour objet social la gestion des portefeuilles titres.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

La SOFI ELAN est une société bénéficiaire qui distribue régulièrement des dividendes.

Au 31 décembre 2013, la STB détient 58,59% dans le capital de la SOFI ELAN SICAF qui s'élève à cette date à 5 000 000 dinars, divisé en 500 000 actions de nominal 10 dinars chacune.

La GENERALE DE VENTE « GEVE »

La GEVE a été Créée en application de la décision de la CAREPP du 12/3/2007 dans le cadre de l'opération de privatisation de la STIA. Son objet social est l'acquisition des actifs hors exploitation de la STIA (Participations, Terrains et constructions) puis leur revente.

En 2012 l'Activité de la GEVE est déficitaire à cause du retard enregistré dans la vente des actifs et de décompte, par les banques, des frais financiers.

En 2013, le résultat est bénéficiaire grâce à la vente d'un immeuble sis à la rue Asdrubal et la réalisation d'une plus value importante

Au 31 décembre 2013, la STB détient 50 % dans le capital de la GEVE qui s'élève à cette date à 4 000 000 dinars, divisé en 4000 000 actions de nominal 1 dinars chacune.

ACTIV HOTELS

Créée en 2006, ACTIV HOTELS est une société anonyme qui a pour objet la création, l'acquisition, la vente, la location, l'exploitation et la gestion de tout ensemble hôtelier, touristique ou balnéaire.

Depuis son entrée en exploitation, la société a réalisé l'acquisition de deux unités en rapport avec l'activité touristique.

Les résultats enregistrés sont déficitaires à cause des difficultés dans la cession des unités hôtelières et de décompte, par la STB, des frais financiers

Au 31/12/2013, la STB détient directement 30% du capital qui s'élève à 1.000.000 D divisé en 10.000 actions de nominal 100 D.

1.3. Liste des Sociétés du Groupe STB au 31 Décembre 2013

En Milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Pôle d'activité
STB BANK (Sté Mère)	124 300	Etablissement de Crédit
STB INVEST	36 000	Etablissement Financier
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	Services
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	1 795	Etablissement Financier
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	Services
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	5 000	Etablissement de Crédits
STB FINANCE	6 500	Etablissement Financier
ED-DKHILA	7 500	Touristique
SICAV L'INVESTISSEUR	1 000	Etablissement Financier
STB SICAR	19 495	Etablissement Financier
STE LA GENERALE DE VENTE	4 000	Services
STB MANAGER	500	Etablissement Financier
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UNION TUNISIENNE	49 594 euros	Etablissement de Crédit
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	3 640	Touristique
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	Touristique
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	3 711	Services
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	2 400	Touristique
SONIBANK(FCFA)	12 000 000 M FCFA	Etablissement de Crédits
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	1 000	Touristique
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	10 032	Industrie
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20 000	Touristique
SIDCO SICAR	16 226	Etablissement Financier
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	8 885	Services
SOFI ELAN SICAF	5 000	Etablissement Financier
EL WIFACK LEASING	20 000	Etablissement Financier

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

1.4. Identification des sociétés rentrant dans le périmètre du Groupe STB au 31 décembre 2013

Sociétés Consolidées par Intégration Globale

Les sociétés consolidées par intégration globale au 31 décembre 2013 sont présentées dans le tableau suivant :

En Milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Pôle d'activité
STB BANK (Sté Mère)	124 300	Etablissement de Crédit
STB INVEST	36 000	Etablissement Financier
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	Services
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	Services
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	5 000	Etablissement de Crédit
STB FINANCE	6 500	Etablissement Financier
ED-DKHILA	7 500	Touristique
STB SICAR	19 495	Etablissement Financier
STE LA GENERALE DE VENTE	4 000	Services
STB MANAGER	500	Etablissement Financier
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	Touristique
SOFI ELAN SICAF	5 000	Etablissement Financier

Sociétés Consolidées par Mise en Equivalence

Consolidation des deux SICAV du groupe par mise en équivalence :

Les deux SICAV du groupe sont créées par la STB qui agit en qualité de dépositaire et possède des participations plus ou moins importantes dans le capital de chacune d'elles ;

Les conseils d'administration des SICAV du groupe sont contrôlés par la STB, directement ou par l'intermédiaire de ses agents financiers habilités (dans le cas du Groupe STB, il s'agit de la participation in-

directe à travers la STB MANAGER, filiale liée et créée par la STB et appelée à gérer les OPCVM du Groupe). Ceci explique le pourcentage de contrôle élevé et l'adoption de la méthode de l'intégration globale comme méthode de consolidation pour ces organismes de placements collectifs en valeurs mobilières.

Toutefois, le cadre réglementaire des SICAV en Tunisie stipule que ces sociétés sont soumises au contrôle des autorités du marché, en l'occurrence le Conseil du Marché Financier (CMF). Des règles particulières leurs sont applicables en ce qui concerne la nature des actifs qu'elles peuvent détenir et leur répartition.

En effet, le contrôle exclusif qui est présumé être exercé par la STB sur ses SICAV est incompatible avec le cadre réglementaire des SICAV; d'autant plus qu'en l'état actuel des choses, la STB n'est pas garante des performances de ses SICAV et ne supporte pas les risques liés à leurs activités ou à leurs actifs bien que la détention des titres de ces entités spécifiques entre dans le contexte classique de détention durable envisagé par la société mère et non pas dans le contexte d'une activité de trading. C'est à juste titre que le groupe a opté pour la consolidation des 2 SICAV L'Avenir et L'Investisseur par mise en équivalence.

Sociétés Consolidées par mises en équivalence (IAS 28.5 et NCT 36) :

Il s'agit des sociétés où la STB est présumée exercer une influence notable concrétisée par un pouvoir lui permettant de participer aux décisions de politique financière et

opérationnelle de chaque entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Les sociétés mises en équivalence du groupe STB opèrent dans des secteurs d'activités diversifiées tel que les SICAV, les services et essentiellement le tourisme. De ce fait, et dans le cadre de son soutien à l'économie nationale, la société mère met en évidence cette influence notable par les faits suivants :

- ▼ Une représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue;
- ▼ Une participation au processus d'élaboration des politiques par le conseil et l'assistance logistique et financière;
- ▼ Des transactions significatives entre la STB et l'entreprise détenue en termes d'engagement en participation et/ ou en crédits (pool bancaire) ;

Un échange de personnels dirigeants (personnel détaché).

En Milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Pôle d'activité
SICAV L'AVENIR	1 795	Etablissement financier
SICAV L'INVESTISSEUR	1 000	Etablissement financier
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK » (ex UNION TUNISIENNE	49 594 euros	Etablissement de crédit
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	3 640	Touristique
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	3 711	Services
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	2 400	Touristique
SONIBANK(FCFA)	12 000 000 M FCFA	Etablissement de crédit
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	1 000	Touristique
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	10 032	Industrie
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20 000	Touristique
SIDCO SICAR	16 226	Etablissement financier
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	8 885	Services
EL WIFACK LEASING	20 000	Etablissement financier

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

1.5. Evolution du pourcentage de contrôle, des pourcentages d'intérêts et variation du périmètre

Définition de contrôle

Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités

Pourcentages de contrôle

Le pourcentage de contrôle traduit le lien de dépendance direct et/ou indirect entre la STB et les sociétés consolidées. Il permet de déterminer les entreprises qui doi-

vent être retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation à appliquer. Le pourcentage de contrôle exprime le nombre de droits de vote dont dispose la STB dans l'entreprise consolidée. Il se calcule en faisant la somme de tous les droits de vote détenus directement ou indirectement par les sociétés placées sous le contrôle exclusif de la STB.

Le tableau suivant présente les pourcentages de contrôle arrêtés au 31 décembre 2013 ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2012 :

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2013-2012 En points de pourcentage
	2012	2013	
STB BANK (Sté Mère)	99,43%	99,43%	0,0%
STB INVEST	99,01%	99,01%	0,0%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	99,99%	99,99%	0,0%
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	98,69%	98,68%	0,0%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,91%	99,91%	0,0%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	78,77%	78,77%	0,0%
STB FINANCE	96,70%	96,70%	0,0%
ED-DKHILA	67,87%	67,87%	0,0%
SICAV L'INVESTISSEUR	70,89%	70,70%	-0,2%
STB SICAR	99,51%	99,51%	0,0%
STE LA GENERALE DE VENTE	50,00%	50,00%	0,0%
STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,0%
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UNION TUNISIENNE	43,42%	43,42%	0,0%
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	38,90%	38,90%	0,0%
SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,0%
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	30,00%	30,00%	0,0%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	27,06%	27,06%	0,0%
SONIBANK(FCFA)	25,00%	25,00%	0,0%
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	24,92%	24,92%	0,0%
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	23,57%	23,57%	0,0%
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	16,67%	20,00%	3,3%
SIDCO SICAR	34,34%	34,34%	0,0%
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	21,64%	21,64%	0,0%
SOFI ELAN SICAF	58,59%	59,39%	0,8%
EL WIFACK LEASING	21,71%	31,57%	9,9%

Pourcentages d'intérêt ou dépendance financière au groupe

Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par la STB directement et/ou indirectement dans chaque société consolidée.

Contrairement au pourcentage de contrôle qui détermine la méthode de consolidation, le pourcentage d'intérêt permet la mise en œuvre de la consolidation. En effet, il permet d'évaluer les droits de la STB dans l'actif net des sociétés consolidées ainsi que la part revenant aux actionnaires minoritaires. Il est également utilisé comme un

outil principal dans la mise en œuvre des écritures de consolidation au moment de l'élimination des opérations réciproques et de la répartition des capitaux propres.

Le pourcentage d'intérêt se calcule en faisant la somme des pourcentages de capital détenus directement par la société mère dans le capital de la filiale et le produit des pourcentages de capital détenus directement et indirectement dans les sous-filiales.

L'état suivant présente les pourcentages d'intérêt arrêtés au 31 décembre 2013 ainsi que ceux arrêtés au 31 décembre 2012 :

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2013-2012 En points de pourcentage
	2012	2013	
STB BANK (Sté Mère)	99,43%	99,43%	0,0%
STB INVEST	98,24%	98,24%	0,0%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	99,36%	99,36%	0,0%
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	95,83%	95,81%	0,0%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	97,82%	97,84%	0,0%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	78,28%	78,28%	0,0%
STB FINANCE	92,99%	93,01%	0,0%
ED-DKHILA	67,41%	67,41%	0,0%
SICAV L'INVESTISSEUR	69,90%	69,70%	-0,2%
STB SICAR	85,37%	85,38%	0,0%
STE LA GENERALE DE VENTE	49,72%	49,72%	0,0%
STB MANAGER	91,20%	91,28%	0,1%
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UNION TUNISIENNE	43,17%	43,17%	0,0%
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	38,68%	38,68%	0,0%
SOCIETE ACTIVHOTELS	96,27%	96,28%	0,0%
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	29,83%	29,83%	0,0%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	26,91%	26,91%	0,0%
SONIBANK(FCFA)	24,86%	24,86%	0,0%
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	24,78%	24,78%	0,0%
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	23,44%	23,44%	0,0%
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	16,58%	19,89%	3,3%
SIDCO SICAR	32,07%	32,07%	0,0%
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	21,16%	21,16%	0,0%
SOFI ELAN SICAF	57,05%	57,84%	0,8%
EL WIFACK LEASING	20,70%	29,98%	9,3%

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

2. Analyse des Etats Financiers Consolidés

2.1. Principales Evolutions du Bilan Consolidé

A fin 2013, le total bilan consolidé du groupe STB s'est élevé à 7.228,2 millions de dinars, en baisse de 627,9 millions de dinars, ou -8 % par rapport à son niveau arrêté à fin 2012.

Les principales évolutions ont concerné les rubriques suivantes :

Au niveau des postes de l'actif :

La régression enregistrée a essentiellement caractérisé les rubriques :

- ▼ Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT avec une baisse de 365,2 MD correspondant quasiment à la variation constatée au niveau des comptes de la société mère (-362,8 MD)
- ▼ l'encours des créances sur les établissements bancaires & financiers : -44,3 MD. Les placements de la société mère ont en effet régressé de 46,6 MD
- ▼ les créances sur la clientèle -310,4 MD ou -5,4% baisse constatée principalement au niveau de la société mère (-184,3 MD).

Au niveau des postes du passif:

Le total du passif du Groupe a enregistré une baisse de 76,7 MD qui s'explique principalement par les variations suivantes :

- ▼ Dépôts et avoirs de la clientèle :
 - 328 MD ou -5,8% portant ainsi leur encours au terme de l'exercice 2013 à 5.339,6 MD contre 5.667,6 MD à fin 2012. Cette variation trouve son origine principalement dans la régression des dépôts de la clientèle enregistrée par la société mère (-341,9 MD);
 - ▼ Banque Centrale et CCP : +364,1 MD ou 199,3% résultant d'un recours plus prononcé de la STB auprès de la Banque Centrale durant cette période de 362,7 MD.
 - ▼ Emprunts et ressources spéciales : -136,4 MD ou -23,4%

Au niveau des postes des capitaux propres :

Le total des capitaux propres du groupe STB s'est établi à -235 Millions de dinars, accusant une baisse de 538,5 millions de dinars. Cette situation trouve son origine dans l'effet conjugué des facteurs suivants :

- ▼ la régression des réserves consolidées de 438 millions de dinars, lesquelles sont passées de 208,9 MD à fin 2012 à -229,1 MD à fin 2013 ;
- ▼ La constatation d'un résultat consolidé déficitaire de 127,3 MD.

2.2. Evolution du Résultat du Groupe et de ses Principales Composantes

A fin décembre 2013, le groupe STB a affi-

ché un résultat net, avant effets des modifications comptables, de -127,3 MD contre -26,9 MD enregistré à fin 2012. Cette situation est essentiellement induite par le résultat déficitaire généré par la société mère et la Banque Franco Tunisienne.

L'analyse des composantes du résultat net du groupe permet de relever les remarques suivantes :

Le produit net bancaire s'est situé à 238,3MD, enregistrant une hausse de 17,8 millions de dinars ou 8,1% se détaillant comme suit:

- ▼ produits d'exploitation bancaire:
+48,4 MD exclusivement constatée au niveau des intérêts et revenus assimilés de la STB
- ▼ charges d'exploitation bancaire:
+ 30,6MD qui a principalement concer-

né les intérêts encourus et charges assimilées touchant majoritairement ceux de la société mère (+26 MD ou 15,3%).

Les charges opératoires se sont repliées de 14,7 MD pour totaliser 145,3 millions de dinars à fin décembre 2013. Cette situation est expliquée au niveau des variations suivantes :

- ▼ La masse salariale s'est accrue de 1,9 MD
- ▼ Les charges générales d'exploitation ont baissé de 16,5 MD (celles de la société mère ont faiblement augmenté (+0,4 MD))

Le résultat d'exploitation du groupe a enregistré une aggravation de son déficit de 121,7 MD pour se situer à -123,9 Millions de dinars, un niveau fortement induit par le résultat d'exploitation de la STB.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2013

La répartition du résultat net du groupe selon la norme de consolidation se présente comme suit :

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2 013	2 012	2 013	2 012
◇ SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	-265 725	188 336	-132 198	-32 164
1 STB	-71 440	331 734	-113 892	-15 665
2 STB INVEST	13 778	12 854	-57	331
3 SOFI ELAN SICAF	1 621	1 570	95	233
4 STB MANAGER	553	415	481	552
5 STB FINANCE	4 179	4 123	-1 279	40
6 STB SICAR	857	449	-466	1 083
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	-2 527	-970	-2 617	1 977
8 STRC	-22 430	-7 815	3 551	1 112
9 LA GENERALE DES VENTES	-1 313	-1 038	594	-194
10 ED DKHILA	2 768	2 337	-1 194	81
11 ACTIVHOTELS	-251	-2091	-308	-270
12 BFT	-191 520	-153 232	-17 106	-21 444
◇ SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	36 615	20 598	4 855	5 256
13 SICAV L'INVESTISSEUR	222	233	-29	7
14 SICAV L'AVENIR	2	-6	-7	26
15 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-6	-357	-176	126
16 SICOAC	2 165	2 162	246	3
17 STCV VERITAS	907	870	436	403
18 TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UTB)	9 004	2 317	-1 223	-222
19 STE EL WEAFAK LEASING	1 720	-1 446	619	728
20 SIDCO SICAR	547	290	-158	-115
21 SONI BANK	15 507	11 515	4 383	3633
22 MAISON BLANCHE	-1 929	-1 119	-89	-121
23 EL FEJJA	1 169	1	695	451
24 MAISON DU BANQUIER	317	-824	58	40
25 SED SOUSSE NORD	6 990	6 962	100	297
TOTAL GROUPE	-229 110	208 934	-127 343	-26 908

La répartition du résultat net du groupe par secteur se présente comme suit :

Secteur	Résultat consolidé	Réserves consolidés
ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-126 143	-226 344
ETABLISSEMENTS FINANCIERS	-1 226	20 989
TOURISME	-1 502	2 517
SERVICES	1 527	-26 271
Total	-127 343	-229 110

3. Perspectives du Groupe STB

A l'effet d'optimiser le rendement des sociétés du groupe et de hisser leurs niveaux d'activité aux normes du secteur, la société mère a engagé plusieurs actions visant principalement à :

- ▼ Suivre l'activité des filiales de la Banque,
- ▼ Entreprendre les actions de restructuration, de redynamisation ou d'assainissement qui s'imposent,
- ▼ Assurer une synergie intergroupe et rationaliser les moyens mis en place
- ▼ Promouvoir, créer et lancer de nouveaux produits (SICAV, SICAF, SICAR, FCP...) et métiers (conseil en ingénierie financière....).

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Arrêtés au 31/12/2013

BILAN CONSOLIDÉ

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

BILAN CONSOLIDE ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

BILAN Arrêté au 31/12/13

(Unité : 1000 DT)

ACTIF

	31-12-2013	31-12-2012
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	142 082	507 269
Créances sur les établissements bancaires et financiers	243 385	287 661
Créances sur la clientèle	5 439 433	5 749 835
Portefeuille titres commercial	288 933	315 982
Portefeuille d'investissement	191 997	169 412
Titres mis en équivalence	104 898	94 184
Ecart d'acquisition	4 022	-974
Valeurs immobilisées	98 046	97 063
Actif d'impôt différé	4 586	4 483
Autres actifs	710 850	631 223
TOTAL ACTIF	7 228 232	7 856 138
PASSIF		
Banque centrale et C.C.P	546 767	182 689
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	406 908	398 250
Dépôts et avoirs de la clientèle	5 339 599	5 667 627
Emprunts et ressources spéciales	445 576	581 963
Passif d'impôt différé	37 495	30 257
Autres passifs	736 843	729 054
Total Passif	7 513 188	7 589 840
Intérêts Minoritaires	-49 944	-37 169
CAPITAUX PROPRES		
Capital	124 300	124 300
Réserves consolidées	-229 110	208 934
Actions propres *	-2 859	-2 859
Résultat Consolidé	-127 343	-26 908
Total Capitaux Propres	-235 012	303 467
TOTAL PASSIF, INTERETS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES	7 228 232	7 856 138

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE Période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2013

(Unité : 1000 dinars)

	31-12-2013	31-12-2012
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
P PR 1 Intérêts et revenus assimilés	352 152	312 024
PR 2 Commissions (en produits)	60 697	57 263
PR 3 Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	30 669	27 065
PR 4 Revenus du portefeuille d'investissement	10 433	9 162
Total Produits d'Exploitation Bancaire	453 951	405 514
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
CH 1 Intérêts encourus et charges assimilées	-210 997	-180 828
CH 2 Commissions encourues	-4 273	-3 982
CH 3 Pertes sur portefeuille-titre commercial et opérations financières	-352	-171
Total Charges d'Exploitation Bancaire	-215 622	-184 981
PRODUIT NET BANCAIRE	238 329	220 533
PR5/CH4 Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-221 784	-95 369
PR6/CH5 Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-14 603	-7 018
PR7 Autres produits d'exploitation	22 386	42 475
CH6 Frais de personnel	-114 287	-112 432
CH7 Charges générales d'exploitation	-30 967	-47 515
CH8 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-7 788	-8 116
CH8 Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	4 854	5 256
RESULTAT D'EXPLOITATION	-123 860	-2 186
PR8/CH9 Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	-399	974
CH11 Impôt sur les bénéfices	-8 536	-31 398
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	-132 795	-32 610
PR 9/CH10 Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-132 795	-32 610
PR 9/CH10 Intérêts minoritaires dans le résultat	-5 452	-5 702
PART DANS LE RESULTAT DES MINORITAIRES IMPUTABLE AUX MAJORITAIRES	0	0
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE AVANT MODIFICATION COMPTABLE	-127 343	-26 908
Effet de la modification comptable	-438 297	-119 612
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE APRES MODIFICATION COMPTABLE	-571 092	-152 222

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE Période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2013

(Unité : 1000 dinars)

	31-12-2013	31-12-2011
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Produits d'exploitation bancaire encaissés	429 127	387 161
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-227 684	-214 042
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers	8 487	1 366
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-405 800	328 012
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle	-320 741	-230 969
Acquisitions/cessions des titres de placement	-19 717	-70 494
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-128 439	-112 755
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-68 830	102 618
Impôts sur les sociétés payés	-2 420	-16 233
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation	-736 017	174 664
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement	9 707	8 942
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement	-6 626	4 703
Acquisitions / cessions des immobilisations	-8 543	-8 730
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement	-5 462	4 915
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Emissions d'actions	0	2 550
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales	-43 061	92 565
Dividendes versés	-1 140	-796
Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement	-44 201	94 319
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la---	-785 680	273 898
Ajustement suite au variation du périmètre		
Liquidités et équivalents en début de la période	365 413	91 515
Liquidités et équivalents en fin de la période	-420 267	365 413

ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2013

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

ARRETE AU 31-12-2013

(Unité :1000 dinars)

	31-12-2013	31-12-2012
PASSIFS EVENTUELS		
Cautions,avals et autres garanties données	953 600	1 033 836
Crédits documentaires	441 028	517 595
Actifs donnés en garantie		
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 394 628	1 551 431
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financements donnés	115 647	139 623
Engagements sur titres	3 646	3 953
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	119 292	143 576
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements de financements reçus		
Garanties reçues	1 507 747	1 569 358
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	1 507 747	1 569 358

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.1. REFERENTIEL D'ÉLABORATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par :

- La norme comptable générale (NCT 1) ;
- Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- Les normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- La norme comptable relative au regroupement d'entreprises (NCT 38) ;
- Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires N° 99-04 du 19 mars 1999 et N° 2001-12 du 4 mai 2001.

1.2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

1.2.1. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe STB comprend :

- La société mère : STB
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles la STB exerce un contrôle exclusif ;

- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la STB exerce une influence notable.

Sont exclus du périmètre de consolidation :

- Les sociétés en liquidation ;
- Les sociétés dont les états financiers sont indisponibles.
- Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle suite à une décision de justice ;
- Les sociétés dont la STB a cessé d'exercer une influence notable ;
- Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée ;
- Les sociétés qui se trouvent dans l'impossibilité de transférer des fonds à la STB, ou se trouvent sous contraintes durables.

Le tableau suivant synthétise le périmètre, les méthodes de consolidation et les pourcentages d'intérêts utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe STB.

Par ailleurs, il est à signaler que les travaux de consolidation ont été effectués sur la base des états financiers non certifiés de 8 sociétés sur un périmètre de consolidation composé de 25 sociétés.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Sociétés consolidables	% de Contrôle du Groupe				Méthode de consolidation		% d'intérêt du Groupe				ETATS FINANCIERS 2013
	2013	2012	Var %	%	2013	2012	2013	2012	Var %	%	
1. 1. STB BANK (société Mère)	99,43%	99,43 %	0,00%		I-G	I-G	99,43 %	99,43 %	0,00%		C.E
2. STB INVEST	99,01%	99,01%	0,00%		I-G	I-G	98,24 %	98,24 %	0,00%		C.E
3. SOFI ELAN SICAF	59,39%	58,59%	0,8%		I-G	I-G	57,84%	57,05%	0,79%		C.E
4. STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,00%		I-G	I-G	91,28%	91,20%	0,08%		C.E
5. STB FINANCE	96,70%	96,70%	0,00%		I-G	I-G	93,01%	92,99 %	0,02%		C.E
6. STB SICAR	99,51%	99,51%	0,00%		I-G	I-G	85,38 %	85,37 %	0,01%		C.E
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,91%	99,91%	0,00%		I-G	I-G	97,84%	97,82 %	0,02%		C.E
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	99,99%	99,99%	0,00%		I-G	I-G	99,36 %	99,36 %	0,00%		C.E
9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	50,00%	50,00%	0,00%		I-G	I-G	49,72 %	49,72 %	0,00%		N.C
10. SOCIETE ED DKHILA	67,87%	67,87%	0,00%		I-G	I-G	67,41 %	67,41 %	0,00%		C.E
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,00%		I-G	I-G	96,28 %	96,27 %	0,01%		C.E
12. BFT	78,77%	78,77%	0,00%		I-G	IG	78,28 %	78,28 %	0,00%		C.E
13. SICAV L'INVESTISSEUR	70,70%	70,89 %	-0,19%		M-E	M-E	69,70%	69,90 %	-0,20%		C.E
14. SICAV L'AVENIR	98,68%	98,69%	-0,01%		M-E	M-E	95,81%	95,83 %	-0,02%		C.E
15. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE « B.A.T »	30,00%	30,00%	0,00%		M-E	M-E	29,83 %	29,83 %	0,00%		C.E
16. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B »	43,42%	43,42%	0,00%		M-E	M-E	43,17 %	43,17 %	0,00%		N.C
17. STE EL WEAFAK LEASING	31,57%	21,71%	9,86%		M-E	M-E	29,98%	20,70 %	9,28%		C.E
18. S.T.C.V VERITAS	27,06%	27,06%	0,00%		M-E	M-E	26,91 %	26,91 %	0,00%		C.E
19. SICOAC	23,57%	23,57%	0,00%		M-E	M-E	23,44 %	23,44 %	0,00%		N.C
20. SONI BANK	25,00%	25,00%	0,00%		M-E	M-E	24,86 %	24,86 %	0,00%		N.C
21. S.E.D SOUSSE NORD	24,92%	24,92%	0,00%		M-E	M-E	24,78 %	24,78 %	0,00%		N.C
22. S.C.I « LA MAISON DU BANQUIER »	21,64%	21,64%	0,00%		M-E	M-E	21,16 %	21,16 %	0,00%		N.C
23. S.P.C.M « ELFEJJA »	20,00%	16,67%	3,33%		M-E	M-E	19,89%	16,58 %	3,31%		C.E
24. SMT (MAISON BLANCHE)	38,90%	38,90%	0,00%		M-E	M-E	38,68 %	38,68 %	0,00%		N.C
25. SIDCO SICAR	34,34%	34,34%	0,00%		M-E	M-E	32,07%	32,07%	0,00%		N.C

- I-G : consolidation par intégration globale ;
- M-E : consolidation par mise en équivalence ;

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

1.2.2. Variation du Périmètre de consolidation du groupe STB (2013-2012)

Le périmètre de consolidation du groupe STB arrêté au 31/12/2013 n'a pas connu de variation par rapport à l'exercice précédent.

1.2.3. Méthode de consolidation

==> Les sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les filiales de la banque dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

==> Les sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les filiales de la banque dans lesquelles elle n'exerce qu'une influence notable.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

- Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou ses réserves.
- Constater la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif «Titres mis en équivalence».
- Eliminer les participations des sociétés intégrées globalement dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé parmi le poste «Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence» en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.

1.3. REGLES SPECIFIQUES A LA CONSOLIDATION

1.3.1. Traitement des écarts de première consolidation

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values la-

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

tentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif.

Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

1.3.2. Traitement des impôts différés

Seules les éliminations des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves ont donné lieu à la constatation de l'impôt différé.

Les différences temporelles issues des états financiers individuels des sociétés du groupe, n'ont pas donné lieu à la constatation éventuelle d'impôts différés.

NOTE 2 - LES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de dinars tunisiens)

2.1. Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2013 un total de 288 933 mDT contre

315 981 mDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	215 475	209 546
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	73 458	106 435
TOTAL	288 933	315 981

2.2. Portefeuille titres d'investissement

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2013 un total de 191 997 mDT contre

169 412 mDT au 31 décembre 2012 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	122 806	111 024
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	69 191	58 388
TOTAL	191 997	169 412

2.3. Titres mis en équivalence

Au 31 décembre 2013, le total de cette rubrique a grimpé à 104 898 mDT contre 94 184 mDT

au 31 décembre 2012, et se détaille comme suit :

Société Mis en Equivalences	31/12/2013	31/12/2012
P1. SICAV L'INVESTISSEUR	991	1 039
2. SICAV L'AVENIR	1 242	1 272
3. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	941	1 118
4. SICOAC	2 933	2 687
5. STCV VERITAS	1 457	1 387
6. UNION TUNISIENNE DE BANQUE «U.T.B.»	37 338	39 561
7. STE EL WEAFK LEASING	12 744	5 607
8. SONI BANK	28 078	23 335
9. EL FEJJA	4 928	3 452
10. MAISON DU BANQUIER	1 079	1 021
11. SED SOUSSE NORD	9 385	9 555
12. SIDCO SICAR	3 782	4 150
TOTAL	104 898	94 184

2.4. Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2013, le total de cette rubrique s'élève à (- 49 944) MDT contre (-37 169) MDT au 31 décembre 2012, et se détaille comme suit :

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

Société	31/12/2013			31/12/2012		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
1. S.T.B	-621	-586	-1 207	-59	1721	1 662
2. STB INVEST	-1	609	608	6	592	598
3. SOFI ELAN SICAF	69	3280	3 349	175	3 348	3 523
4. S.T.B MANAGER	46	54	100	53	42	95
5. STB FINANCE	-96	566	470	3	563	566
6. S.T.B SICAR	-80	213	133	186	143	329
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-58	-92	-150	44	-58	-14
8. S.T.R.C	23	-142	-119	7	-48	-41
9. GENERALE DES VENTES	600	672	1 272	-197	950	753
10. STE ED DKHILA	-577	3112	2 535	39	2 904	2 943
11. ACTIVHOTELS	-12	-9	-21	-10	-77	-87
12. BFT	-4 745	-52 169	-56 914	-5 948	-41 548	-47 496
TOTAL	(-5 452)	(-44 492)	(-49 944)	(-5 701)	(-31 468)	(- 37 169)

2.5. Réserves et Résultat Consolidés

Au 31 décembre 2013, le résultat consolidé s'est situé à (-127 343) mDT contre (-26 908) mDT au 31 décembre 2012. Par ailleurs, les réserves consolidées s'élèvent à la même date à (-229 110) mDT

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2013	2 012	2013	2 012
◇ SOCIÉTÉS INTEGREGES GLOBALEMENT	-265 725	188 336	-132 198	-32 164
1 STB	-71 440	331 734	-113 892	-15 665
2 STB INVEST	13 778	12 854	-57	331
3 SOFI ELAN SICAF	1 621	1 570	95	233
4 STB MANAGER	553	415	481	552
5 STB FINANCE	4 179	4 123	-1 279	40
6 STB SICAR	857	449	-466	1 083
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	- 2 527	-970	-2 617	1 977
8 STRC	-22 430	- 7 815	3 551	1 112
9 LA GENERALE DES VENTES	-1 313	-1 038	594	-194
10 ED DKHILA	2 768	2 337	-1 194	81
11 ACTIVHOTELS	-251	-2 091	-308	-270
12 BFT	-191 520	-153 232	-17 106	-21 444
◇ SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE	36 615	20 598	4 855	5256
13 SICAV L'INVESTISSEUR	222	233	-29	7
14 SICAV L'AVENIR	2	-6	-7	26
15 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-6	-357	-176	126
16 SICOAC	2 165	2 162	246	3
17 STCV VERITAS	907	870	436	403
18 UNION TUNISIENNE DE BANQUE « UTB »	9 004	2 317	- 1223	-222
19 STE EL WEAFAK LEASING	1 720	-1 446	619	728
20 SIDCO SICAR	547	290	-158	-115
21 SONI BANK	15 507	11 515	4 383	3 633
22 MAISON BLANCHE	- 1 929	-1 119	-89	-121
23 EL FEJJA	1 169	1	695	451
24 MAISON DU BANQUIER	317	-824	58	40
25 SED SOUSSE NORD	6990	6 962	100	297
TOTAUX	- 229 110	208 934	-127 343	-26 908

2.6. Rachats des actions propres par des sociétés du groupe :

Au 31 décembre 2013, ce poste affiche un solde de 2 859 mDT; Il renferme les rachats d'actions effectués par la société consolidante.

Annexe I

Liste des Sociétés Normalement Consolidables, mais exclues de périmètre du groupe STB au 31 décembre 2013 conformément aux dispositions de la NCT n°35

N°Raison Sociale Ordre	V.N Capital social	% détenu	N° du Motif
1 SKANES PALACE	6 195 000	99.76%	En liquidation.
2 AFRICA SOUSSE	9 800 000	96.94%	En liquidation.
3 STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHANQUES «SACEM»	5 174 000	85.94%	En liquidation.
4 CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)	3 540 000	70.28%	En veilleuse.
5 STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV.»STDCA»	10 000	50%	En liquidation.
6 STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN»	2 299 500	49.66%	En liquidation.
7 STE RAMLA TOZEUR	5 947 800	47.88%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
8 STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA	4 259 840	42.68%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
9 ARTEMIS HOTEL NEPTUNIA	2 555 000	46.81%	Cette filiale est en phase d'investissement ou en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement
10 CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA»	3 429 000	45.29%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur.
11 CIE DE DEVELOPPEMENT «LELLA HADHRIA»	770 000	39.61%	Cette filiale est en phase d'investissement ou en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement.
12 STE TOURISME & ANIMATION «RAIS CLUB»	1 523 000	41.96%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
13 STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC»	4 637 000	37.44%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
14 STE HOTEL BYZANCE	2 675 000	35.07%	Au 31 décembre 2013, la STB compte céder la filiale dans un avenir proche.
15 EL MARASSI	1 380 000	34.78%	En liquidation..
16 Sté d'Etudes et de Prom.Tque « Hôtel Mariqueen» JERBA MARITIM	4 087 500	36.70%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
17 STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)	2 059 000	31.03%	En liquidation.
18 STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS»	1 000 000	30%	En liquidation..
19 COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBIOUS	250 000	30%	En veilleuse.
20 STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT»	1 015 000	28.33%	En liquidation.

21 CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR)	15 098 120	28%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
22 STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS»	3 520 000	25%	Cette filiale est en phase d'investissement ou en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement.
23 STE COND. IMPR. & PUBLICITE «CIP»	532 525	26.24%	En liquidation.
24 STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE	1 000 000	25%	En veilleuse.
25 STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA»	200 000	25%	En veilleuse.
26 STE HOTEL YOUNES	3 987 000	24.76%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
27 STE HOT ET DE DEV TQUE «HOTEL DREAMS BEACH»	3 182 000	24.58%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2013.
28 STE HOTELIERE «BEL AIR»	5 423 510	23.97%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur.
29 STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR	6 236 055	23.56%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2013.
30 STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK»	200 000	22.50%	Cette filiale est en phase d'investissement ou en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement
31 STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET»	2 025 000	21.47%	En liquidation.
32 STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS	4 319 000	21%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2013.
33 S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium»	1 375 000	20.18%	La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
34 COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL	2 150 000	20%	Au 31 décembre 2013, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
35 STE DE DEVPT DU TOUR.SAHARIEN « PALMYRE »	8 808 500	26.86%	La STB n'exerce aucune influence notable sur la filiale au 31/12/2013.
36 DUNES DE NEFZAEOUA	2 868 400	22.87%	En liquidation.
37 STE HOTELIERE « DAR DHIAFA »TROPICANA CLUB	2 550 000	31.26%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés du Groupe STB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013

MESDAMES ET MESSIEURS LES
ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE
DE BANQUE – STB

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers consolidés du Groupe de la Société Tunisienne de Banque (STB) arrêtés au 31 décembre 2013, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

I. Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés du groupe de la Société Tunisienne de Banque (STB), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2013, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

1. Responsabilité de la Direction dans l'établissement des états financiers consolidés

Les organes de Direction et d'Administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément

au Système Comptable des Entreprises en Tunisie. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états fi-

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés du Groupe STB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013

nanciers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

3. Justification de l'opinion avec réserves

3.1 Les états financiers de la Banque Franco-Tunisienne « BFT », intégrée globalement, ont fait l'objet d'une opinion défavorable en raison de l'incertitude significative qui pèse sur la capacité de la BFT à poursuivre son exploitation et sur sa capacité de recouvrer ses actifs et de payer ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Un éventuel retrait de la BFT du périmètre de consolidation du groupe STB impacte-

rait significativement de nombreux éléments des états financiers consolidés du groupe STB.

3.2 Par référence aux termes de la circulaire n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB (société mère) et la BFT, intégrée globalement, ont constitué des provisions additionnelles respectivement de 486,734 millions de dinars et de 30,251 millions de dinars sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net.

En application de cette circulaire, les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, qui s'élèvent à 424,738 millions de dinars, ont été imputées sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2013.

D'autre part, la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances « STRC », intégrée globalement, a constaté en 2013 des modifications comptables pour 13,559 millions de dinars.

Les modifications comptables, constatées en ajustement des capitaux propres d'ouverture, n'ont pas donné lieu au retraitement en proforma des états financiers consolidés de l'exercice 2012 présentés à titre comparatif.

Par Conséquent, nous estimons que les tendances de la situation financière et des

performances du groupe ne sont pas à établir avec les données comparatives non retraitées de l'exercice 2012.

3.3 Les rubriques «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers» des états financiers de la société mère STB comportent des comptes qui présentent des suspens se rapportant principalement aux comptes BCT Dinars, BCT Devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes «correspondants locaux» et le compte intitulé «BCT compte, anciens figés provisionnés mais non rapprochés».

Par ailleurs, certains comptes au niveau des rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» présentent des soldes figés et des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises).

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'établir que ces comptes ne contiennent pas d'anomalies significatives provenant d'erreurs ou d'opérations non autorisées, ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres du groupe que les travaux d'apurement pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

3.4 La STB (société mère) ne dispose pas

d'une comptabilité régulière et exhaustive des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base d'informations communiquées par les structures internes à la STB.

Aussi, les garanties réelles reçues par la STB (société mère) en couverture des risques encourus sur sa clientèle ne sont pas prises en compte au niveau de la rubrique «Garanties reçues», et ce, faute d'un inventaire confirmé de ces garanties.

Par conséquent, nous formulons une réserve sur la régularité et l'exhaustivité de l'état des engagements hors bilan consolidé.

Par ailleurs, l'absence d'une comptabilité multidevises, autonome tenue en devise selon un système dit en partie double ne permet pas à la STB (société mère) d'identifier clairement l'impact des opérations effectuées en devises sur le résultat de l'exercice.

3.5 Les capitaux propres de la STB (société mère) comportent un compte intitulé «réserves pour fonds social» qui représente les montants affectés au financement des activités fonds social. Le rapprochement du solde de ce compte qui s'élève à 7,228 millions de dinars avec les encours des prêts sur fonds social qui s'élèvent à 21,082 millions de dinars dégage un désé-

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés du Groupe STB relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013

équilibre entre les ressources et les emplois de 13,854 millions de dinars dont l'origine n'a pas pu être justifiée par la banque.

3.6 Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, portant promulgation du Système Comptable des Entreprises, la STB (société mère) n'a pas procédé en 2013 à l'inventaire physique de ses immobilisations qui s'élèvent en net à 83 millions de dinars.

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de certifier l'existence physique des immobilisations inscrites au bilan du groupe ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres du groupe, qui le cas échéant, pourraient se révéler nécessaires si l'inventaire physique a été réalisé et rapproché avec la comptabilité.

3.7 Les créances bancaires cédées par la STB (société mère) à sa filiale, la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», ne font pas l'objet de retraitement pour les ramener à leur juste valeur par la reconstitution de l'encours brut, à base consolidé, ainsi que leur couverture sous forme de provisions et d'agios réservés après avoir éliminé les résultats de cession interne.

Aussi, les actifs de la STRC comportent des créances acquises depuis plus de 10 ans pour 68,8 millions de dinars et provisionnées à hauteur de 30,8 millions de dinars

et qui ne font pas l'objet d'une politique de décote.

Les corrections à apporter à la juste valeur de ces créances, et conséquemment des provisions complémentaires à constituer risquent d'impacter la situation financière et la performance du groupe.

3.8 La Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», intégrée globalement, ne comptabilise pas les charges relatives aux indemnités de départ à la retraite et les charges relatives aux cotisations assurance-groupe des retraités qu'au moment du départ effectif à la retraite.

La prise en compte de ces charges impacterait la situation financière et la performance du groupe.

3.9 Ainsi qu'il a été mentionné au niveau de la note 1.2.1 «Périmètre de consolidation», les travaux de consolidation ont été effectués sur la base des états financiers non certifiés de 8 sociétés sur un périmètre composé de 25.

Ainsi, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'effet des ajustements que les travaux des commissaires aux comptes pourraient, le cas échéant, mettre en évidence.

3.10 Ainsi qu'il a été donné au niveau de la note 1.3.2 «traitement des impôts différés», l'impôt différé est constaté unique-

ment au titre des éliminations des opérations intra-groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt éventuels sur les autres différences temporaires découlant des états financiers individuels des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ne sont pas constatés au niveau des états financiers du groupe.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences des questions évoquées aux paragraphes 3.1 à 3.10, les états financiers consolidés présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe STB au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux

de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les informations sur les comptes consolidés du groupe STB et contenues dans le rapport du Conseil d'administration destiné à l'Assemblée Générale appellent les mêmes observations exprimées dans le paragraphe « justification de l'opinion avec réserves ».

Tunis, le 13 octobre 2014

Les Co-commissaires aux comptes

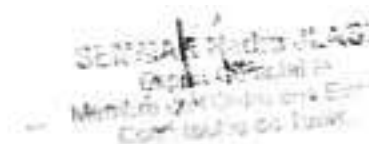
CFA Fathi Saidi

Groupement SNJ-IMAC



Fathi Saidi Nedra

Jlassi Semmar

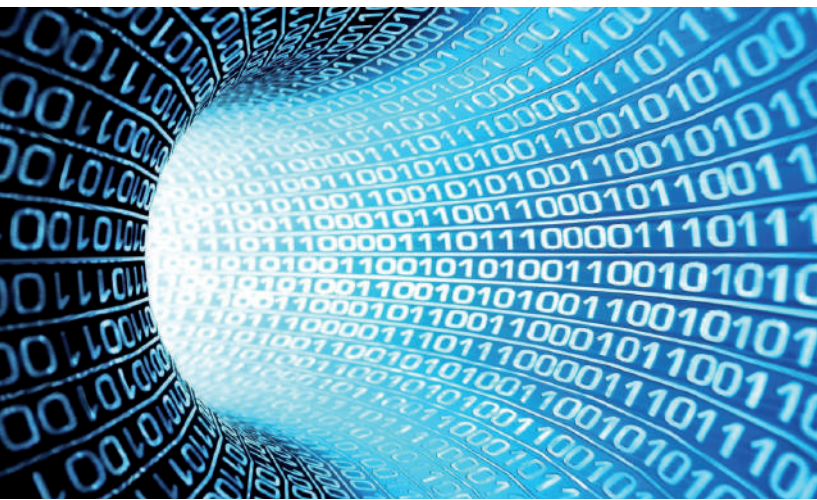


الشركة التونسية للبنك

STB BANK



ANNUAL
REPORT 2013



ANNUAL REPORT 2013

Activity Report

December 2013



LIMITED LIABILITY COMPANY
with capital of 124,300,000 dinars
Headquarters: Rue Hedi Nouria - 1001 TUNIS
Trade register B 182331996
Tél : 71.340.477 (10 grouped lines)
Telegraphic address: SOTUBANK
Code : Peterson 4th Edition Acme

Telex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377

SWIFT address: STBK TN TT

FAX : 71.348.400 - 71.340.009

Websites:

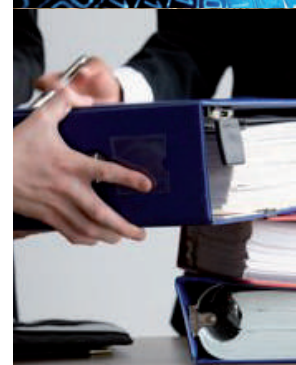
- Commercial : www.stb.com.tn

- Electronic commerce: www.ecom.stb.com.tn

- Online banking: www.stbnet.stb.com.tn

SUMMARY

1	GOVERNING COUNCIL	04
	EXECUTIVE MANAGEMENT	04
	COMMITTEES TIED TO THE BOARD OF DIRECTORS	05
	CONDITIONS FOR ATTENDING ASSEMBLIES	06
	INTERNAL CONTROL	07
	FULL AUDIT MISSION	09
	INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT	13
	TUNISIA'S ECONOMY	14
	STB KEY FIGURES	15
	RESOURCES	17
2	USES	19
	QUALITY OF ASSETS	21
	PRUDENTIAL RATIOS	22
	RESULTS	23
	STOCK EXCHANGE AND STB STOCK	23
	INTERNATIONAL ACTIVITY	24
	COMMERCIAL DEVELOPMENT	25
	MODERNISATION OF THE BANK	26
	HUMAN RESOURCES	26
	FINANCIAL STATEMENTS	27
3	BALANCE SHEET	28
	STATEMENT OF OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS	29
	STATEMENT OF RESULTS	30
	CASH FLOW STATEMENT	31
	NOTES ON THE FINANCIAL STATEMENTS	32
	GENERAL AUDIT REPORT	66
	SPECIAL AUDIT REPORT	71
	RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ORDINARY GENERAL ASSEMBLY	75
	RESOLUTIONS OF THE EXTRAORDINARY GENERAL ASSEMBLY	77
	MANAGEMENT REPORT OF STB GROUP	79
4	CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS	94
	CONSOLIDATED BALANCE SHEET	95
	STATEMENT OF CONSOLIDATED RESULTS	96
	CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT	97
	CONSOLIDATED OFF BALANCE SHEET STATEMENT OF COMMITMENTS	98
	NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS	99
	REPORT ON CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS	107



GOVERNING COUNCIL

M. Abdelwaheb NACHI (*)	Chairman of the Board State Representative
Mme Amel MEDINI (**)	State Representative
M. Noureddine KAABI (***)	State Representative
M. Hassen GHENIA (****)	State Representative
M. Mourad JAMOUSSE	State Representative
La CNSS	represented by its President Director General
ETAP	represented by its President Director General
La STAR	represented by its President Director General
M. Abdelkader HAMROUNI	Représentant les actionnaires privés
M. Mohamed Salah KHALFALLAH	Representing private stockholders
M. Mohamed LARBI (***)	Independent
M. Zouheir BESBES (***)	Independent
Mme Olfa BEN OUDDA SIOUD (****)	Independent
M. Abderrazek LOUATI (****)	Independent
M. Mohamed DRISS	Representing minority shareholders

(*) : Mr. Abdelwaheb NACHI was designated to replace Mrs. Samira GHRIBI. (Minister of Finance letter n° 366 of 4 March 2013)

(**) : Mr. Mourad JAMOUSSE was designated to replace Mr. Noureddine KAABI. (Minister of Finance letter n° 1112 of 27 September 2013)

(***) : Cancellation of the designation of Messrs. Mohamed EL ARBI and Zouheir BESBES, following Ministry of Finance letter n° 267 of 5 March 2013. (This was due to lack of agreement by the Central Bank of Tunisia, letter n° 300116 of 14 February 2013.)

(****) : This designation was made following Ministry of Finance letter n°1265 of 29 October 2013.

EXECUTIVE MANAGEMENT

President Director General :	Mr Abdelwaheb NACHI (*)
Deputy Director Generals	Messrs. Fethi CHOUROU in charge of support structures Mourad BACCAR in charge of business structures

Deputy Director Generals

Messrs. Fethi CHOUROU	in charge of support structures
Mourad BACCAR	in charge of business structures

AUDITORS

•SNJ	represented by Mrs. Nedra SEMMAR JLASSI
IMAC	represented by Mr. Abderrazek SOUEI
•CFA :	auditing firm represented by Mr. Fathi SAIDI

State auditor

Mr. Lassaad MRABET (**)

(*) : Mr. Abdelwaheb NACHI was designated to remplace Mrs. Samira GHRIBI. (Ministry of Finance letter n°366 of 4 March 2013)

(**) : Mr. Lassaad MRABET was designated to replace Mr. Mahmoud Montacer MANSOUR . (Governmental President's office n°14/88 of 18 February 2013)

**COMMITTES
TIED TO THE
BOARD OF
DIRECTORS**

Committees under the authority of the Board of Directors

— The Standing Committee for Internal Audit

The basic mandate of this committee is to ensure that an internal control system is in place and operating properly and to provide monitoring and oversight of all internal control activities.

— Standing structure for compliance

It is in charge of determining and assessing the risks of non compliance to laws and regulations in force, to the norms of proper operations in the field of banking, and to best practices.

— The executive committee for credit

Its role is to give an opinion on applications for short and medium term financing for amounts above a certain threshold.

— The committee for designations and remuneration

The mandate for this committee is to set remuneration policy in line with the medium and long term performance of the Bank.

Auditors

The role of auditors is to ensure the reliability and sincerity of financial statements and their compliance to Tunisian accounting norms as well as to the rules issued by financial authorities such as the central bank, the capital markets council, tax authorities, etc. They also assess the effectiveness of the Bank's internal control system.



**COMMITTEES
TIED TO THE
BOARD OF
DIRECTORS**



CONDITIONS FOR ATTENDING ASSEMBLIES



In line with the terms of article 40 of its statutes, only stockholders holding at least ten shares, fully paid up, can attend assemblies or have themselves represented by another stockholder by means of a power of attorney remitted to his or her authorised representative or submitted, duly signed, at least three days prior to the meeting, to the directorate for securities, stock exchange, and asset/patrimony/wealth management, located at STB's head office located rue Hedi Nouira – 1001 Tunis.

Stockholders holding less than ten shares can group together to reach this number and be represented by one of themselves or by a member of the assembly.

STRUCTURE OF STB CAPITAL AS AT 31 DECEMBER 2013

STOCKHOLDERS	NUMBER OF SHARES	%
TUNISIAN STOCKHOLDERS	22 676 635	91.217
Corporate entities	16 070 339	64.643
Public corporate entities	12 550 383	50.484
Private corporate entities	3 519 956	14.159
Personnes Physiques	6 606 296	26,574
FOREIGN STOCKHOLDERS	2 183 365	8.783
Corporate entities	2 009 931	8.085
Private individuals	173 434	0.698
Total	24 860 000	100.000

INTERNAL CONTROL

Aside from efforts to continually enhance the quality of assets, notably in tourism, STB has been giving greater attention to management of risk, mainly counterpart, transformation, interest rate and operational risk.

Since risk management necessarily requires better governance and a stronger internal control system, STB continued to address these areas in 2013.

As for governance, following publication of central bank of Tunisia circular 2011-06 announcing tighter rules for good governance at loan institutions, the Bank has taken the following steps:

- ✍ Designation of two independent administrators to head the audit committee and the risk committee
 - ✍ Approval of the charters of the committees that answer directly to the Board:
 - ▶ executive committee for credit
 - ▶ standing committee for internal audit
- risk committee

Strengthening of the role of the good governance cell and drawing up of a code of governance for the Bank

Creation of a directorate general for managing risk

The functioning and frequency of meetings held by the committees answering to the board of directors will be enhanced.

As for the internal control system and with reference in particular to central bank of Tunisia circular n° 2006-19 of 28 November 2006, the Bank has continued to implement policy that targets improvement in the way

information is processed and procedures for monitoring operations.

In the framework of efforts to enhance this system, STB has launched an initiative to establish a hard core for the new information system and the development of a number of specialised-function computer applications.

This core will constitute a solid base on which STB can build its information system, made up of four functional layers.

- ✍ The system's core includes the generalised interface, the referential, a client-oriented global vision, accounting and connections to related systems;
- ✍ The operation portion includes all the specialised segments of front and back office.
- ✍ Transversal functions contain para-banking modules as well as the support and means used by the overall information system.
- ✍ There are specific tools that allow for dissemination of data to clients and for interpretation thereof for marketing purposes.

In order to improve the quality of accounting and financial information, STB has launched plans to modernise and render more reliable its accounting information system, by means of a new accounting core that will provide for accounting input that is fully automated and reliable, the interpretation of financial information, along with capacity to provide an audit trail.

As for ongoing oversight of activities, the Bank's organizational chart lists the following main structures:

- ↳ Directorate for management oversight
- ↳ Directorate for monitoring of commitments
- ↳ Directorate for monitoring of accounting
- ↳ Directorate for monitoring of regulatory measures, accounting and decentralised operations (for transactions in foreign currency and with clients abroad)
- ↳ Directorate for common services (security for persons, goods, securities...)

The Bank has a structure for monitoring compliance, the main mandate for which is as follows:

- ▶ to ensure adherence to legislation and regulations relating to banking activity
 - ▶ to identify and assess the risks of non conformity to both internal and external regulations pertaining to banking activity
 - ▶ to carry out a supervisory role for anti-money laundering and financing of measures to combat terrorism
 - ▶ to ensure that employees respect the code of appropriate behaviour and to provide guidance on banking ethics and code of conduct

Aside from these departments, the Bank has at its disposal the traditional structures for periodic control, i.e.:

- ↳ a directorate of general inspection
- ↳ a directorate of internal audit

These two structures, which monitor adherence to regulations in force and to internal procedures and which make recommendations to enhance the effectiveness of management systems, answer to the directorate general for

overall monitoring, which in turn answers to the President Director General. They carry out their mandate in a fully independent manner, either on the basis of a duly approved annual schedule of intervention or at the request of the directorate general. Similarly, in line with legal and regulatory obligations, there is a standing structure in the Bank's organisational chart that is in charge of monitoring compliance.

GOOD GOVERNANCE CELL

This cell was set up in August 2013 and functionally it answers to the Ministry for governance and anti-corruption measures, to which it reports on its activities in the form of periodic reports on the activities of the cell.+

KEY UNDERTAKINGS IN 2013

Drawing up of a charter of good governance, which was approved by the Bank's board of directors on 26 September 2013

Drawing up of a computerization charter in collaboration with the central directorate for organisation and computerisation, the draft of which was forwarded to staff representatives for their review and comments before submitting it to the board of directors for approval

Drawing up of a charter of professional good behaviour, in collaboration with the standing structure for monitoring compliance, the draft of which was transmitted to staff representatives for review and comments before submitting it to the board of directors for approval

Drawing up of a report on governance and anti-corruption measures within the Bank

FULL AUDIT MISSION

1 – Presentation of the mission

This full audit encompasses a financial audit, an institutional audit, a social audit and a performance audit as well as design of an overall programme to restructure and ensure the future development of the Tunisian banking company (STB) and its three affiliates: the Tunisian claims collection company (STRC), the venture capital company STB SICAR, and the investment company STBINVEST.

The main goal of this full audit mission is to:

- ✍ carry out an in-depth, exhaustive evaluation of the Bank's financial status, its governance and management, its internal control structure (including its information and accounting systems), as well as a corporate diagnosis that will detect financial imbalances and weakness of a strategic, institutional and/or operational nature
- ✍ on the basis of the conclusions and recommendations of this full audit, draw up a strategic programme to restructure the Bank, including an action plan and implementation schedule supported by a cost-benefit analysis of various possible scenarios

This programme must respond to the following strategic objectives:

- ▶ greater financial soundness
- ▶ a better mode of governance, of management and an enhanced institutional framework for the Bank
- ▶ consolidation of its human and operational capacities

- ▶ enhanced competitiveness and effectiveness in financing the economy

2- How the mission is to be carried out

The mission will be carried out in three stages:

Preliminary stage :

This will consist of getting an overall sense of the situation and gathering the data required in order to draw up a definitive plan for carrying out the mission, which will be the focus of a report that includes the following main components:

- a schedule for carrying out the mission, with completion dates
- members of project committees and of the steering committee
- documents to be provided
- intervening teams
- deliverables

The number of man-days for this stage has been set at 21, validated on 2 September 2013

Stage 1 :

This stage consists of a diagnostic audit of financial status, governance and management mode, organisation, internal control system (including the information system), significant activities processes, social conditions, as well as commercial and financial performance.

It includes the following activities.

✍ Financial audit (119 man/days): This began on 3 September 2013 and ended on 31 December 2013, with validation of deliverables taking place on 5 March 2014.

✍ Institutional audit (108 man/days): This began on 3 September 2013 and ended on 20 December 2013. Validation of deliverables took place on 5 March 2014.

Audit of financial and commercial performance (130 man/days): This began on 3 September 2013 and ended on 12 January 2014, with validation of deliverables taking place on 5 March 2014.

- Social audit (73 man/days): This began on 3 September 2013 and ended on 15 November 2013, with validation of deliverables taking place on 5 March 2014.

It should be noted that the Bank's three affiliates are involved only in the financial audit and the institutional audit.

The first stage was completed and audit reports transmitted to STB and validated by the steering committee.

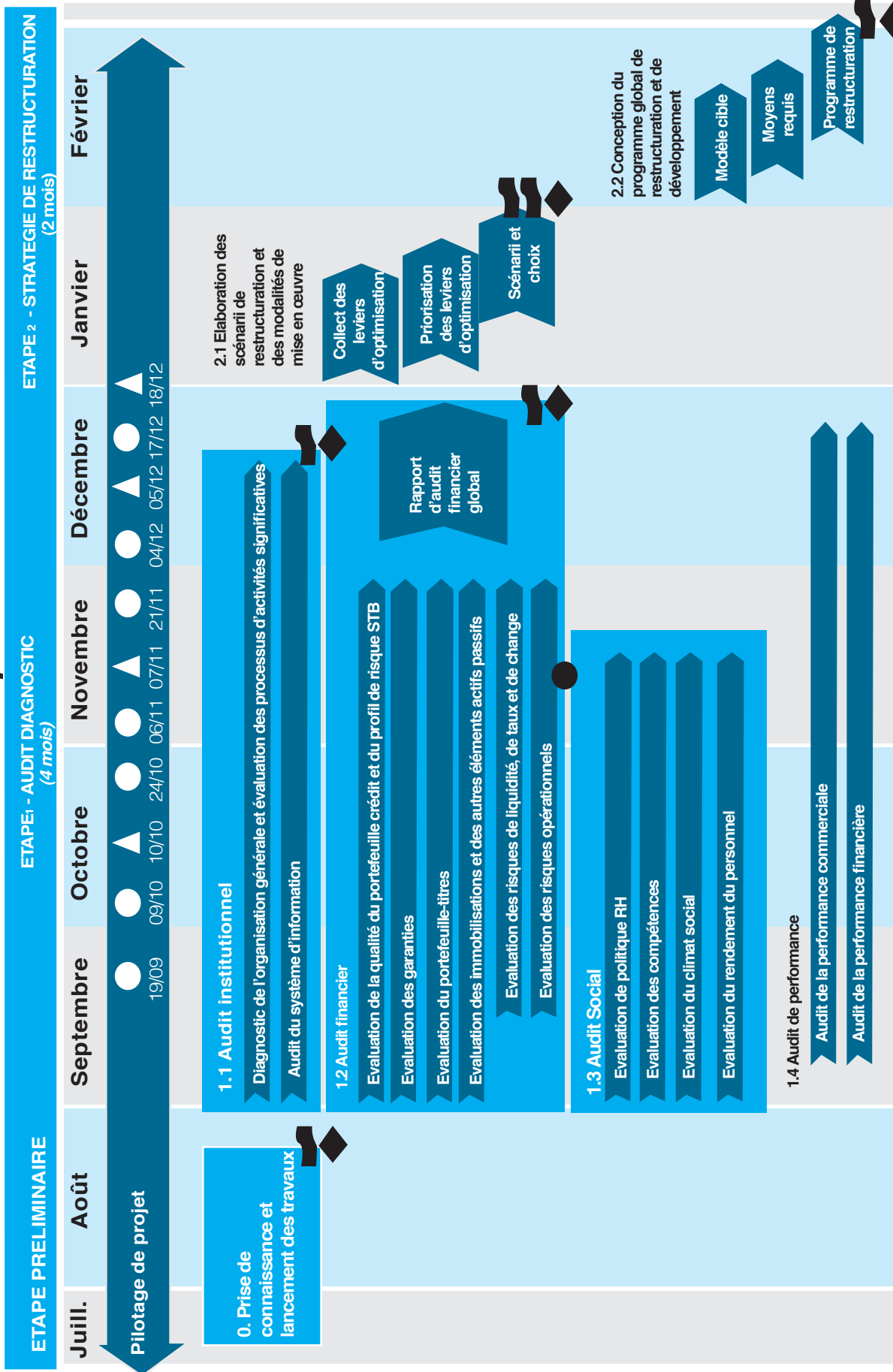
Stage 2 :

This stage consists of:

Drawing up of possible alternatives for restructuring and defining practical modalities for implementing the final choice by the bank of the optimal scenario to be retained. This phase began on 6 January 2014, lasting 24 days and resulting in a report that presents the various scenarios for restructuring.

The design of a global programme for restructuring and development of the bank, on the basis of the scenario that is adopted.

Calendrier d'intervention et comités prévus



Comité projet n°1
 Le 19 septembre 2013 Mission d'audit complet de la STB et de trois de ses filiales
 PWC

The global economy grew by 3% in 2013, slower growth than in 2012 (3.1%) and 2011 (3.9%). Sustained by accommodating monetary policies in the main industrialised countries, there were better conditions in the second half of the year, although this did not influence annual growth figures. Industrialised countries posted GDP growth of 1.3%, compared to 1.4% in 2012.

The U.S. economy grew by 1.9%, thanks to favourable financing conditions and correction of a number of imbalances. Household consumption and investment in housing were up considerably, supported by higher employment and an unemployment rate that fell to 6.7%.

In the euro zone GDP fell by 0.4% in 2013, compared to -0.7% the year before. But after six semesters of recession, the economy finally bounced back in 2013, posting 0.3% growth in the second half of the year thanks to a slight improvement in private consumption and in corporate investment. Inflation came in at 1.4%, down from 2.5% in 2012. But this modest recovery remains fragile, with the job market suffering further deterioration and the unemployment rate climbing from 11.4% the previous year to 12.2%.

Within this overall picture there is a wide range of variation. The economies of central Europe (Germany, Austria, Luxembourg and several others that have finalised reforms, such as Malta and Estonia) posted the highest GDP growth rates, while countries to the east and the west have enjoyed some relief from recession.

Japan's economy grew by 1.7% in 2013, up from 1.4% in 2012 and -0.4% in 2011. Recovery was helped by higher private consumption and further boosted by a better job market, but especially by the series of measures meant to put an end to the long period of deflation and to boost sustainable economic growth by means of budget policy targeting on rapid stimulation of the economy. This took the form of injection of an amount equivalent to 3.1% of current

GDP over the year, very flexible monetary policy that allowed the Bank of Japan to increase the granting of loans, and by means of structural reforms and steps that should contribute to higher economic growth over the medium term.

With an increase of 4.7% in their GDP, emerging economies contributed to worldwide growth by 76.7% in 2013, despite slowing virtually everywhere, due to weak imports by industrialised countries, notably the euro zone as well as slowing growth in a number of emerging economies.

In China, 2013 GDP remained unchanged from the 2012 figure of 7.7%. The first half of the year was marked by weak economic activity, followed by faster growth fostered by adoption of a recovery programme in July along with higher consumption.

Authorities sought to keep public expenditure down and this, in conjunction with higher tax revenue as economic activity picked up held the budget deficit at 2.5% of GDP, while public debt went down by three percentage points to 22.9% of GDP.

Healthy economic performance in Africa was reflected in its 2013 GDP growth rate of 4.9%, along with very favourable prospects for 2014. Inflation decreased steadily for the third straight year and it is expected to go below 6% in 2014.

Production capacity increased steadily, taking advantage of a major increase in foreign direct investment, while productivity climbed steadily, oriented toward new activities. Investors such as the United States and China are very interested in Africa and they are providing tough competition for Africa's traditional strategic partners, opening up major prospects for development.

Trade worldwide grew by 2.7% in 2013, the same rate as in 2012, compared to 6.1% in 2011, reflecting flat economic growth. Prices for raw materials fell on average by 10.9% for food commodities and by 1.4% for energy commodities.

INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Tunisia's economy in 2013 grew more slowly than expected, in a context marked by pressure on both internal and external financial balances, high unemployment, economic and social disparities, a political crisis that immobilised the country for almost four months, along with an adverse regional and international environment.

Following 3.6% recovery in 2012, GDP growth slowed to just 2.6% in 2013. This was due to slower growth in agriculture and fishing and a drop in non manufacturing industries in the wake of lower energy production.

Agriculture and fishing were affected by adverse weather, with activity down by 4.1% compared to +3.7% in 2012, with a 43% drop in cereal production to just 13 million quintals. 965 million dinars in cereal products were imported in 2013, representing significantly higher quantities.

Land planted in cereals for the 2012-2013 season were estimated at 1,471,000 hectares, of which 91,000 hectares are irrigated crops.

Olive oil production fell by 63.6% to 80,000 tons for the 2012-2013 season, down from 180,000 tons the year before.

The industrial sector posted an overall increase of 2.4%, with variations from one branch to another. Added value for manufacturing industries came to 3.1%, up from 1.6% in 2012 thanks to growth in the main manufacturing activities and recovery in the textiles/clothing and leather branches (+4%). On the other hand, non manufacturing industries posted a drop of 4.2% in growth, due to lower energy production, especially in

extractive industries (oil, natural gas and electricity).

In tourism, performance was below hoped-for levels, with a slight 0.2% decrease in bednights, a 5.7% increase in entries and a 1.7% increase in income.

Entry of non residents came to 6.3 million in 2013 compared to 5.9 million in 2012, a result achieved despite a drop in the number of European tourists, mainly French.

At the same time, overall tourist bednights dropped from 30,035,000,000 in 2012 to 29,980,000,000 in 2013. Income in foreign currency from tourism rose from 3175.3 million dinars in 2012 to 3229.4 million in 2013.

Trade posted lower gains in 2013 than in 2012. A drop in demand from Tunisia's main trading partners in the euro zone had a major impact on growth in export-oriented activities. Total imports amounted to 27,701 million dinars and imports to 39,509 million in 2013, corresponding to respective increases of 4.3% and 3.5% in 2013 vs. 5.8% and 13.3% in 2012.

An analysis of foreign trade by sector shows an increase in exports by manufacturing industries exclusive of food, posting 6.2% growth in 2013 vs. 0.2% in 2012. This involved in particular mechanical and electrical industries (5.3% vs. 3.3%) and textile/clothing and leather industries (+5.4% vs. -9%). As for imports, capital goods evolved from +14% growth in 2012 to -0.9% in 2013 and raw materials/semi-finished products from 6.6% growth in 2012 to 1.7% in 2013.

The trade deficit rose from 11,635 million dinars in 2012 to 11,808 million in 2013.

TUNISIA'S ECONOMY

But the rate of coverage improved in 2013 by 0.6 points to 70.1%, compared to 69.5% in 2012.

Ongoing pressure on the balance of current transactions, with high commodity prices and weak growth in exports, a higher volume of imports as well as higher prices for imported commodities, flat demand from abroad and a drop in the number of European tourists led to a deficit in the current account that remained at a high 8.2% of GDP, the same figure as in 2012.

The inflation rate reached high levels in 2013, posting an annual average of 6.1%, compared to 5.6% a year earlier, 3.5% in 2011 and 4.4% in 2010.

Exclusive of subsidised products, inflation evolved in a similar manner, reaching 6.4% vs. 5.4% in 2012. The main areas of expenditure in which prices went up considerably were food products (up 8% vs. 7.5% in 2012) and, to a lesser degree, transport prices (5.4% vs. 2.9% in 2012) and housing (5.1% vs. 3.2% in 2012).

The parameters of external debt rose in 2013 to 39.7% of gross national available income, vs. 39.8% in 2012. Servicing this debt remained at 3448 million dinars, representing 8.2% of current receipts vs. 4075 million dinars and 10.5% respectively in 2012.

STB

KEY FIGURES

Activity

MTND	dec 2009	dec 2010	dec 2011	dec 2012	dec 2013
Total balance sheet	5 967,3	6 753,6	7 072,2	7 544,1	7 015,2
Client deposits	4 296,5	5 009,9	5 240,1	5 517,3	5 175,4
Total resources taken in	4 713,0	5 409,3	5 689,5	5 937,7	5 525,7
Outstanding balance of net loans to clients	4 795,2	5 351,9	5 557,3	5 653,4	5 469,1
Total net financing to the economy	5 045,9	5 655,8	6 013,5	6 160,9	5 982,0

Results

Brokerage margin	166,8	167,8	139,3	140,9	155,2
Volume of net commissions	51,2	52,0	53,1	51,9	54,3
Turnover	403,2	413,6	407,3	400,5	449,1
Net banking proceeds	244,4	242,8	221,4	225,7	247,2
Operating costs	107,8	112,4	121,0	126,2	126,9
Gross operating result	134,5	128,4	103,7	103,3	125,1
Net result for the year	40,2	14,8	11,4	-4,7	-115,5

Equity

Capital	124,3	124,3	124,3	124,3	124,3
Reserves including merger premium	312,9	342,6	358,1	358,8	359,3
Results carried forward	0,0	0,0	-117,3	-225,5	-633,4
Endowment fund	0,0	0,0	117,0	117,0	117,0
Results for the period	40,2	14,8	11,4	-4,7	-115,5
Equity(prior to assignment of results)	514,1	519,3	528,0	404,3	-113,8

Financial Ratios

Return on equity(ROE)	8,68%	2,90%	2,20%	-	-
Return on assets(ROA)	0,69%	0,23%	0,16%	-	-
Operating coefficient	46,1%	48,6%	54,7%	55,9%	51,3%
Net commissions / GNP	26,9%	28,3%	24,0%	23,0%	22,0%
Net commissions / wages	77,9%	78,5%	56,4%	52,5%	54,8%
Wages / GNP	34,5%	36,0%	42,3%	43,8%	40,1%
Brokerage margins / GNP	62,9%	62,5%	62,9%	62,4%	62,8%

Regulatory Ratios

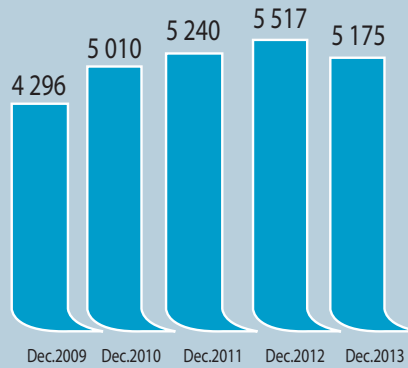
Solvency ratio	9,00%	8,16%	9,85%	8,57%	-6,21%
Liquidity ratio	79,7%	82,1%	89,5%	93,8%	79,4%

KEY FIGURES

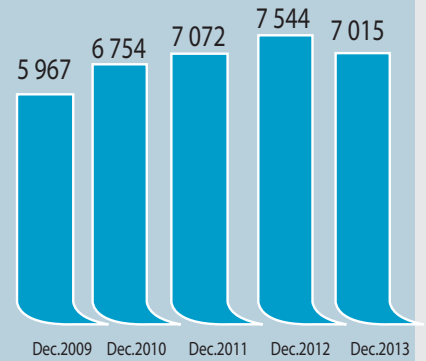
Trends in loans to clients



Trends in client deposits



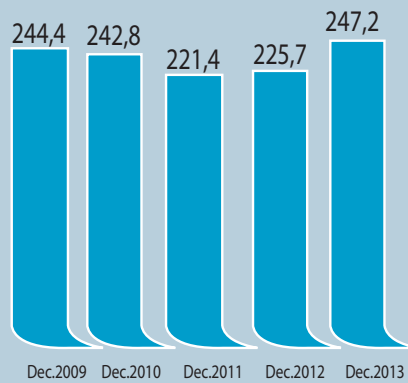
Trends in overall balance sheet



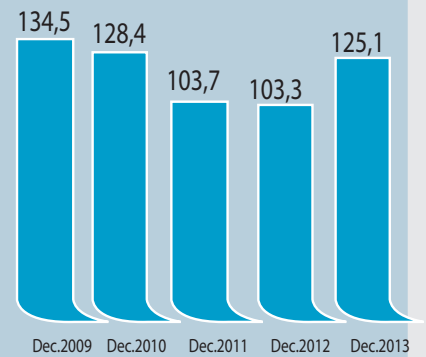
Trends in non performing claims



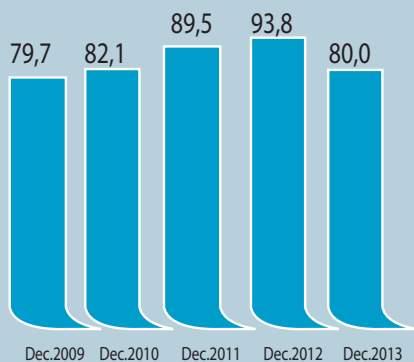
Trends in GNP



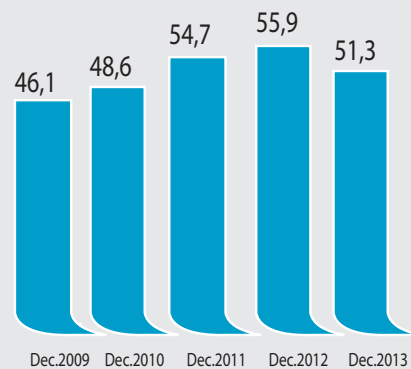
Trends in gross operating profits



Trends in the liquidity ratio



Trends in the operating coefficient



Resources

STB closed for the year 2013 with an outstanding balance of enlarged resources that was down by 455.8 million dinars (7.0%). This poor performance involved various categories of resources but especially institutional deposits.

Taking advantage of the outbidding practices of a number of Tunisian banks in the area of remuneration of cash surpluses, these banks launched calls for levels that were very constraining for the Bank.

This situation was favoured by very difficult conditions, notably sharp tightening of liquidity in the banking sector.

1. Client deposits

Client deposits decreased by 341.9 million dinars (6.2%), down from 5 517.3 million dinars to 5 175.4 million, after increasing by 5.3% the year before.

Slower growth in deposits involved mainly sight deposits (-189.7 million dinars or MD 9.2%) and forward deposits (-186.8 million dinars or -14.7%).

The latter drop was the result of a deliberate choice on the part of the bank, for reasons of profitability, to limit recourse to this fairly expensive category of resources.

Still, an analysis of trends in average deposits shows that they in fact increased by 192 million dinars (4%) to 4947.4 million dinars.

This increase involved savings deposits exclusively, but it shows that average sight deposits posted a slight drop of 3.4% (-53 million dinars).

Expanded resources

in million TND

	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MTD	en %
Client deposits	5 517.3	5 175.4	-341.9	-6.2%
Financial brokerage	420.4	350.3	-70.1	-16.7%
Borrowed resources	562.8	519.0	-43.8	-7.8%
Total Expanded resources	6 500.5	6 044.7	-455.8	-7.0%

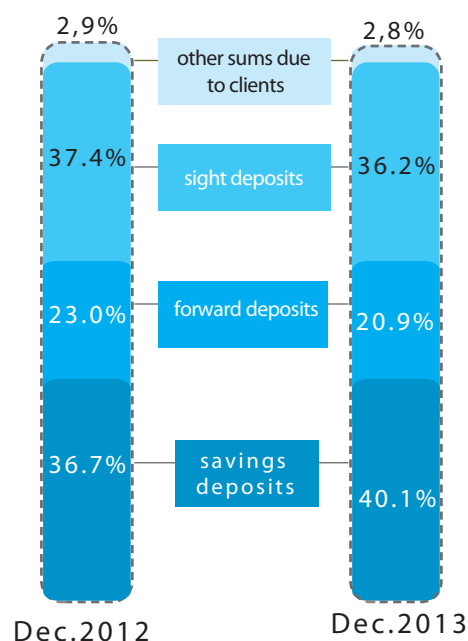
MTD	dec.-12	in%	dec.-13	in%	Variation	
					TD	in%
sight deposits	2 065,0	37,4%	1 875,4	36,2%	-189,7	-9,2%
of which deposits in foreign currency	591,1	10,7%	573,8	11,1%	-17,3	-2,9%
forward deposits	1 267,6	23,0%	1 080,8	20,9%	-186,8	-14,7%
savings deposits	2 024,0	36,7%	2 075,4	40,1%	51,5	2,5%
other sums due to clients	160,7	2,9%	143,8	2,8%	-16,9	-10,5%
client deposits	5 517,3	100,0%	5 175,4	100,0%	-341,9	-6,2%

Structure of client deposits by category

Client deposits continue to be made up of a considerable share of savings (40.1% as at end 2013) and a lesser share of sight deposits (36.2% at the end of 2013).

The share of forward deposits, which presents the highest threshold of remuneration, fell by 2.1 points to 20.9%.

Client deposits, exclusive of savings deposits, continue to be dominated by certain institutional clients and large groups.



Resources

Sight deposits

At the end of December 2013, sight deposits had reached an outstanding balance of 1875.4 million dinars, a drop of 189.7 million dinars compared to their December 2012 level. This drop involved mainly sight deposits in dinars, mostly due to massive withdrawals by institutional clients.

With reference to this trend, the share of sight deposits in overall deposits dropped by 1.2 points to 36.2%.

Forward deposits

Forward deposits continued their downward movement, due to the bank's strategic orientations meant to bring the cost of these resources down to an acceptable level.

The outstanding balance fell from 1267.6 million dinars at the end of 2012 to 1080.8 million dinars, a drop of 186.8 million dinars or 14.7%.

Savings deposits

Compared to their level at the end of 2012, these deposits posted a slight increase of 51.5 million dinars (2.5%), coming to 2075.4 million dinars, the fifth highest performance in the network.

2. Borrowed resources

At the end of 2013, the outstanding balance of borrowed resources came to 519 million dinars, a drop of 43.8 million dinars (7.8%) from its December 2012 level. This compares to an increase of 91.8 million dinars (19.5%) posted for 2011.

This drop involved both special resources (-9.3 million dinars or -5.8%) and private bond issues the outstanding balance

of which fell from 354.9 million dinars to 320.4 million, following settlement of amounts due in principal, with particular reference to the following loans:

Private bond issue 2012/1 :	- 10.2 million dinars
Subordinated bond issue :	- 9.9 million dinars
2010 bond issue :	- 8.2 million dinars
2008/2 bond issues :	- 5.4 million dinars

3. Financial brokerage

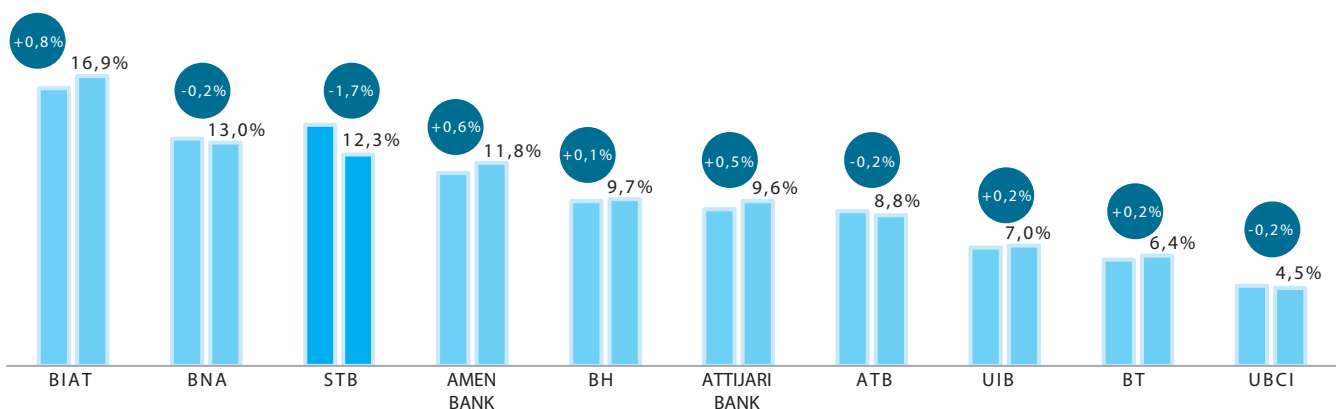
At the end of 2013, the outstanding balance of client investments came to 350.3 million dinars, a drop of 70.1 million dinars (16.7%). This drop involved sale of State securities to clients, especially bonds equivalent to Treasury bonds (BTA).

It should be specified that client investments are to a very large degree made up of bonds equivalent to Treasury bonds (BTA), accounting for 88%.

The volume of commercial paper remains at a very low 23 million dinars, corresponding to a 2.4% market share. The overall volume of commercial paper in the sector came to 956.2 million dinars in 2013.

Benchmarking for mobilising deposits

At the end of December 2013, STB continued to be in third place, with a market share of 12.3%. This was 1.7 percentage points less than in December 2012, compared to increases of 0.8% for BIAT and 0.5% for ATTIJARI BANK.



MTD	dec.-12	dec.-13	Variation
		MTD	in%
commercial paper	18,2	22,8	4,725,6%
short term treasury bonds	48,1	20,0	-28,1-58,4%
bonds equivalent to treasury bonds	354,1	307,5	-46,6-13,2%
client investments	420,4	350,3	-70,1-16,7%

Uses

1. Net Financing to Economy

In 2013 the bank continued its work to provide financing to the economy, posting growth of 553.8 million dinars (7.1%) in gross loans to the economy, mainly in claims on clients (+534.8 MD or 7,5%). This increase involved all types of claims but more specifically gross management loans (+15.1%) and loans to private individuals (+11.4%).

Nevertheless, given greater efforts to provide additional coverage, in application of the terms of the central bank of Tunisia's new circular the outstanding balance of provisions increased by 628.3 million dinars, bringing about a 178.8 million dinar drop in net financing to the economy (-2.9%) over the period under analysis.

	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MT	en %
Gross claims on clients	7 137.4	7 672.2	534.8	7.5%
Securities portfolio	675.3	689.6	14.3	2.1%
Treasury notes	18.2	22.8	4.7	25.6%
Gross financing to the economy	7 830.9	8 384.6	553.8	7.1%
Provisions	812.9	1 441.2	628.3	77.3%
Reserved agios	857.1	961.4	104.3	12.2%
Net financing to the economy	6 160.9	5 982.0	-178.9	-2.9%

Net claims on clients

At the end of 2013, the gross outstanding balance of loans to clients came to 7672.2 million dinars vs. 7137.4 million a year earlier.

Net of provisions and reserved agios, the outstanding balance of claims on clients came to 5469.1 million dinars vs. 5653.4 million a year earlier, a drop of 184.3 million dinars (-3.3%).

Claims on clients

	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MT	en %
Management loans	2 044.7	2 353.7	309.1	15.1%
Investment loans	3 448.9	3 504.3	55.3	1.6%
Loans to private parties	1 416.2	1 578.3	162.1	11.4%
Other loans	227.6	235.9	8.2	3.6%
Gross claims on clients	7 137.4	7 672.2	534.8	7.5%
Provisions	626.9	1 241.6	614.7	98.1%
Reserved agios	857.1	961.4	104.3	12.2%
Net claims on clients	5 653.4	5 469.1	-184.3	-3.3%

Securities portfolio

The gross outstanding balance of the bank's global securities portfolio posted an increase of 14.3 million dinars to 689.6 million dinars.

Net of provisions, the outstanding balance of the bank's securities portfolio came to 490.1 million dinars compared to 489.3 million at the end of 2012, an increase of 0.8 million dinars (0,2%).

Securities portfolio

	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MT	en %
Treasury bills held	209.5	215.5	5.9	2.8%
Commercial securities portfolio	209.5	215.5	5.9	2.8%
Investment securities	30.1	33.7	3.6	11.8%
Equity securities	202.7	206.5	3.8	1.9%
Shares in associated and co-companies	88.1	89.1	1.0	1.1%
Share in related companies	123.6	123.6	0.0	0.0%
Shares in retrocession	21.2	21.2	0.0	0.0%
Investment securities portfolio	465.7	474.1	8.4	1.8%
Gross securities portfolio	675.3	689.6	14.3	2.1%
Provisions	186.0	199.6	13.6	7.3%
Net securities portfolio	489.3	490.1	0.8	0.2%

Uses

3. Off balance sheet commitments

Off balance sheet commitments fell by 171.6 million dinars to 1477.0 million dinars, compared to 1648.6 million dinars a year earlier.

This situation was brought about by a drop in commitments in the form of confirmation of documentary credit (-112.5 million dinars), endorsements and deposits (-45.1 million dinars) and unused notified loans (-24.0 million dinars), attenuated by a 42.9 million dinar (13.4%) increase in opening of documentary credit.

MTD	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MTD	in%
commitments in favour of or as instructed by clients	1 027,4	1 000,9	-26,5	-2,6%
opening of documentary credit	321,1	364,0	42,9	13,4%
loans granted nbut not used	139,6	115,6	-24,0	-17,2%
deposits and guarantees	562,7	517,6	-45,1	-8,0%
shares that have not been paid up	4,0	3,6	-0,4	-8,9%
commitments in favour of or at the request of clients	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
non resident banks located abroad	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
confirmation of documentary credit	185,8	73,3	-112,5	-60,6%
other irrevocable guarantees	435,4	400,9	-34,5	-7,9%
overall off balance sheet commitments	1 648,6	1 477,0	-171,6	-10,4%

4. Financing approvals

At the end of December 2013, medium and long term financing approvals stood at 582.3 million dinars, compared to an outstanding balance of 546.1 million dinars, an increase of 36.2 million dinars (+6.6%).

in MTD	Approval		Commitments		Disbursements	
	MTD	in %	MTD	in %	MTD	in %
Industry	294,3	50,5%	65,2	32,5%	98,4	39,4%
Agriculture	12,1	2,1%	2,7	1,4%	9,1	3,6%
Tourism	42,5	7,3%	15,2	7,6%	19,0	7,6%
Real estate	67,1	11,5%	31,9	15,9%	50,8	20,3%
Services	166,3	28,6%	85,8	42,7%	72,5	29,0%
Overall financing of investment	582,3	100,0%	200,9	100,0%	249,8	100,0%

Quality of assets

1. Status of commitments

■ Global trends for claims

At the end of December 2013, the outstanding balance of loans (exclusive of shares and associated current accounts) reached a volume of 8259.6 million dinars, up from 7831.9 million at the end of 2012, an increase of 427.7 million dinars or 5.5%.

The rate of non performing loans was 28.7%, compared to 26.9% at the end of 2012.

The rate of coverage for non performing loans taking into account additional provisions thus reached 69.5% vs. 47.8% at the end of 2012, i.e. a level that is very near the regulatory requirement.

MTD	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MDT	en %
Cproductive claims	5 727,6	5 891,4	163,8	2,9%
umproductive claims	2 104,3	2 368,2	263,9	12,5%
overall claims	7 831,9	8 259,6	427,7	5,5%
rate of non performing claims	26,9%	28,7%		
rate of coverage(taking into account additional provisions)	47,8%	69,5%		
rate of coverage(taking into account net commitments of additional reserved agios)	34,3%	61,9%		

■ Trends and structure of non performing loans by sector of activity

The volume of non-loans rose by 263.9 million dinars (12.5%) to 2368.2 million dinars as at yearend 2013.

This increase involved primarily tourism (+112.7 million dinars) and to a lesser degree industry (88 million dinars) and services (46.7 million dinars).

2. Breakdown of commitments by category of loans

An analysis of the structure of non-performing loans by category of commitment shows the following.

✎ Non-performing loans involve to a very large degree loans that can be mobilised, with a share of 82.7% (1958.7 million dinars) vs. 82.3% (1732.2 million dinars) in 2012.

✎ Overdrafts remain the most at risk, with a 43% of non-performing debt (up from 41.9% in 2012), followed by loans that can be mobilised (31.7% vs. 29.9% at the end of 2012).

✎ Signature commitments posted a rate of non performing loans of just 5.4%, compared to 5.7% in 2012.

December 2013

	sound commit	umproduc commit	total gross commit	share of umprod commit
loans that can be mobilised	4 214,3	1 958,7	6 173,1	31,7%
overdrawn current accounts	449,9	339,3	789,1	43,0%
commitments / signature	1 227,2	70,2	1 297,5	5,4%
total commitments	5 891,4	2 368,2	8 259,6	28,7%

Prudential Ratios

1. Solvency ratio

Two measures taken by the central bank of Tunisia had a very important impact at the level of the bank's net equity and consequently deteriorated the level of the solvency ratio, i.e.:

deduction of shares held in banks and financial institutions worth 56.1 million dinars (central bank of Tunisia circular 2012/09) in the calculation of base net equity, and additional provisions due to application of central bank of Tunisia circular 2013/21.

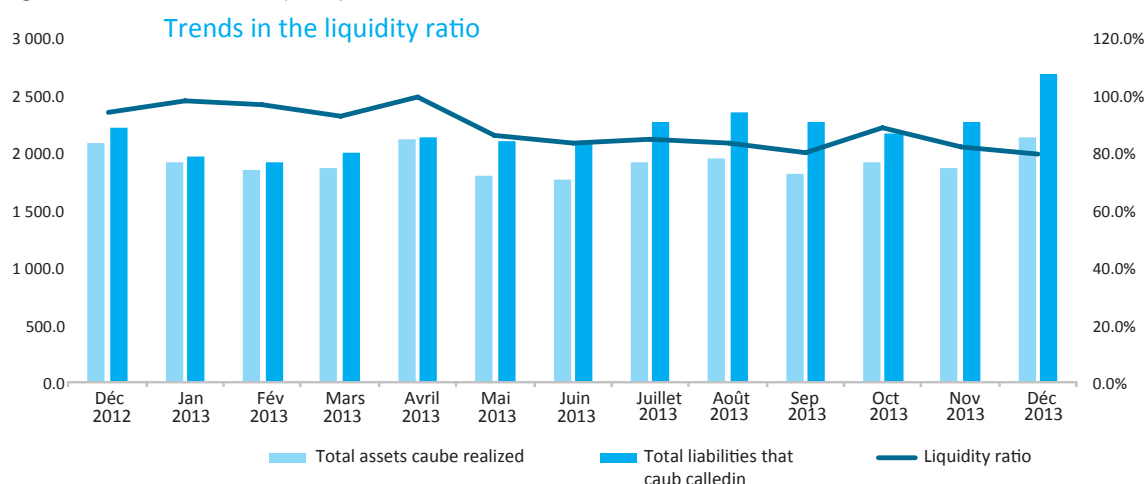
Thus the value of base net equity evolved from 249.9 million dinars in 2012 to -324.3 million dinars in 2013. The solvency ratio consequently reached a negative value equal to -6.21%, which is below the regulatory threshold.

MTD	december-12	december-13
Fnet equity base	249,8	-324,3
equity base	480,2	480,7
capital	124,3	124,3
reserves(including social fund)	358,8	359,3
treasury shares	-2,9	-2,9
results of the period		
(-)elements to be deducted	230,3	805,0
retained losses	225,5	633,4
loss results pending approval	4,7	115,5
holding in banks or financial institutions		56,1
other elements	0,1	0,1
supplementary equity	249,8	0,0
revaluation resrves	37,3	37,3
allotment fund	117,0	117,0
collective provisions	53,9	53,9
securities and loans	70,0	60,1
(-) excess SE%EB	28,405	268,4
Total net equity	499,7	-324,3
total incurred risk	5 827,9	5 221,3
Ratio TIER 1	4,29%	-6,21%
solvency ratio	8,57%	-6,21%

2. Liquidity ratio

The deficit in respecting the liquidity ratio further deepened as at the end of December 2013, amounting to 553 million dinars, compared to 136.6 million dinars a year earlier, due mainly to greater recourse to refinancing on the money and interbank market in order to correct the imbalance in cash flow caused by the gap between liquid assets and liabilities.

In effect, contingent liabilities grew at a significantly higher pace than assets that can be easily disposed of, causing ongoing deterioration of the liquidity ratio, which stood at 79.4% as of end December 2013.



Results

1. Net banking proceeds

As at end December 2013, net banking proceeds amounted to 247.2 million dinars, an increase of 21.6 million dinars (9.6%) compared to 2012. It is made up of the interest margin (62.8%), net commissions (22%) and other income (15.3%).

This trend was the result of several factors:

- ▶ an increase in proceeds from interest, especially on the commercial bills portfolio (+34.5 million dinars)
- ▶ an increase in income generated by public bills (+1.3 million dinars), following the increase in the average outstanding balance of Treasury bills that remained in the bank's portfolio
- ▶ An increase in income from the investment bills portfolio which in fact corresponds to an increase in the amount of dividends on the stock portfolio (+1.7 million dinars);

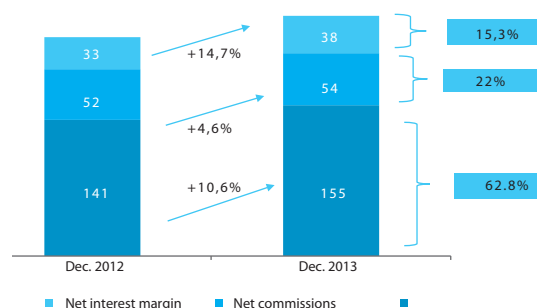
Components of GNP

The increase in net banking proceeds (21.6 million dinars or 9.6%) can be broken down as follows.

- ▶ Net interest margin: +14.3 MD (10.2%)
- ▶ Net commissions: +2.4 MD (4.6%)
- ▶ Gains on the commercial portfolio: +1.3 MD (14.3%)
- ▶ Gains on foreign exchange transactions: +1.9 MD (11.8%)
- ▶ Income from the investment securities portfolio: +1.7 MD (20.9%)

MTD	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MTD	en %
Interest and related income	311 381	351 735	40 354	13,0%
Incurring interest and related charges	(170 523)	(196 567)	(26 043)	15,3%
Minterest margin	140 857	155 168	14 311	10,2%
Commissions received	56 216	59 643	3 427	6,1%
Commissions paid	(4 297)	(5 325)	(1 028)	23,9%
Net commissions	51 919	54 318	2 399	4,6%
Gains on the commercial securities portfolio	9 071	10 367	1 295	14,3%
Gains on financial transactions	15 808	17 680	1 872	11,8%
Income from the investment securities portfolio	8 004	9 680	1 676	20,9%
Other products	32 883	37 727	4 844	14,7%
Net banking proceeds	225 659	247 213	21 553	9,6%

Components of GNP

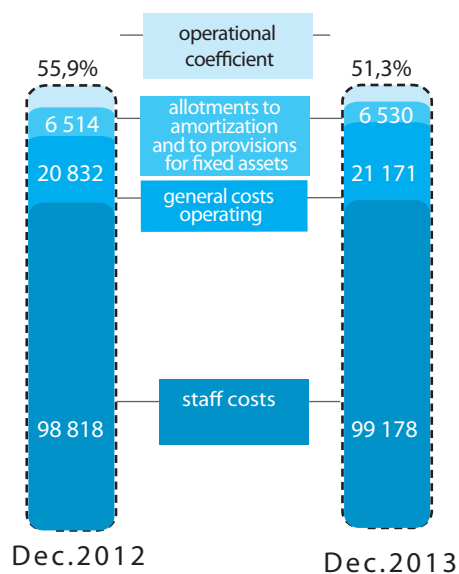


2. THE STOCK EXCHANGE AND STB STOCK

Higher GNP and keeping administrative costs down for an increase of just 0.6 million dinars had a positive impact on gross operating results, which rose by 21.8 million dinars to 125.1 million dinars as of the end of 2013.

MTD	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MTD	en %
Net banking proceeds	225 659	247 213	21 553	9,6%
Other operational proceeds	3 776	4 759	983	26%
Staff costs	(98 818)	(99 178)	(360)	0%
General operating costs	(20 822)	(21 182)	(360)	2%
Allotments to amortization and provisions of assets	(6 514)	(6 530)	(16)	0%
Gross operating results	103 283	125 083	21 800	21,1%

Costs for banking operations



International Activity

3. Net results

Net results, strongly affected by the cost of risk (239.6 million dinars at the end of December 2013), posted a deficit of 115.5 million dinars for the period under review.

MTD	dec.-12	dec.-13	Variation	
			MT	en %
Net banking proceeds	225 659	247 213	21 553	9,6%
Other operational proceeds	3 776	4 759	983	26%
Operating costs	(126 153)	(126 889)	(736)	0,6%
Gross operating results	103 283	125 083	21 800	21,1%
Allotments to provisions and result of correction of values on claims, off balance sheet and liabilities	(75 859)	(226 804)	(150 945)	199%
Allotments to provisions and result of correction of values on investment portfolio	(19 687)	(12 791)	6 896	(35%)
Balance proceeds/costs on other ordinary components	873	(3)	(877)	(100%)
Corporate tax	(13 316)	(937)	12 380	(93%)
Net results	(4 707)	(115 453)	(110 746)	2352,7%

THE STOCK EXCHANGE AND STB STOCK

DI in a sociopolitical context marked by troubling events after the unrest of 2012, the mood on the stock exchange was very much 'wait and see', leading to a drop of 26.17% in trading on the main board for a total of 1533.8 million dinars for 2013.

The TUNINDEX, which indicates stock exchange capitalisation, fell by 4.33%, from 4579.9 points in 2012 to 4381.3 points at the end of 2013. The TUNINDEX 20, came to 1737.55 points, a drop of 2.16% from its level in 2012.

Capitalisation of banking stocks represented 40% of stock exchange capitalisation in 2013, compared to 42% the year before. Yield came in at -3.2% vs. -5.9% in 2012.

STB stock capitalisation on the stock exchange amounted to 129.77 million dinars in 2013, with a price that varied between 5.150 and 8.950 dinars.

INTERNATIONAL ACTIVITY

Given the complex and adverse national and international situation, foreign banking operations were carried out as per a strategy suited to prevailing conditions, seeking to preserve the interests of the Bank with foreign correspondents and other international structures, while continuing to take action focusing on higher quality service, diversification of products, development of international business and increased market shares.

Transactions abroad

The volume of settlements by the bank with foreign parties came to 14,443.1 million dinars at the end of 2013, a drop of 4.1%, all of which was due to non commercial transfers, down from 9670 million dinars in 2012 to 8665.9 million dinar in 2013, a drop of 10.4%.

Foreign trade flows showed increases in both imports (0.5%) and exports (17.2%) from end 2012 to end 2013, for a 2013 total of 3249.8 million dinars in imports and 2527.4 million dinars in exports.

Settlements abroad 2012/2013

Settlements abroad	2012	2013	Absolute	Relative
Imports	3 232.7	3 249.8	17.1	0.5
Exports	2 156.8	2 527.4	370.6	17.2
Non commercial transfers	9 670.0	8 665.9	-1 004.1	-10.4
Total	15 059.5	14 443.1	-616.4	-4.1

Trading floor in foreign currency

Turnover on the cash foreign exchange market fell by 1.8% in 2013 to a total of 20,763.6 million dinars, compared to an increase of 20.8% a year earlier. This drop was due to both interbank turnover (-3.7% in 2013 vs. 18.3% in 2012) and client turnover (3.4% in 2013 vs. 27.8% in 2012).

Commercial Development

On the other hand, the result generated by this cash activity rose by 8.1% to 11,187,000 dinars at the end of 2013.

Similarly, forward foreign exchange was up by 18.6% from the 2012 figure, amounting to 1,064,200 dinars.

The money market in foreign currency evolved from 9,454,000 dinars in 2012 to 9,333,000 dinars in 2013, posting a drop of 1.3% for the second year in a row.

International relations

The directorate for international relations worked to promote the STB hallmark at the international level, to further consolidate its collaboration with foreign correspondents and to seek new business opportunities leading to the greatest possible volume of activities.

In the framework of marketing and monitoring of major undertakings, a number of visits and contacts were made with those in charge of representational offices of foreign correspondents in Tunisia, as well as mixed chambers of commerce of which the STB is a member.

Furthermore, STB established seven new contacts with correspondents in the following countries: Burkina Faso, Australia, Turkey, the Czech Republic, Saudi Arabia and Ireland.

It also signed four new agreements to retrocede commissions received by its foreign correspondents as well as partnership agreements and collaboration agreements.

As for development of international affairs, STB activity involved mainly marketing and domiciliation of 12 new companies oriented entirely toward export or foreign companies with markets in Tunisia that have opened accounts in convertible dinars and in foreign currency.

The bank has also been monitoring the major undertakings provided for in the economic development plan that are the object of international tenders, from launching of the calls for bids to award of the contracts.

STB also continued in 2013 to adhere to procedures pertaining to knowing one's clients, measures to combat money laundering, and financing of international terrorism.

COMMERCIAL DEVELOPMENT

In 2013 the Bank's commercial and marketing efforts focused on monitoring of the sale of monetary and telematics products, loans to private individuals, Money Gram operations and banknote exchange, as well as evaluation of network performance and identifying new client segments in different sectors and promising areas.

In the framework of its strategy to boost client loyalty, the Bank also undertook to revise its conditions for clients eligible for personal rates, signing loan agreements benefitting the staff of major institutional clients.

In the area of electronic banking activity, there were 151,692 cards in 2013, representing a slight decrease of 0.5%, in an environment of stagnating demand throughout the sector, offset by growth in cardholders on the local market.

As of 31 December 2013 STB had 170 ATMs, which handled 2,559,539 transactions worth 303,125,000 dinars. Activity at ATMs was down by 1.4% in terms of volume of business and by 7.4% in terms of number of transactions.

There were 920 transaction processing engines (TPEs) in 2013, generating turnover that increased by 5.2% between the end of 2012 and the end of 2013. Recession in handicrafts, car rental and travel agencies led to a reduction in the number of STB TPEs, which had stood at 972 at the end of 2012.

These results were achieved despite adverse economic and social conditions and tourism in decline, affecting activity levels at both ATMs and transaction processing engines (TPE) at the disposal of foreigners.

The Bank has also continued to boost its media presence by sponsoring a forum on the Tunisian financial system as it seeks to keep pace in this period of challenging transition to democracy and of opportunities for good governance. To this end, it participated in the international meeting on industrial partnership for innovation, while also subsidising a number of associations.

Human Resources

As for development of its network of bank branches, a number of activities took place in 2013, seeking to consolidate the Bank's business by opening a new branch (Sousse Ines), modernising three other branches (Ezzahra, Lac II and Mokhtar Attia) and arranging for the future opening of two further branches (Chenini Gabes and Beni Khedeche).

Also in the framework of its strategic orientations, the Bank offered training activities for its staff as well as restructuring of bank branches in 2013, with a view to boosting the profitability of the network.

MODERNISATION AT THE BANK

Concerning modernisation of its information system, the Bank achieved the following progress in 2013.

Establishing the core of the new information system (phase 3)

Start up of the initiative for electronic clearing in foreign currency

Bringing into production of signature commitments

These initiatives will help the Bank to have a reliable, accessible and secure information tool.

Infrastructure initiatives that will help keep operating costs down while supporting a secure information system and the use of new technologies.

Introduction of a unified video surveillance system at all STB locations

Design of a computer help site

Revamping of the communications network at the head office

HUMAN RESOURCES

In the framework of the full audit mission requested by the authorities, human resource management has been analysed and recommendations made, notably for the introduction of the HR levels identified in the study.

As for training, staff working in central services as well as throughout the network were able to take advantage of several inter-company training activities or of internal training in the form of internships, seminars or training leading to a diploma.

The Bank also took in interns from outside the Bank and from universities and professional centres, in the framework of its collaboration with these institutions.

STB continued in 2013 to develop staff benefits, in the areas of preventive medical services and social assistance as well as better wages and benefits for both current and retired staff.

There were 2127 STB employees in 2013, 52.7% of whom worked in the bank branch network.

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

BALANCE SHEET

STATEMENT OF OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS

STATEMENT OF RESULTS

CASH FLOW STATEMENT

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

BALANCE SHEET 31/12/13

in thousand dinars

ASSETS

	31-12-2013	31-12-2012
1-Cash and assets at the central bank of Tunisia, the postal checks centre and the tunisian general treasury	144 052	506 827
2- Claims on banking and financial institutions *	235 276	281 878
3- Claims on clients **	5 469 127	5 653 418
4- Commercial securities portfolio	215 475	209 547
5- Investment portfolio	274 583	279 729
6- Fixed assets	83 458	81 797
7- Other assets **	593 203	530 939
TOTAL ASSETS	7 015 174	7 544 135

LIABILITIES

1- Central bank of Tunisia and postal checks centre	544 286	181 625
2- Deposits and assets of banking and financial institutions	188 226	178 161
3- Client deposits and assets	5 175 396	5 517 309
4- Borrowings and special resources	519 003	562 830
5- Other liabilities	702 086	699 898
TOTAL LIABILITIES	7 128 997	7 139 823

EQUITY

1- Capital	124 300	124 300
2- State allotment	117 000	117 000
3- Reserves	359 295	358 756
4- Treasury shzres	-2 859	-2 859
5- Other equity	37 324	37 324
6- Results carried forward	-633 430	-225 502
7- Results for the year	-115 453	-4 707
TOTAL EQUITY	-113 823	404 312
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	7 015 174	7 544 135

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

STATEMENT OF OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS AS AT DECEMBER 2013

IN THOUSAND DINARS

	31-12-2013	31-12-2012
CONTINGENT LIABILITIES		
HB 1 Deposits, endorsements and other guarantees given Cautions, avals et autres garanties données	920 485	998 141
HB 2 Crédits documentaires	437 259	506 916
HB 3 Actifs donnés en garantie		
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 357 744	1 505 057
ENGAGEMENTS DONNES		
HB 4 Engagements de financements donnés	115 647	139 623
HB4-a Engagements de financements	115 647	139 623
HB4-b Engagements de remboursement de L'Etat	0	0
HB 5 Engagements sur titres	3 646	3 953
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	119 292	143 576
ENGAGEMENTS REÇUS		
HB 6 Engagements de financements reçus		
HB 7 Garanties reçues	1 506 074	1 567 685

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

STATEMENT OF RESULTS for the period 1 January 2013 to 31 December 2013

in thousand dinars

	31-12-2013	31-12-2012
PROCEEDS FROM BANKING OPERATIONS		
- Interest and related income	351 735	311 381
- Commissions	59 643	56 216
- Gains on the commercial securities portfolio and financial transactions	28 047	24 879
- Income from the investment securities portfolio	9 680	8 004
OVERALL PROCEEDS FROM BANKING OPERATIONS	449 105	400 480
COSTS FOR BANKING OPERATIONS		
- Accrued interest and related charges	-196 567	-170 523
- Commissions incurred	-5 325	-4 297
- Losses on the commercial securities portfolio and financial transactions	0	0
OVERALL COSTS FOR BANKING OPERATIONS	-201 892	-174 820
NET BANKING PROCEEDS	247 213	225 660
- Allotments to provisions and result of correction of values on claims, off balance sheet and liabilities	-226 804	-75 859
- Allotments to provisions and result of correction of values on the investment portfolio	-12 791	-19 687
- Other operational proceeds	4 759	3 776
- Staff costs	-99 178	-98 818
- General operating costs	-21 182	-20 822
- Allotments to amortization and to provisions for fixed assets	-6 530	-6 514
OPERATING RESULTS	-114 513	7 736
- Balance as gains/losses from other ordinary components	-3	873
- Corporate tax	-937	-13 316
RESULT OF ORDINARY ACTIVITIES	-115 453	-4 707
- Balance as gains/losses from extraordinary components	0	0
NET RESULTS FOR THE YEAR	-115 453	-4 707
IMPACT OF ACCOUNTING MODIFICATIONS (NET OF TAX)	-403 221	-119 612
RESULTS AFTER ACCOUNTING MODIFICATIONS	-518 674	-124 319

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

CASH FLOW STATEMENT for the period 1 january to 31 december 2013

in thousand dinars

OPERATIONAL ACTIVITIES

	31-12-2013	31-12-2012
Proceeds from banking operations that have been encashed	424 790	383 970
Cost for banking operations that have been disbursed	-208 872	-187 539
Deposits/withdrawals at other banking and financial institutions	8 487	1 366
Loans and advances/reimbursement of loans and advances made to clients	-420 806	-213 511
Deposits/withdrawal of client deposits	-335 328	288 536
Acquisitions/sales of investment securities	-19 613	-68 062
Sums paid to staff and miscellaneous creditors	-100 815	-85 940
Other cash flows from operational activities	-82 376	83 125
Corporate tax that has been paid	-983	-14 729
Net treasury flows affecting operational activities	-735 515	187 216

INVESTMENT ACTIVITIES

Interest and dividends from the investment portfolio that has been encashed	9 288	7 870
Acquisitions/sales on the investment portfolio	-7 556	4 168
Acquisitions/sales of fixed assets	-8 190	-8 475
Net treasury flow assigned to investment activities	-6 458	3 563

FINANCING ACTIVITIES

Stock issues	0	0
Issue/reimbursement of loans and special resources	-42 722	92 902
Dividends paid	-1	-5
Net treasury flows assigned to financing activities	-42 723	92 897
Net variation of liquidity and quasi liquidity throughout the year	-784 695	283 676
Liquidity and quasi liquidity at the beginning of the year	473 340	189 664
Liquidity and quasi liquidity at the end of the year	-311 355	473 340

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

1. REFERENTIAL FOR DRAWING UP FINANCIAL STATEMENTS

STB's financial statements as at 31 December 2013 were drawn up in line with accounting principles generally applied in Tunisia, notably accounting norms 21, 22, 24 and 25 pertaining to banking institutions.

2. BASIS FOR MEASUREMENT AND PERTINENT ACCOUNTING PRINCIPLES

STB's financial statements are drawn up on the basis of measuring the components of patrimony at its historic cost. The most significant accounting principles can be summarised as follows.

2.1. Accounting for commitments and related income

2.1.1 Accounting for off balance sheet commitments

Financing commitments relating to medium and long term loans, documentary credit and guarantees in the form of endorsements and deposits are entered on the off balance sheet as funds are released, at their face value

2.1.2 Accounting for loans to clients

Loans net of discount are entered on the balance sheet at their face value minus any interest paid in advance and not yet accrued. Disbursed loans and overdrawn current accounts are entered after deducting interest and reserved agios, proceeds collected or accounted for in advance, and related provisions.

2.1.3 Accounting for income on loans to clients

Interest, related proceeds and commissions are taken into account in results for the year ending 31 December 2013 for the amounts pertaining to that year. Interest on short term loans is received in advance and accounted for on adjustment accounts

when these loans are released, becoming the object of subscription at the end of the month for the portion accrued. Unpaid interest on doubtful long and medium term loans (classes B2, B3 and B4), as defined in central bank of Tunisia circular n° 91-24, is entered as reserved interest and presented as a deduction from «claims on clients». Such interest is taken into account in results when it is actually paid. Interest accrued but not yet paid on loans rated as current assets (class A) or as assets requiring close monitoring (class B1) as defined in central bank of Tunisia circular n° 91-24 the effective encashment of which is reasonably sure is entered under results as it accrues, except for interest on loans falling under the terms of central bank of Tunisia circular n° 2011-04. Reserving of proceeds on overdrawn current accounts is done on the basis of the criteria for freezing an account. Only agios on frozen accounts are reserved. An account is considered frozen if the sum of its net credit entries is lower than the debit agios generated by the account. Agios on disputed claims in closed overdrawn current accounts are not entered into accounting.

2.1.4 Accounting for late interest

Late interest is entered by STB at the time of settlement by the client or at the time loan consolidation is carried out for a given client. However, following introduction in 2007 of the new software application « IMX » to deal with disputed matters, a portion of late interest has been calculated, reserved and accounted for, in the amount 437,423,000 dinars

2.1.5 Provisions for commitments

i. Individual provisions

The provisions required to cover clients' commitments have been determined in line with the prudential norms of division, of coverage of risk, and of monitoring of commitments, as per central bank of Tunisia circular n° 91- 24, as modified by circulars n° 93-23 and n° 99-04, which define the degree of risk and minimum rates of provisioning as follows:

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

• A :	current assets	0%
• B1 :	assets that require particular monitoring	0%
• B2 :	uncertain assets	20%
• B3 :	worrisome assets	50%
• B4 :	compromised assets	100%

The rate of provisioning by category of risk is applied to the uncovered net risk, i.e. the amount of the commitment less reserved agios and the value of guarantees obtained in the form of financial assets, mortgaged real estate, State guarantees as well as bank guarantees and insurance. Provisions for loans and overdrawn accounts are entered as a deduction on the relevant line. Provisions for off balance sheet commitments are entered under « other liability lines».

ii. Collective provisions

In application of (new) article 10 bis of circular 91-24 of 17 December 1991, as modified by subsequent texts, notably circular 2012-20 of 6 December 2012, STB has constituted provisions of a general nature, called « collective provisions », meant to cover latent risk on current commitments (class 0) and those requiring particular monitoring (class 1) as specified in article 8 of central bank of Tunisia circular n° 91-24. To determine the amount of this provision, the bank has adopted the referential methodology annexed to circular n° 91-24, which provides for the following stages.

- Regrouping of commitments rated 0 and 1 into standardized groups by sector of activity

- Calculation of average rates of migration for each group, corresponding to additional group risks for year 'N' compared to commitments 0 and 1 of the same group for the year 'N-1', this calculation having been made by eliminating commitments with a specific risk factor, namely those of the Ben Ali clan and public enterprises

- Determination of the scaling factor by group of claims reflecting greater risk, noting that calculation of the scaling factor was done in order to take into account the commitments of the Ben Ali clan and those of public enterprises, since they too have been affected by the exceptional

conditions that occurred in 2011

- Estimation of rates of provision to be applied by group of claims and determination of the amount of the collective provision, by multiplying the amount of commitments rated 0 and 1 by these three parameters

iii. Additional provisions

In application of circular to banks n° 2013-21 of 31 December 2013 pertaining to divisions, coverage of risk and monitoring of commitments, STB has constituted additional provisions for category 4 assets that have existed for three years or more, meant to cover net risk in line with the minimum percentages that follow.

- 40% for assets that have been in category 4 for a period of between three and five years

- 70% for assets that have been in category 4 for a period of between six and seven years

- 100% for assets that have been in category 4 for eight years or more

Net risk is the value of the asset after deduction of:

- reserved agios

- guarantees by the State, insurance structures and loan institutions

- guarantees in the form of deposits or financial assets that could be liquidated without detriment to their value

- Provisions constituted in line with the terms of article 10 of circular to loan institutions n° 91-24

In application of this circular, additional provisions for assets that had been in category 4 for three years or more as at end 2012 have been charged to STB's opening equity for 2013.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

2.2. Accounting for the securities portfolio and related income

The securities portfolio held by the Bank is divided into two categories: the investment portfolio and the commercial securities portfolio.

2.2.1 The investment portfolio and related income

Are found in the investment portfolio:

- Securities representing shares of capital in companies, the ongoing possession of which is considered to be useful for the Bank's activities (i.e. long term holdings) : equity securities, shares in associated companies, and shares in related companies
- Fixed income securities acquired by the Bank with the intention of holding them until they fall due : investment securities, notably bond issues
- Securities representing financing shares that are subject to a retrocession agreement, but which have not yet been definitively transferred
- Funds managed by capital risk funds

Below is a summary of accounting rules for transactions involving these categories of securities.

i. Equity securities of a durable nature

These securities are entered on the balance sheet at the cost of acquisition exclusive of costs and charges. Shares that have been subscribed to but not yet paid for are entered under off balance sheet commitments at their value when issued. Transactions to buy or sell equity securities are entered either at the date of transfer of ownership of these securities or the date on which the transaction is registered at the Tunis Stock Exchange. Gains from sale of these securities are entered on «Allotments to provisions and result of correction of values on the investment portfolio». Dividends on securities held by the Bank are entered in results as soon as distribution has been officially approved.

ii. Investment securities

Income from fixed income securities (bonds) are entered under proceeds spread out over the relevant period.

iii. Securities representing financing shares

Financing shares are considered to be an extension of core financing activity. Gains from the sale of such shares are treated as interest and they are thus part of proceeds from banking operations. They are entered under proceeds just once, at the time the shares are sold, entered under «income from the investment portfolio». Dividends from securities held by the Bank are entered under results as soon as their distribution is officially approved. Unpaid capitalized interest (converted into capital shares) is transferred from claims accounts to share accounts. Related reserved agios are transferred to provisions for shares.

iv. Provisions for shares

Equity securities are assessed at their value in use on the date accounts are closed, leading to constitution of provisions to cover any possible losses of a lasting nature. This value takes into account:

- the stock exchange value of shares for the listed stocks
- the mathematical value calculated using the last available balance sheet for holdings in undertakings other than hotels
- the mathematical value calculated using the last available balance sheet corrected to take into account gains from fixed assets for holdings in hotel initiatives

Holdings in funds managed by capital risk funds that are carried out in the framework of retrocession agreements are evaluated at their value in use, taking into account prospects for collection. Thus there is provisioning for shares with a retrocession schedule that have remained unpaid, the value of use being insufficient to cover the cost of acquisition of the securities.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

2.2.2 Commercial securities portfolio and related income

The Bank's commercial securities portfolio is divided into two categories:

- Transaction securities: easily liquidated securities, held for no more than three months (short term Treasury bonds)
- Investment securities: securities acquired with the intention of holding on to them for no more than one year

Income related to these securities is taken into account under results spread out over the relevant period. The premium on investment securities (i.e. the difference between the price of acquisition and the value of reimbursement) is spread out over the residual duration of the securities.

2.3. Accounting for client deposits and related charges

Interest charges on client deposits and assets are entered by category of deposit in the following manner. The interest on current accounts are positioned on client accounts and entered into accounting on a quarterly basis. The dates of value used to calculate interest on clients' current accounts vary according to the nature of clients' transactions to withdraw or deposit money, in line with circular n° 91-22. Interest on forward accounts is positioned on client accounts as it falls due and it is the object of subscription on each closing date.

2.4. Accounting for resources and related charges

Loans contracted by the Bank are entered on the balance sheet as drawings are made. Interest on loans is accounted for as charges as it accrues. External loans contracted by the Bank and covered by Tunis Re for any related loss on exchange are entered on the financial statements in Tunisian dinars converted on the basis of historic cost. Borrowings in foreign currency for which STB runs a risk on foreign currency exchange are revalued on the date of closing at the rates in effect on that date. Latent losses on exchange are entered under results.

2.5. Accounting for transactions labelled in foreign currencies and for results of exchange

Transactions involving banknote exchange are entered into accounting at the rate in effect on the day of the transaction. The result of exchange in this case represents the difference between buying and selling price on the relevant day. Balance sheet lines labelled in foreign currency, including foreign exchange positions, are revalued at the price set on the date of closing. The difference is entered on the balance sheet line «38.391 Difference on conversion».

2.6. Fixed assets and depreciation

Fixed assets are entered into accounting at their cost of acquisition, taking into account the percentage of VAT recovery the previous year. Depreciation of fixed assets is carried out in a linear manner and the depreciation rate applied by the Bank can be broken down as follows.

-Buildings	2%
-Means of transport	20%
-Furniture and office material	10 %
	15%
	20% (*)
-Security, communications and air conditioning material	10%
-Computer equipment	15%
	33% (*)
-Computer software	33%
-Facilities, fixtures & fittings	10%

(*) T(*) Rate applied for acquisitions dating from 1 January 2008

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

However, as an exception to the accounting principle of historic cost, in 2000 the Bank revalued land and buildings, which led to a 37,324,000,000 dinar increase in net worth, entered under the heading « other equity ».

2.7 Provisions for indemnities for departure on retirement and other post-employment benefits

A provision for employee benefits is entered into accounting to meet commitments corresponding to the current value of emoluments due to staff relating to the usual benefits (six months of salary) when retiring. This is the result of a calculation made using the retrospective method of projected loan units. International Accounting Standard 19 pertaining to staff benefits, which has no equivalent in Tunisia, takes into account the risk of mortality, projected trends in wages, staff rotation and a financial actuarial rate. Additional provision is also entered into accounting to cover the Bank's commitments to retired staff for post-employment insurance, using the same accounting method and based on estimated life expectancy for beneficiaries and the annual costs arising from this insurance contract.

3. ACCOUNTING CHANGES

Central bank of Tunisia circular n° 2013-21 of 31 December 2013 introduced a new requirement for loan institutions to build up additional provisions for assets that have been in class 4 for three or more years, in order to cover net risk. In application of this circular, the additional provisions for assets that had been in class 4 for three or more years as at end 2012 are to be charged to other loan institutions 2013 opening equity. In line with the terms of accounting standard 11 pertaining to accounting modifications, this new requirement was processed as a change of accounting method, the effect of which on prior years was charged to

2013 opening. Thus accounting corrections, entered by means of accounting modifications affecting the carried forward results led to:

Object of the adjustment	Amount in thousand dinars
A1. Adjustment of provisions for claims on clients	-390 290
2. 2.Adjustment of provisions for accounts associated current	-12 931
Total	-403 221

Nonetheless, given the difficulties of reprocessing the accounts of past years, data for 2012 was not reprocessed in proforma for purposes of comparison.

4. EXPLANATORY NOTES ON FINANCIAL STATEMENT LINES

Note 4.1 – Cash and assets at the central bank of Tunisia (BCT), the postal checks centre (CCP) and the Tunisian general treasury (TGT)

The balance of this line came to 144,052,000 Tunisian dinars as at 31 December 2013, compared to 506,827,000 Tunisian dinars, broken down as follows:

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Cash	38 484	85 995
Central bank of Tunisia (BCT)	104 325	163 873
Postal checks centre (CCP)	1 239	932
Tunisian general treasury (TGT) and recovery of liquidity	4	256 027
Total	144 052	506 827

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

- Central bank of Tunisia accounts in foreign currency show outstanding amounts being cleared. These outstanding items are listed by foreign currency and by the amount of time they have been outstanding in the following table

OUTSTANDING FOR	DEBIT BCT	DEBIT STB	CREDIT BCT	CREDIT STB
less than three months	876 950 147	45 537 132	855 135 587	44 428 196
more than three months	2 572 415	2 411 881	2 159 841	1 743 338
more than six months	3 507 559	6 513 729	9 453 305	1 440 978
more than one year	54 494 131	41 380 750	37 487 774	51 597 002
TOTAL	937 524 252	95 843 491	904 236 506	99 209 514

- Central bank of Tunisia accounts in foreign currency show outstanding amounts being cleared. These outstanding items are listed by foreign currency and by the amount of time they have been outstanding in the following table.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

CURRENCY	AMOUNT OF TIME OUTSTANDING	LC	LD	NC	ND	LC & NC BCT	LD & ND BCT	RATE	LC & NC BCT IN TD	LD & ND BCT IN TD
AED	less than three months	20 040	0	21 350	52 950	41 390	52 950	0.4464	18 478	23 638
	more than three months					0	0	0.4464	0	0
	more than six months					0	0	0.4464	0	0
	more than one year	0	191	0	0	0	191	0.4464	0	85
			20 040	191	21 350	52 950	41 390	53 141		18 478
CAD	less than three months	0	0	55 580	68 990	55 580	68 990	1.5410	85 649	106 314
	more than three months	0	0	0	0	0	0	1.5410	0	0
	more than six months	0	0	0	3 960	0	3 960	1.5410	0	6 102
	more than one year	1 354	10	5 676	15 460	7 030	15 470	1.5410	10 833	23 839
			1 354	10	61 256	88 410	62 610	88 420		96 482
CHF	less than three months	0	150	46 860	570	46 860	720	1.8404	86 242	1 325
	more than three months					0	0	1.8404	0	0
	more than six months					0	0	1.8404	0	0
	more than one year	117	25	2 797	600	2 914	625	1.8404	5 363	1 149
			117	175	49 657	1 170	49 774	1 345		91 604
DKK	less than three months	0	100	0	0	0	100	0.3027	0	30
	more than three months					0	0	0.3027	0	0
	more than six months					0	0	0.3027	0	0
	more than one year	0	1	0	0	0	1	0.3027	0	0
			0	101	0	0	0	101		0
DZD	less than three months					0	0	0.0209	0	0
	more than three months					0	0	0.0209	0	0
	more than six months					0	0	0.0209	0	0
	more than one year	0	0	0	440 720	0	440 720	0.0209	0	9 220
			0	0	0	440 720	0	440 720		0

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

CURRENCY	AMOUNT OF TIME OUTSTANDING	LC	LD	NC	ND	LC & NC BCT	LD & ND BCT	RATE	LC & NC BCT IN TD	LD & ND BCT IN TD
EURO	less than three months	1 611 049	1 988 963	3 757 946	10 840 269	5 368 995	12 829 231	2.2663	12 167 753	29 074 887
	more than three months	23 969	25 299	23 988	17 901	47 957	43 200	2.2663	108 685	97 905
	more than six months	69 810	58 167	95 922	62 543	165 731	120 710	2.2663	375 597	273 564
	more than one year	88 894 891	104 153 229	36 150 070	14 536 834	125 044 961	118 690 063	2.2663	283 389 396	268 987 290
		90 599 719	106 225 658	40 027 926	25 457 547	130 627 645	131 683 205		296 041 432	298 433 646
GBP	less than three months	17	96 881	18	11 300	35	108 181	2.7107	95	293 247
	more than three months	300	0	29	3 991	329	3 991	2.7107	892	10 818
	more than six months	0	0	11 170	0	11 170	0	2.7107	30 279	0
	more than one year	33 544	90 052	76 249	40 987	109 793	131 039	2.7107	297 615	355 207
		33 862	186 934	87 466	56 278	121 327	243 211		328 881	659 273
JPY	less than three months	0	0	110 000 000	699 540 728	110 000 000	699 540 728	0.0156	1 718 684	10 929 904
	more than three months					0	0	0.0156	0	0
	more than six months					0	0	0.0156	0	0
	more than one year	2 574 423	0	0	0	2 574 423	0	0.0156	40 224	0
		2 574 423	0	110 000 000	699 540 728	112 574 423	699 540 728		1 758 908	10 929 904
KWD	less than three months					0	0	5.8063	0	0
	more than three months					0	0	5.8063	0	0
	more than six months					0	0	5.8063	0	0
	more than one year	0	0	0	0	0	0	5.8063	0	0
		0	0	0	0	0	0		0	0
LYD	less than three months					0	0	1.3288	0	0
	more than three months					0	0	1.3288	0	0
	more than six months					0	0	1.3288	0	0
	more than one year	0	0	0	0	0	0	1.3288	0	0
		0	0	0	0	0	0		0	0

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

CURRENCY	AMOUNT OF TIME OUTSTANDING	LC	LD	NC	ND	LC & NC BCT	LD & ND BCT	RATE	LC & NC BCT IN TD	LD & ND BCT IN TD
MAD	less than three months					0	0	0.2010	0	0
	more than three months					0	0	0.2010	0	0
	more than six months					0	0	0.2010	0	0
	more than one year	0	0	612	0	612	0	0.2010	123	0
		0	0	612	0	612	0		123	0
NOK	less than three months	0	0	0	200	0	200	0.2698	0	54
	more than three months					0	0	0.2698	0	0
	more than six months					0	0	0.2698	0	0
	more than one year	0	142 300	97	225	97	142 725	0.2698	26	38 504
		0	142 300	97	425	97	142 725		26	38 558
QAR	Less than three months	0	0	19 556	0	19 556	0	0.4503	8 806	0
	more than three months					0	0	0.4503	0	0
	more than six months					0	0	0.4503	0	0
	more than one year	0	0	0	0	0	0	0.4503	0	0
		0	0	19 556	0	19 556	0		8 806	0
SAR	Less than three months	3 500				3 500	0	0.4372	1 530	0
	more than three months					0	0	0.4372	0	0
	more than six months					0	0	0.4372	0	0
	more than one year	0	0	0	0	0	0	0.4372	0	0
		3 500	0	0	0	3 500	0		1 530	0
SEK	Less than three months	422	55 000	35 000	590	35 422	55 590	0.2547	9 021	14 158
	more than three months					0	0	0.2547	0	0
	more than six months					0	0	0.2547	0	0
	more than one year	0	0	45 474	360	45 474	360	0.2547	11 581	92
		422	55 000	80 474	950	80 897	55 950		20 603	14 249
USD	Less than three months	4 620 679	4 843 970	5 063 504	1 948 710	9 684 183	6 792 679	1.6467	15 946 944	11 185 505
	more than three months	157 127	113	0	150	157 127	263	1.6467	258 741	433
	more than six months	4 657	20 119	52 155	11 473	56 812	31 593	1.6467	93 552	52 023
	more than one year	41 313 286	48 630 740	26 780 160	40 810 368	68 093 446	89 441 108	1.6467	112 129 477	147 282 672
		46 095 749	53 494 942	31 895 819	42 770 701	77 991 568	96 265 643		128 428 714	158 520 634

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.2 – Claims on banking and financial institutions

The balance on this line came to 235,276,000 Tunisian dinars as at 31 December 2013, compared to 281,878,000 Tunisian dinars as at 31 December 2012, broken down as follows.

in thousand dinars

Description	31/12/2013	31/12/2012
Claims on banking institutions	223 119	269 656
- Resident bank current accounts	2	2
- Non resident bank current accounts	41 849	8 338
- Loans on the money market in dinars	70 000	105 000
- Loans on the money market in foreign currency	107 355	151 156
- Interest to be paid on loans	10	1439
- Related claims	3 903	3 721
Financial institutions	12 157	12 222
- Medium and long term loans	12 105	11 776
- Related claims (leasing company)	52	446
Total	235 276	281 878

- Debit correspondent accounts are entered net of credit correspondent accounts by foreign currency

- Correspondent accounts show outstanding charges in the process of being cleared, with the following table showing outstanding charges by foreign currency and by the length of time they have been outstanding.

OUTSTANDING FOR	CURRENCY	CORRES DEBIT	CORRES CREDIT	STB DEBIT	STB CREDIT	STB DEBIT +CORRESP DEBIT IN FC	CREDIT STB +CREDIT CORRES DEV	RATE	STB DEBIT +CORRES DEBIT TD	STB CREDIT +CORRES CREDIT TD
3 MONTHS 6 MONTHS	DZD	731	0	0	0	731	0	0.0209	15	0
3 MONTHS 6 MONTHS	EUR	100 679	76 904	197 646	128 789	298 324	205 693	2.2663	676 093	466 163
3 MONTHS 6 MONTHS	GBP	23	94	0	8	23	102	2.7107	62	276
3 MONTHS 6 MONTHS	JPY	4 000	0	0	0	4 000	0	0.0156	62	0
3 MONTHS 6 MONTHS	KWD	0	0	0	0	0	0	5.8063	0	0
3 MONTHS 6 MONTHS	LYD	0	0	0	0	0	0	1.3288	0	0
3 MONTHS 6 MONTHS	NOK	0	400	0	0	0	400	0.2698	0	108
3 MONTHS 6 MONTHS	SAR	95	0	0	0	95	0	0.4372	42	0
3 MONTHS 6 MONTHS	SEK	1 110	0	1 000	0	2 110	0	0.2547	537	0
									676 812	466 547
6 MONTHS 12 MONTHS	DZD	1 463	0	0	1 173	1 463	1 173	0.0209	31	25
6 MONTHS 12 MONTHS	EUR	331 512	152 078	104 037	63 534	435 549	215 612	2.2663	987 085	488 642
6 MONTHS 12 MONTHS	GBP	9 324	198	5 128	5 873	14 451	6 071	2.7107	39 173	16 457
6 MONTHS 12 MONTHS	JPY	0	0	9 000	35 022	9 000	35 022	0.0156	141	547
6 MONTHS 12 MONTHS	KWD	0	0	0	0	0	0	5.8063	0	0
6 MONTHS 12 MONTHS	LYD					0	0	1.3288	0	0
6 MONTHS 12 MONTHS	NOK					0	0	0.2698	0	0
6 MONTHS 12 MONTHS	SAR	14 020	0	10	60	14 030	60	0.4372	6 134	26
6 MONTHS 12 MONTHS	SEK	3 170	1 100	0	0	3 170	1 100	0.2547	807	280
									1 033 371	505 977
12 MONTHS	DZD	283 972	12 299 875	4 200	2 605 290	288 172	14 905 164	0.0209	6 029	311 816
12 MONTHS	EUR	31 547 013	49 914 347	90 138 199	67 467 326	121 685 211	117 381 672	2.2663	275 775 194	266 022 084
12 MONTHS	GBP	263 620	1 255 731	1 335 570	391 068	1 599 190	1 646 799	2.7107	4 334 925	4 463 979
12 MONTHS	JPY	2 198 150	24 450	1 007 373	62 870	3 205 523	87 320	0.0156	50 084	1 364
12 MONTHS	KWD	13	0	0	3 017	13	3 017	5.8063	78	17 516
12 MONTHS	LYD	350 021	437 176	839 111	675 138	1 189 131	1 112 315	1.3288	1 580 118	1 478 044
12 MONTHS	NOK	0	780	20 044	1 883	20 044	2 663	0.2698	5 407	719
12 MONTHS	SAR	1 085	430	10 516	10 077	11 601	10 507	0.4372	5 072	4 594
12 MONTHS	SEK	394 800	404 387	22 284	1 660	417 084	406 047	0.2547	106 223	103 412
									281 863 130	272 403 527

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

The application for managing loans in foreign currency does not allow for tracking all transactions carried out by the Bank.

Note 4.3 – Claims on clients

Trends in net commitments between 2012 and 2013 are shown in the table below.

in thousand TD

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
- Overdrawn current accounts	782 856	703 925
- Loans from special resources	260 806	261 353
- Claims assumed by the State	66 294	52 432
- Subsidies assumed by the State	19 817	25 659*
- Associated current accounts	202 921	209 900
- Other loans to clients	6 303 812	5 848 926*
- Claims to be abandoned	3 562	3 562
- Related claims	41640	39 412*
Gross total	7 681 708	7 136 464*
Provisions	1 241 644	626 918
- Provisions for current accounts	216 372	147 607
- Provisions for special resources	142 418	54 371
- Provisions for other loans to clients	769 116	341 546
- Provisions for associated current accounts	59 355	29 012
- Provisions for claims to be abandoned	455	455
- Collective provisions	53 928	53 928
- Reserved agios	961 427	857 098*
- Reserved agios on current accounts	55 833	45 680
- Reserved agios on other loans to clients	760 257	665 058
- Reserved agios on associated current accounts	37 061	37 219
- Reserved agios on special resources	97 329	97 329
- Reserved agios on claims to be abandoned	3 107	3 107
- Reserved agios on related claims	7 840	8 705*
- Proceeds paid in advance	9 511	7 735
Net Total	5 469 126	5 653 418

(*) Data reprocessed for the needs of comparison

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

The structure of the net outstanding balance of claims on clients as at 31 December 2013 is as follows.

En mDT

Description	Gross outstanding balance	Related claims	Individual provisions	Additional provisions	Reserved agios	Proceeds paid in advance	Net outstanding balance
Overdrawn current accounts	782 856	0	-176820	-39552	-55 833		510 650
Special resource accounts	260 806	516	-54 006	-88 412	-97 329		21 575
Associated current accounts	202 921		-45 485	-13 869	-37 061		106 505
Other loans to clients	6 389 924	41 124	-437 051	-332065	-768 097	-9 511	4884 324
Claims to be abandoned	3 562		-455		-3 107		0
Total	7 640 069	41 640	-713 818	-473 898	-961 427	-9 511	5 523 055
Collective provisions							-53 928
Net outstanding balance							5 469 126

The Bank's information system does not allow for tracking, cross-checking or checking of the balances of lines relating to loans to clients (« proceeds paid in advance ») pertaining to loans to clients. Adjustments are however carried out to estimate these balances at year-end on the basis of the extra-accounting situation of the portfolio.

Reserved agios

Reserved agios accounts as at 31 December 2013 appear as follows

in thousand TD

Libellé	31/12/2013	31/12/2012
Reserved agios on current accounts	55 833	45 680
Reserved agios on endorsements and deposits	7 451	6 969
Reserved agios on ordinary medium term loan interest	137 086	109 806
Reserved agios on consolidated medium term loans	174 566	172 364
Reserved agios on loans guaranteed by the State	3 731	4 009
Reserved agios on special resources	97 329	97 329
Reserved agios on associated current accounts	37 061	37 219
Reserved late interest on disputed claims	437 423	371 910
Reserved agios on claims to be abandoned	3 107	3 107
Reserved agios on related claims	7 840	8 705
Subtotal	961 427	857 098
Reserved agios on claims assumed by the State	9 253	10 094
Total	970 680	867 192

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Following introduction in 2007 of the new « IMX » software for disputed matters, a portion of late interest was calculated and entered into accounting in the amount of 437,423,000 dinars.

This late reserved interest on disputed claims concerned only a portion of disputed claims managed by a new application for disputed matters that are automatically calculated and entered in accounting by this system. Reserved agios on associated current accounts are entered into accounting at the level of the reserved agios account on associated current accounts and in part at the level of reserved agios accounts on other commitments. Provision accounts posted the following movements in 2013.

in thousand TD

Description	Amount
BALANCE AS AT 31 DECEMBER 2012	964 715
ACCOUNTING MODIFICATIONS PERTAINING TO PROVISION ACCOUNTS FOR COMMITMENTS	390 290
ACCOUNTING MODIFICATIONS PERTAINING TO CURRENT ASSOCIATED PROVISION ACCOUNTS	12 931
ALLOTMENTS TO PROVISIONS FOR COMMITMENTS	169 580
ALLOTMENTS FOR ADDITIONAL PROVISIONS FOR COMMITMENTS	90 989
ALLOTMENTS TO PROVISIONS FOR SECURITIES	15 630
ALLOTMENTS TO PROVISIONS FOR RISK AND CHARGES	15 642
RECOVERY OF PROVISIONS FOR COMMITMENTS	-24 998
RECOVERY OF ADDITIONAL PROVISIONS FOR COMMITMENTS	-7 477
RECOVERY OF PROVISIONS FOR SECURITIES	-2 074
RECOVERY OF PROVISIONS FOR RISK AND CHARGES	-17 769
BALANCE AS AT 31 December 2013	1 607 459

Note 4.3.1 – Guarantees

Guarantees retained by the Bank to determine provisions for commitments are in certain cases entered despite the absence of an inventory of justifying legal documents, such as certificates of ownership or attestations from the tourism land agency (AFT) or the industrial land agency (AFI).

Note 4.3.2 – Additional provisions

In application of the terms of central bank of Tunisia circular n° 2013-21 of 30 December 2013, STB constituted (by deduction from 2013 results) net additional provisions for commitments that were in category 4 for three or more years, in the amount of 83,513,000 TD. Additional provisions in the amount of 403,221,000 TD at the end of 2012 were charged to 2013 opening equity. Thus the year ending 31 December 2013 showed a balance for additional provisions of 486,734,000 TD.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.3.3 – Collective provisions

In application of article 10 bis (new) of circular n° 91-24 of 17 December 1991 as modified by subsequent texts, notably circular n° 2012-20 of 6 December 2012, STB constituted provisions of a general character called « collective provisions » in order to cover latent risk on current commitments (class 0) and those requiring particular monitoring (class 1) as defined in article 8 of central bank of Tunisia circular n° 91-24. The collective provision, determined in line with the referential methodology annexed to circular n° 91-24 was estimated at the end of 2013 at 46,057,000,000 dinars. But STB opted to maintain the collective provision entered in 2011, 53,928,000,000 dinars, which can be broken down as follows.

Activity	Classes 0&1	Average MIG rate	Scaling factor	Corrected rate of provisioning	Collective provision
AGRICULTURE	40 246 181	9.49%	2.32	20.00%	1 771 652
OTHER INDUSTRIES	7 727 907	5.77%	1.00	25.00%	111 528
OTHER SERVICES	728 162 323	1.65%	2.42	25.00%	7 299 876
CONSTRUCTION & PUBLIC WORKS	315 654 364	3.83%	1.00	20.00%	2 415 808
COMMERCE	554 787 107	2.90%	1.40	25.00%	5 629 396
MANUFACTURING INDUSTRIES	1 080 754 584	4.29%	1.24	25.00%	14 377 905
REAL ESTATE PROMOTION	314 825 265	6.40%	1.72	15.00%	5 206 482
TOURISM	369 169 469	16.38%	1.00	20.00%	12 092 614
OTHER	27 737 276	3.26%	1.72	41.69%	1 915 033
CONSUMPTION	1 061 016 993	0.74%	1.65	20.00%	2 589 308
HOUSING	271 644 746	1.43%	1.34	10.00%	518 402
TOTAL	4 771 726 215				53 928 003

Note 4.3.3. Consolidated claims and State assumption free of interest

Claims assumed by the State are as follows.

- The claims of a number of public enterprises assumed by the State in the framework of legislation enabling the 1999 budget, the outstanding balance of which came to 48,160,000,000, these claims having been consolidated over a period of 20 to 25 years, free of interest and with a State guarantee
- Claims on « ELFOULEDH », assumed by the State in the framework of legislation enabling the 2013 budget, the outstanding balance of which came to a total of 18,133,000,000 dinars.

Note 4.4 – Portfolio of commercial securities

The balance for this line came to 215,475,000 TD as at 31 December 2013, compared to 209,547,000 TD as at 31 December 2012. The commercial securities portfolio is made up of fixed income securities issued by the State and variable income securities

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Short term treasury bonds	73 002	83 400
Bonds equivalent to treasury bonds	143 872	125 168
Claims and related debt	1 066	2 991
Depreciation of bonds equivalent to treasury bonds	0	-228
Interest paid in advance	-2 465	-1 784
Total	215 475	209 547

Note 4.5 – Investment portfolio

The value of the securities portfolio rose from 274,583,000 TD as at 31 December 2013 to 279,729,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
- Investment securities	33 697	30 133
- Funds managed by capital risk funds	96 574	95 750
- Mutual investment funds	22600	22 600
- Equity securities	87 679	84 658
- Shares in associated companies and joint ventures	89 122	88 121
- Shares in related companies	123 559	123 559
- Companies being liquidated	582	582
- Reconveyed shares	20 657	20 657
- Claims and related debts	-332	-332
Gross value	474 138	465 728
Provisions	199 555	185 999
Net value	274 583	279 729

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Movements by category of securities in the investment portfolio are shown in the following table.

in thousand TD

Description	Accounting Value	Provisions as at 31/12/2012	Allotments	Recovery	Provisions as at 31/12/2013
Investment securities	33 697	-650			-650
Capital risk investment funds	96 574	-40 905	3 913	1 838	-42 981
Equity securities	344 199	-144 444	11 717	236	-155 925
Related claims	-322	-			-
Total	474 138	-185 999	15 630	2 074	-199 555

The list of the main affiliated companies as at 31/12/2013 can be broken down as follows

in thousand TD

Affiliates	Share of capital held by STB	Gross accounting value	Provision	Net Accounting Value
FINANCIAL SECTOR				
STRC Tunisian claims collection company	91.4%	33 801	26 348	7 453
STB SICAR (capital risk fund)	55.8%	10 905	1 197	9 708
STB INVEST	94.4%	34 676		34 676
STB-FINANCE (ex-SOFIGES) financial mgt	61.3%	4 749		4 749
BFT Franco-Tunisian Bank	78.2%	3 535	3 535	0
TOURISM				
SKANES PALACE INTERNATIONAL	99.8	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	96.9	9 050	9 050	0
ED-DKHILA	61.2	3 221		3 221
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70.3	2 488	2 488	
REAL ESTATE				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84.7	7 461		7 461
SERVICES				
STE LA GENERALE DE VENTE	50	2 000	1 321	679

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

The investment portfolio includes funds managed by STB SICAR in the amount of 96,574,000 TD, with provisions of 42,981,000 TD. The balance of managed funds is given in the table below.

Managed fund	Initial amount	Previous reimbursement	Restituted funds	Capitalised results	Balance as at 31/12/2013
FG STB 1	8 000	1 970		-1 131	4 899
FG STB 2	8 000	4 083		1 558	5 475
FG STB 3	5 000	1 610		1 095	4 485
FG STB 4	6 500	1 722		1 327	6 105
FG STB 5	6 824	2 158		1 691	6 357
FG STB 6	2 707	724		207	2 190
FG STB 7	800			90	890
FG STB 8	9 371		850	1 849	10 370
FG STB 9	4 800			317	5 117
FG STB 10	8 748			732	9 480
FG STB 11	6 000			581	6 581
FG STB 12	9 898			907	10 805
FG STB 13	10 000			996	10 996
FG ID 1	2 000	1 630		890	1 260
FG ID 2	2 000	957		232	1 275
FG ID 3	5 436	2 834		1 249	3 851
FG ID 4	360	28		30	362
FG ID 5	1 133			266	1 399
FG ID 6	4 000			677	4 677
Total	101 577	17 716	850	13 564	96 574

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

As at 31 December 2013, the status of uses for these managed funds is broken down below.

in thousand Tunisian dinars

Managed funds	Equity shares to be reconveyed	Direct participation	Variable rate mutual fund securities
FG STB 1 (1999)	2 269	2 094	203
FG STB 2 (2000)	5 635	299	429
FG STB 3 (2001)	2 528	1 000	708
FG STB 4 (2002)	6 767		487
FG STB 5 (2003)	6 352	231	744
FG STB 6 (2005)	2 810	79	492
FG STB 7 (2006)	405	390	235
FG STB 8 (2007)	7 425	382	5 343
FG STB 9 (2008)	4 800		852
FG STB 10 (2008)	8 575		924
FG STB 11 (2009)	5 447	83	918
FG STB 12 (2009)	7 321	896	2 345
FG STB 13 (2010)			10 034
FG 1 ID SICAR (2002)	1 289		29
FG 2 ID SICAR (2002)	1 639		17
FG 3 ID SICAR (2003)	3 874	140	56
FG 4 ID SICAR (2005)	358		
FG 5 ID SICAR (2006)	951		447
FG 6 ID SICAR (2007)	3 044		1 700

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.6 – Fixed assets

Net fixed assets amounted to 83,458,000 TD as at 31 December 2013. Movements recorded in 2013 can be broken down as follows

Description	Gross value as at 31 Dec 2012	Acquisition / Sale in 2013	Gross value as at 31 Dec 2012	Depreciation as at 31 Dec 2012	Allotment/ Regularisation in 2013	Disposal Depreciation assets 2012	Depreciation as at 31 Dec 2012	Net value as at 31 Dec 2013
Intangible fixed assets	10 314	1 755	12 069	7 677	1 698	0	9 375	2 694
Computer software	10 257	1 755	12 012	7 677	1 698		9 375	2 637
Right to lease	57	0	57	0			0	57
Cost of studies and development	0	0	0	0	0	0	0	0
Tangible fixed assets	184 287	4 789	189 075	105 126	4 832	1 648	108 311	80 764
Land	17 773	0	17 773					17 773
Buildings	69 588	1 708	71 296	25 204	1 477		26 681	44 615
Office furniture	4 963	62	5 025	4 618	164		4 782	243
Means of transport	1 161	0	1 161	753	56	0	809	352
Computer equipment	30 893	410	31 303	30 849	1 362	1 647	30 564	739
Means of communication	1 799	132	1 931	1 650	42		1 692	239
Office material	15 036	53	15 089	14 318	250		14 568	521
Security materiel	2 679	56	2 735	1 990	113		2 103	632
Air conditioning materiel	4 719	167	4 886	3 637	235		3 872	1 014
Facilities, fixtures & fittings	27 991	1 016	29 008	20 267	999		21 266	7 742
Unused office furniture	32	0	32	24	2		27	5
Unused tools	296	24	320	280	6		286	34
Unused buildings	6 860	0	6 860	1 536	127		1 663	5 197
Premises being built	397	1 261	1 658	0			0	1 658
Buildings awaiting assignment	100	-100	0	0	0	0	0	0
TOTAL	194 601	6 544	201 144	112 803	6 530	1 648	117 686	83 458

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

The Bank did not draw up a physical inventory of fixed assets in 2013 and it has no database listing the fixed assets entered in accounting by the bank by category of fixed assets and by reference.

Note 4.7 – Other assets

As at 31 December 2013, the other asset lines came to a total of 593,203,000 TD, up from 530,938,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
- P- Loans to staff	117 075	112 237*
- Medical expenses to be recovered	3 124	3 090
- State, taxes and levies	43 473	43 528
- Miscellaneous stock	1 370	1 008
- Difference on exchange assumed by the State	5 613	10 092
- Difference on conversion	13 784	10 812*
- Head office, branches and agencies (1)	59 982	39 049
- Asset regularisation accounts (2)	243 004	240 844*
- Values presented for compensation	33 948	31 950
- Financial instruments entered as revenue	107	107
- Debits to be regularised	4 192	4 277
- Charges paid in advance	420	738
- Proceeds to be received	6 537	3 403
- Transferred claims	2 136	2 136
- Other	58 438	27 670*
TOTAL	593 203	530 938

(*): Data reprocessed for purposes of comparison

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

(1) The increase for this heading is due mainly to the 30,000 TD increase in internally cleared financial bills, which will be regularised in January 2014.

(2) Inter-head office lines (35 100 xxx) and (35 200 xxx) and those relating to electronic payment transactions show old outstanding items that are in the process of being cleared. Unidentified net debits that are outstanding and that have to do with inter-head office are provisioned in an amount of 5,631,000,000 dinars. This amount has been determined by applying a provisioning rate of 100% for items outstanding since before 2013, a 50% rate for those outstanding since the first half of 2013, and 20% for those outstanding since the third quarter of 2013.

Note 4.8 – Deposits and assets at banking and financial institutions

As at 31 December 2013, this line came to a total of 188,226,000 TD, compared to 178,161,000 TD as at 31 December 2012. It is broken down by category of banking and financial institution, as follows.

In thousand dinars

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Banking institutions	53 339	69 893
- Deposit banks	226	287
- Non resident banks	53 113	69 606
Interbank borrowings	134 887	108 268
Total	188 226	178 161

- Credit correspondent accounts are entered cleared net of debit correspondent accounts, by currency.
- Correspondent accounts show outstanding items that are in the process of being cleared.

The following table shows these outstanding items by currency and by how long they have been outstanding

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

OUTSTANDING FOR	CURRENCY	CORRES DEBIT	CORRES CREDIT	STB DEBIT	STB CREDIT	STB DEBIT +CORRES DEB FC	STB CREDIT +CORRES CREDIT FC	RATE	STB DEBIT +CORRES DEBIT TD	STB CREDIT +CORRES CREDIT TD
3 MONTHS 6 MONTHS	CAD	1 688	4 699	5 729	16 083	7 418	20 782	1.5410	11 431	32 024
3 MONTHS 6 MONTHS	CHF	120	365	310	0	430	365	1.8404	791	672
3 MONTHS 6 MONTHS	USD	103 749	193 282	84 547	82 804	188 296	276 086	1.6467	310 066	454 631
3 MONTHS 6 MONTHS	DKK	0	0	0	0	0	0	0.3027	0	0
3 MONTHS 6 MONTHS	MAD	6 589	5 470	5 470	5 460	12 059	10 930	0.2010	2 424	2 197
3 MONTHS 6 MONTHS	AED	15	0	5	0	20	0	0.4464	9	0
									324 721	489 524
6 MONTHS 12 MONTHS	CAD	5 363	3 658	2 376	21 731	7 739	25 390	1.5410	11 925	39 125
6 MONTHS 12 MONTHS	CHF	1 523	345	580	75	2 103	420	1.8404	3 870	773
6 MONTHS 12 MONTHS	USD	245 776	461 480	173 308	16 921	419 083	478 401	1.6467	690 105	787 783
6 MONTHS 12 MONTHS	AED	65	0	0	0	65	0	0.4464	29	0
6 MONTHS 12 MONTHS	DKK	0	400	0	0	0	400	0.3027	0	121
6 MONTHS 12 MONTHS	MAD	20 620	9 887	0	47 946	20 620	57 832	0.2010	4 145	11 625
									710074	839 427
12 MONTHS	CAD	113 984	88 532	56 927	505 890	170 910	594 422	1.5410	263 373	916 004
12 MONTHS	CHF	6 442	51 413	72 766	13 937	79 208	65 350	1.8404	145 774	120 270
12 MONTHS	USD	92 025 432	90 553 693	75 852 287	87 547 834	167 877 719	178 101 527	1.6467	276 444 240	293 279 785
12 MONTHS	AED	2 053	25	0	48 125	2 053	48 150	0.4464	916	21 496
12 MONTHS	DKK	1 660	8 083	13 327	895	14 987	8 978	0.3027	4 537	2 718
12 MONTHS	MAD	237 977	220 936	6 643	267 615	244 620	488 551	0.2010	49 171	98 204
									276 908 011	294 438 477

Note 4.9 – Client deposits and assets

The balance of this line came to 5,175,396,000 TD as at 31 December 2013, compared to 5,517,309,000 TD as at 31 December 2012. Deposits are broken down in the following table.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

in thousand dinars

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Sight deposits	1 301 545	1 469 716
Savings deposits	2 075 450	2 023 960
Forward accounts	439 016	426 023
Accounts in convertible dinars	71 453	72 832
Accounts in foreign currency	285 166	313 636
Investment in foreign currency	216 762	204 024
Cash vouchers	326 342	296 422
Other sums due to clients	143 758	160 674
Related debts	1 435	8 022
Certificates of deposit	314 469	542 000
Total	5 175 396	5 517 309

The applications used to manage client investment in foreign currency and in dinars does not allow for tracking of all the transactions carried out by the Bank.

Note 4.10 – Borrowings and special resources

The outstanding balance of this line amounted to 519,003,000 TD as at 31 December 2013, compared to 562,830,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows.

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Bond and private loans	307 788	341 510
Special resources	195 219	203 514*
Related debt	15 996	17 807*
Total	519 003	562 830

(*): Data reprocessed for purposes of comparison

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.11 – Other liabilities

This line came to a total of 702,085,000 TD as at 31 December 2013, compared to 699,898,000 TD as at 31 December 2012.

Description	in thousand dinars	
	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Provisions for liabilities and charges (1)	166 260	151 797
State, taxes, levies and social debts (2)	20 162	18 103
Financial instruments that have not yet fallen due (3)	200 784	160 713
Reserved agios assumed by the State	9 253	10 094
Charges to be paid	33 467	32 264
Miscellaneous creditors	2 830	3 018
Outstanding items to be cleared	5 915	5 915
Head office, branches and agencies	5 442	12 595
Adjustment accounts - Liabilities	91 487	51 939
Electronically-cleared values being settled	113 412	189 767
Other loans	348	322
Loans to be regularised	3 891	2 866
Interest to be recovered on special resources	13 719	13 724
Difference on the encashment portfolio due after encashment (4)	35 115	46 781
Total	702 085	699 898

(1) Provisions for liabilities and charges constituted by the Bank at the end of 2013 came to 166,260,000 TD, compared to 151,797,000 TD at the end of the previous year to cover risk on the components of the off balance sheet as well as miscellaneous risks, as broken down in the following table.

Description	Provisions	Recovery	Allotments	Accounting	Reassignment	Provisions
	31 Dec 2012					Modifications
Provisions for inputs/outputs	21 715	-4 016	18 715	3 500	- 1 609	38 305
Provisions for departure upon retirement	32 116	-5 652				26 464
Provisions for miscellaneous risk	97 966	-12 117	15 642			101 491
Total	151 797	-21 785	34 357	3 500	-1 609	166 260

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

(2) This line can be broken down as follows

Description	in thousand TD	
	31 Dec 2013	31 Dec 2012
VAT	1 631	1 442
Withholding	9 027	5 886
Foreign exchange equalisation fund	6 818	6 677
Other	2 686	4 098
Total	20 162	18 103

(3) This line can be broken down as follows.

Description	in thousand TD	
	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Medium term financial instruments not yet due	69 854	69 278
Short term financial instruments not yet due	102 428	62 035
Medium term financial instruments not yet due	27 940	28 784
Financial instruments not yet due received from clearing	562	616
Total	200 784	160 713

(4) The line pertaining to the portfolio of securities due for payment after encashment posted a balance of -35,115,000. This balance is the result of clearing among several asset and liability accounts relating to securities being encashed and securities due after encashment.

The breakdown of this heading is found below.

Description	Amount
Value upon encashment	180 514
Value due after encashment	-215 629
Total	-35 115

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.12 – Equity

At the date of closure, corporate capital amounted to 124,300,000 TD, made up of 24,860,000 shares with a face value of 5 TD entirely paid in. Movements affecting the Bank's equity can be broken down as follows

in thousand dinars

Category	Balance prior to assignment 31 Dec 2012	Assignment of 2012 results	Balance after assignment 31/12/2010	Other charges	Balance as at 31/12/2012
Capital	124 300		124 300	-	124 300
Reserves	331 969		331 969	539	332 508
Merger premium	26 787		26 787	-	26 787
Treasury shares	-2 859		-2 859	-	-2 859
Other equity (1)	37 324		37 324	-	37 324
State allotment	117 000		117 000	-	117 000
Results carried forward	-225 502	-4 707	-230 209	-403 221	-633 430
Result carried forward	-105 890	-124 319	-230 209	-	-230 209
Accounting modifications (2)	-119 612	119 612	-	-403 221	-403 221
Result for the year	-4 707	4 707	-	-115 453	-115 453
Total	404 312	-	404 312	-518 135	-113 823

(1) These are reserves from revaluing, in the amount of 37,324,000 TD (land: 15,328,000 TD and buildings in use: 21,996,000 TD).

(2) Accounting modifications entered in 2013 for an overall amount of -403,221,000 TD involve additional provisions for assets that had been in category 4 for at least three years at the end of 2012.

Note 4.12.1 – State allotment

Pursuant to law n°2012-17 of 17 September 2012, STB entered under equity a State allotment of 117 million dinars with the possibility of returning this amount if the Bank regains its financial equilibrium. STB took advantage of this allotment for activation of the State's guarantee to reimburse amounts due in the framework of the following external loans.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

in thousand dinars

Line of credit	2011	2010	Repayments		Amounts to be		State guarantee	
	outstanding	outstanding	made in 2011	Interest	paid 2012-2014	Interest	Principal	Interest
Borrowings from the EIB	15 498	17 801	2 303	961	7 715	2 072	10 018	3 033
PGDT II/BNDT								
Borrowings from the ADB/ EX -BNDT	18	35 900	17 950	648	17 950	643	35 900	1 291
Borrowings from GSI /624 EX BNDT	95	95 624	-	4 542	-	13 626	-	18 169
Borrowings from the ADB 7th line of credit/ BDET	37 974	48 824	10 850	2 102	32 550	3 347	43 399	5 449
Total	149 115	198 149	31 102	8 253	58 215	19 688	89 317	27 941

Note 4.12.2 – Equity to be distributed

In application of the terms of article 19 of law n° 2013-54 of 30 December 2013 enabling the 2014 budget, equity to be distributed free of withholding as at 31 December 2013 and prior to assignment of results, came to 351,614,000 TD, broken down as follows.

Equity on the balance sheet at closing 31 December 2013

Amount in thousand TD

Legal reserve	12 430
Exonerated reinvestment	9 974
Social fund	7 228
Issue premium	11 464
Merger premium	26 787
Special regime reserve	246 385
Other reserves	82 351
2013 results	-115 453
Results carried forward	<-230 209
Accounting modifications	-403 221
Total equity as at 31 December 2013	-352 264
Dividends decided on and charged against results prior to 31/12/2013, to be paid	650
Overall total of equity, governed by paragraph 7 article 19 of law n° 2013-54 enabling the 2014 budget	-351 614

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.13 – Potential liabilities

The potential liabilities line made up of the headings « Endorsements, deposits and other guarantees given » and « documentary credit » can be broken down as at 31 December 2013 into the following components

in thousand TD

Description	31/12/2013	31/12/2012
Endorsement and deposits made by clients	519 612	562 702
Other unconditional irrevocable guarantees made by banks	400 873	435 439
Total of endorsements, deposits and other guarantees given	920 485	998 141
Documentary credit and import acceptance	363 980	321 078
Documentary credit and export acceptance	73 279	185 838
Total documentary credit	437 259	506 916
Total potential liabilities	1 357 744	1 505 057

Off balance sheet commitment accounts are not justified and do not reflect in a reliable and exhaustive manner the Bank's actual commitments. Consequently, in order to correct this situation, the statement of off balance sheet commitments is drawn up using statements that are outside accounting.

Note 4.14 – Financing commitments given

The line « financing commitments given » as at 31 December 2013 showed an amount of 115,647,000TD, compared to 139,623,000 TD as at 31 December 2012.

Description	31/12/2013	31/12/2012
Financing commitments	115 647	139 623
Total	115 647	139 623

Note 4.15 –Guarantees received

The balance of «guarantees received» as at 31 December 2013 came to 1,506,074,000 TD vs. 1,567,685,000 TD as at 31 December 2012

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

in thousand dinars

Description	31/12/2013	31/12/2012
Counter guarantees received from banks established abroad	542 723	778 033
Guarantees received from banks and financial institutions resident in Tunisia	71 587	13 468
Guarantees received from the State and insurance companies	657 589	566 932
Guarantees received from clients	234 184	209 252
Total	1 506 074	1 567 685

This heading includes figures outside of accounting that are provided by the various departments of the Bank. Counter guarantees received from the banks are entered as potential liabilities and guarantees received from banks. Real guarantees received from clients to cover loans that have been approved are not entered on the off balance sheet.

Note 4.16 – Interest and related income

Interest and related income as at 31 December 2013 came to 351,735,000 TD vs. 311,000,381 TD as at 31 December 2012, analysed as follows.

Description	Year ending 31/12/2013	Year ending 31/12/2012
Interest on claims on banking and financial institutions	17 229	18 819
Interest on claims on clients 322 375	280 351	
Related income	12 131	12 211
Total	351 735	311 381

Note 4.17 – Commissions (in proceeds)

The amount of commissions as at 31 December 2013 came to 59,643,000 TD vs. 56,216,000 TD as at 31 December 2012, analysed as follows.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Libellé	Exercice clos le 31/12/2013	Exercice clos le 31/12/2012
Checks, financial instruments, transfers and account keeping	24 025	22 462
Transactions involving securities	550	659
Transactions involving foreign exchange	8 864	8 353
Foreign trade transactions	1 497	1 535
Safe deposit boxes	33	32
Studies	9 302	8 746
Other	15 372	14 429
Total	59 643	56 216

Note 4.18 – Gains on the commercial securities portfolio and financial transactions

The balance on this line as at 31 December 2013 was 28,047,000 TD, up from 24,879,000 TD as at 31 December 2012, analysed as follows.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Net gains on transaction securities	3 669	4 312
Net gains on investment securities	6 698	4 759
Net gains on foreign exchange transactions	17 680	15 808
Total	28 047	24 879

Net gains on transaction securities are broken down as follows.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2013
Gains on sale of short term treasury bonds and bonds equivalent to treasury bonds	1 524	1 493
Interest on short term treasury bonds	2 555	3 287
Losses on sale of short term treasury bonds and bonds equivalent to treasury bonds	-410	-468
Total	3 669	4 312

Net gains on investment securities are broken down in the table below.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2013
Interest and related income	6 698	4 759
Dividends and related income	0	0
Total	6 698	4 759

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.19 – Income on the investment securities portfolio

Income from the investment securities portfolio as at 31 December 2013 came to 9,680,000 TD compared to 8,004,000 TD as at 31 December 2012, analysed below.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Interest and related income on investment securities	1 973	1 645
Dividends and related income from equity securities	7 707	6 359
Total	9 680	8 004

Note 4.20 – Accrued interest and related charges

Accrued interest and related charges as at 31 December 2013 amounted to 196,567,000 TD vs. 170,523,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Transactions with banking institutions	15 192	14 255
Transactions with clients	151 769	127 432
Borrowings and special resources	29 606	28 827
Other interest and charges	0	9
Total	196 567	170 523

in thousand dinars

Note 4.21 – Allotments to provisions and result of correction of values on claims, off balance sheet and liabilities

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Allotments to provisions for doubtful claims	-169 580	-96 693
Additional allotments to provisions	-90 990	
Claims having undergone losses	-836	-15 513
Recovery of provisions for doubtful claims, off balance sheet commitments and liabilities	24 998	32 670
Recovery of additional provisions	7 477	0
Allotments to provisions for risk and charges	-15 642	-15 073
Recovery of provisions for risk and charges	17 769	18 479
Total	-226 804	-75 859

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Note 4.22 – Allotments to provisions and result of correction of values on the investment portfolio

As at 31 December 2013, the balance on this line can be broken down as below.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Allotments for provisions for depreciation of the investment portfolio	-11 716	-15 668
Allotments for provisions for managed funds	-3 913	-6 574
Gains or losses on sale of the investment portfolio	1 027	982
Losses on capital risk funds	-263	-
Recovery of provisions for depreciation of the investment portfolio	236	157
Recovery of provisions for managed funds	1 838	1 417
Total	-12 791	-19 688

Note 4.23 – Staff costs

Staff costs as at 31 December 2013 came to 99,178,000 TD vs. 98,817,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows.

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
RStaff remuneration	76 497	75 153
Social charges	20 508	21 724
Other charges related to staff	2 173	1 940
Total	99 178	98 817

Note 4.24 – General operating costs

General operating costs as at 31 December 2013 stood at 21,182,000 TD vs. 20,822,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows.

NOTES ON FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

Description	Year ending 31 Dec 2013	Year ending 31 Dec 2012
Rent	2 405	2 303
Maintenance and repairs contracted to third parties	2 090	1 984
Works and contractual work	2 791	2 781
Insurance premiums	293	508
Other	1 925	1592
Taxes and levies	1 185	1 120
Supplies provided to the company	1 337	1 310
Brokerage remuneration and fees	613	354
Transport and travel	249	199
Miscellaneous management costs	8 294	8 671
Total	21 182	20 822

Note 4.25 : Corporate tax

Corporate tax for 2013 came to 936,000 TD vs. 13,316,000 TD in 2012, a drop of 12,384,000 TD, made up of the following components:

Description	2 013	2 012
Taxable base prior to deduction of provisions	148 553	134 781
Deductible provisions (1)	261 019	96 734
Tax result	-112 466	38 047
Corporate tax (*)	937	13 316

(*) Corporate tax for 2013 corresponds to the minimum amount.

Note 4.26 : Liquidity and quasi liquidity

The Bank's liquidity and quasi liquidity as at 31 December 2013 came to -311,355,000 TD compared to 473,340,000 TD as at 31 December 2012, broken down as follows :

Description	31 Dec 2013	31 Dec 2012
Cash, postal check centre (CCP) and recovery of liquidity	39 728	342 955
Central bank of Tunisia (BCT)	-439 962	-17 753
Banks and specialised structures	-11 489	-61 553
Loans, borrowings on the money market	29 831	128 076
Trading securities	70 537	81 615
Total	-311 355	473 340

Tunisian Banking Company - STB

Audit Reports

for the year ending 31 December 2013

LADIES AND GENTLEMEN,
STOCKHOLDERS IN THE TUNISIAN
BANKING COMPANY – STB

GENERAL AUDIT REPORT

for the year ending 31 December
2013

In line with the mandate entrusted to us, we hereby submit to you our report on STB's financial statements for the year ending 31 December 2013, attached to this report along with our report on other legal and regulatory requirements.

I. Report on the annual financial statements

We have audited the attached STB financial statements, which encompass the balance sheet as at 31 December 2013, the statement of off balance sheet commitments, the results statement and the cash flow statement for the year ending on this date, along with a summary of the main accounting methods used and other explanatory notes..

1. Responsibility of upper management for drawing up the financial statements

The Bank's structures for upper manage-

ment and administration are responsible for drawing up and faithfully presenting financial statements in line with Tunisia's corporate accounting system, covering design, introduction and monitoring of internal control for the drawing up and faithful presentation of financial statements with no material misstatement due to fraud or error, the choice and application of appropriate accounting methods, and the determination of accounting estimates that are reasonable in light of circumstances.

2. Responsibility of the auditors

We are responsible for giving an opinion on the financial statements on the basis of our audit exercise, which we have carried out in line with the norms for the profession generally applied in Tunisia. These norms require us to adhere to ethical rules in carrying out our mandate and to plan and implement the audit in such a way as to obtain reasonable assurance that the financial statements contain no material misstatements. An audit implies the use of procedures to obtain conclusive evidence about the amounts and information disclosed in the financial statements. The choice of procedures is a matter of judgement on the part of the auditor, notably his or her assessment of the risk that these financial statements might contain material misstatement due to fraud or error. In evaluating these risks, the auditor takes into consideration the entity's internal control system as it pertains to

preparation and faithful presentation of financial statements, in order to design audit procedures that are appropriate to the circumstances. An audit also includes an assessment of the appropriateness of the accounting methods used, the reasonable nature of accounting estimates made by upper management, as well as assessment of the overall presentation of financial statements. We consider that there is enough conclusive evidence to provide a basis for our opinion. The attached financial statements, which cover the period from 1 January to 31 December 2013, show a net balance sheet total of 7,015,174,000 dinars, results after accounting modifications in the amount of -115,453,000 dinars, accounting modifications of 403,221,000 dinars deducted from opening equity and results after accounting modifications of -518,674,000 dinars.

3. Justification for a qualified opinion

3.1 As per the terms of circular n° 2013-21 of 30 December 2013, STB constituted additional provisions of 486,734,000 dinars for assets ranked in class 4 for three or more years, in order to cover net risk. In application of this circular, additional provisions for assets that had been in class 4 for three or more years as of the end of 2012, amounting to 403,221,000 dinars, were charged to 2013 opening equity. Accounting modifications, entered as an adjustment to opening equity, were not

reprocessed in pro forma on 2012 financial statements presented for purposes of comparison. Consequently, we consider that the trends in the financial status and in Bank performance cannot be established on the basis of 2012 comparative data that has not been reprocessed.

3.2 Notes 4.1, 4.2, 4.7, 4.8 and 4.11 provide information on « Cash and assets at the central bank of Tunisia (BCT), the postal checks centre (CCP) and the Tunisian general Treasury (TGT) », « Claims on banking and financial institutions » and « Deposits and assets at banking and financial institutions », which include lines showing outstanding items pertaining mainly to central bank of Tunisia dinar accounts, central bank of Tunisia foreign currency accounts, and foreign currency correspondents. Thus « local correspondent » accounts as well as the account entitled « central bank of Tunisia BDET/BNDT account » present old frozen balances for which provisions exist but which have not been reconciled. Furthermore, certain lines under the headings « other assets » and « other liabilities » show frozen balances and outstanding items relating mainly to inter-head office accounts in dinars and in foreign currency. Consequently, we are unable to establish whether or not these accounts contain material misstatement due to error or unauthorised transactions, nor can we assess the impact of any adjustments to the Bank's equity that might emerge if efforts were

Tunisian Banking Company - STB

Audit Reports

for the year ending 31 December 2013

made to clear up the situation.

3.3 STB does not maintain comprehensive accounting on a regular basis for off balance sheet commitments. The statement of off balance sheet commitments has been drawn up outside of accounting, on the basis of information provided by STB's internal structures. Thus the actual guarantees received by STB to cover risk incurred with regard to clients cannot be taken into consideration under the heading « guarantees received», since there is no confirmed inventory of these guarantees. Consequently, we must express a reservation about the regularity and comprehensiveness of the statement of off balance sheet commitments. Furthermore, the absence of autonomous multi-currency accounting in foreign currency according to a double entry system makes it impossible for STB to clearly identify the impact of transactions carried out in foreign currency on results for the year.

3.4 The Bank's equity includes an account entitled « reserves for the social fund », pertaining to amounts assigned to finance social fund activities. Reconciliation of the balance of this account (amounting to 7,228,000 dinars) along with the outstanding balance of loans financed from this social fund (amounting to 21,082,000 dinars) yields an imbalance of 13,854,000 dinars between resources and uses, the reason for which the Bank is unable to justify.

3.5 Contrary to the terms of article 17 of law n°96-112 of 30 December 1996 enacting the company accounting system, STB did not draw up a physical inventory of its fixed assets, amounting to a net 83 million dinars, in 2013. Consequently, we are not able to certify the physical existence of the fixed assets recorded on the STB's balance sheet or to assess the impact of adjustments to equity that might be needed if a physical inventory were carried out and reconciled with accounting.

Qualified opinion

In our opinion, subject to the possible impact of the issues mentioned in paragraphs 3.1 to 3.5, the attached financial statements faithfully present in all significant aspects the STB's financial situation as at 31 December 2013 as well as its financial performance and cash flows for the year ending on this date, in line with the accounting principles generally applied in Tunisia.

Paragraphs of comment

Without prejudice to the opinion expressed above, we consider it useful to attract your attention to the following points.

1. STB in 2013 completed work to cover past risks, as announced in its 2011 and 2012 reports. For the period 2011 to 2013, coverage amounting to a gross 1,230,000,000 dinars, 487 million of

which was for additional provisions as per circular n° 2013-21 of 30 December 2013. These provisions, a significant portion of which involved tourism, led to a cumulative deficit for the period 2011-2013 of 748,883,000 dinars, 640,110,000 dinars of which were entered as accounting modifications. These losses to cover risk not necessarily connected to management at that time do not properly reflect the Bank's capacity to generate profits.

2. The financial statements of the Franco-Tunisian bank BFT, an affiliate of STB at 78.18%, received an adverse opinion from the auditors because of significant uncertainty about the BFT's capacity to continue to function and to realize its assets and pay its debts in the normal course of its activities. In application of article 40 of law n°2001-65 of 10 July 2001 pertaining to loan institutions, STB, the stockholder of reference, could be asked to provide the support required to get BFT back on a firm footing.

3. The Bank's assets included 48 million dinars in consolidated claims, guaranteed or assumed by the State, for periods varying from 20 to 25 years free of interest, in the framework of legislation enabling the 1999 budget.

4. The Bank's equity includes a State allotment of 117 million dinars, as per law n°2012-17 of 21 September 2012, with a provision for possible restitution, should the Bank regain fiscal balance.

II. Report on other legal and regulatory requirements

In line with norms for the profession, the specific verifications provided for in legislation have been carried out.

1. Financial statements as at 31 December 2013 show negative equity of 113,823,000 dinars, which is less than half of the Bank's share capital. In application of the terms of article 388 of the commercial company code, an extraordinary general assembly will be convened within four months of approval of the 2013 accounts, in order to decide about dissolution of the bank, a capital increase, or a capital decrease in the amount of losses recorded.

2. STB as at 31 December 2013 posted a solvency rate, calculated by the ratio between net equity and net overall assets (balance sheet and off balance sheet) weighted as per shares of risk specified in article 6 of circular n°91-24, of -6.21% vs. a minimum of 9% provided for in article 4 of this circular.

3. STB as at 31 December 2013 posted a liquidity rate (the ratio between the realizable value of its assets and current liabilities) of 79.4%, a gap of 20.6% compared to the minimum of 100% provided for in article 13 of central bank of Tunisia circular n° 91-24 of 17 December 1991.

4. In application of the terms of article 266 of the commercial company code, we

Tunisian Banking Company - STB

Audit Reports

for the year ending 31 December 2013

have proceeded to examine the Board of Director's report to the Ordinary General Assembly. The information on the accounts given in this report elicits the same remarks expressed in the paragraph « justification for a qualified opinion ».

5. In application of the terms of article 266 (line 2) of the commercial company code and of article 3 of law n° 94-117 of 14 November 1994, as modified by law n° 2005-96 of 18 October 2005, we have assessed the effectiveness of the internal control system. Our reports show major

inadequacies in the effectiveness of the internal control system.

6. In application of the terms of article 19 of decree n°2001-2728 of 20 November 2001, we audited the conformity of bookkeeping pertaining to stock issued by the Bank to meet regulations in force. We have noted the lack of signature and of submission to the capital market council (CMF) of specifications, as provided for in Minister of Finance decree of 28 August 2006.

Tunis, 6 October 2014

Co-auditors

CFA Fathi Saidi Groupement SNJ-IMAC

Fathi Saidi

Nedra Jlassi Semmar



Tunisian Banking Company - STB

LADIES AND GENTLEMEN, STOCKHOLDERS IN THE TUNISIAN BANKING COMPANY – STB

SPECIAL AUDIT REPORT for the year ending 31 December 2013

In line with article 29 of law n° 65-2001 of 10 July 2001 pertaining to loan institutions and articles 200 and 475 of the commercial company code, we hereby report on the agreements and operations that are governed by these texts. We are responsible for confirming that the legal procedures pertaining to authorization and approval of these agreements or operations and their faithful representation in the financial statements have been followed. It is not our role to specifically seek in an extensive manner the possible existence of such agreements or operations, but rather to state, on the basis of information given to us and that obtained in the course of applying our audit procedures, their essential characteristics and modalities, without having to give an opinion on their usefulness or their legitimacy. It is however up to us to assess the reason for signing these agreements and carrying out such operations with a view to their approval.

I. Newly applied agreements and operations

The board of directors did not inform us of any agreements signed in 2013 that correspond to the intentions of the above-mentioned articles.

II. Operations relating to earlier agreements

1. With regard to law n° 2012-17 of 21 September 2012, STB entered in 2011 under equity a State allotment amounting

to 117 million dinars, with a provision for possible restitution should the Bank regain fiscal balance. In 2012 STB encashed 70 million dinars as per the payment schedule, in principal and interest for guaranteed loans paid out by STB in 2011 and 2012. The remaining 47 million were encashed in 2013.

2. Pursuant to the agreement governing this State guarantee, signed after the ministerial council of 2 June 2011, STB granted to its affiliate, the Franco-Tunisian bank BFT, an inter-bank loan amounting to 70 million dinars for a period of three months, renewable, at an interest rate of 4.85%.

3. On 1 November 2011 STB signed an agreement with its affiliate, the Tunisian claims collection company STRC, the purpose of which was to set the modalities for reimbursing the outstanding balance of the associated current account «CCA-STRC». The main terms of this agreement can be summarised as follows:

- The balance of the CCA-STRC account as of 31 December 2010 (109 million dinars) was to generate interest to be paid to STB at the money market rate + 0.5%. Interest was due to begin to accrue on 1 January 2011, to be calculated on the basis of capital remaining due and payable on 31 December of each year.

- Drawdown of principal on this debt will be carried out on the basis of collection of claims made by STRC throughout the year.

In the framework of this agreement, interest calculated by STB for 2013 amounted to 3,789,000 dinars.

As at 31 December 2013, the balance of the associated current account «CCA-

Tunisian Banking Company - STB

LADIES AND GENTLEMEN, STOCKHOLDERS IN THE TUNISIAN BANKING COMPANY – STB

STRC», which is the object of this agreement and which appears in the financial statements, came to 72.5 million dinars.

4. Prior to the year being audited, STB had concluded associated current account agreements with companies belonging to the group (exclusive of STRC), the outstanding balance of which stood at 39,741,000 million dinars as at 31 December 2013, as follows:

Company	Outstanding balance 31/12/2013
MEDITERRANNE TOURISME SA	1 623 000
ACTIVHOTELS	12 800 000
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE (real estate)	25 317 773
Total in dinars	39 740 773

5. Prior to the year being audited, STB had signed with its affiliate STB SICAR several agreements pertaining to management of capital risk funds. The status of these managed funds is found in the following table.

Managed funds	Date of subscription	Amount subscribed	Outstanding balance as at 31/12/2013
FManaged funds STB 1	1999	8 000	4 899
Managed funds STB 2	2000	8 000	5 475
Managed funds STB 3	2001	5 000	4 485
Managed funds STB 4	2002	6 500	6 105
Managed funds STB 5	2003	6 824	6 357
Managed funds STB 6	2005	2 707	2 190
Managed funds STB 7	2006	800	890
Managed funds STB 8	2007	9 371	10 370
Managed funds STB 9	2008	4 800	5 117
Managed funds STB 10	2008	8 748	9 480
Managed funds STB 11	2009	6 000	6 581
Managed funds STB 12	2009	9 898	10 805
Managed funds STB 13	2010	10 000	10 996
Managed funds ID STB 1	2002	2 000	1 260
Managed funds ID STB 2	2002	2 000	1 275
Managed funds ID STB 3	2003	5 436	3 851
Managed funds ID STB 4	2005	360	362
Managed funds ID STB 5	2006	1 133	1 399
Managed funds ID STB 6	2007	4 000	4 677
Total in thousand dinars		101 577	96 574

Conditions for compensating STB SICAR for management of these funds can be summarised as follows.

- A management fee of 1% of assets valued on the date of closure of the management fund, paid prior to deduction of any costs and fees, with a minimum of 1% of the amount of funds allotted yearly
- A performance fee of 10% to 20%, calculated on gains earned on sale of stock or shares and dividends paid
- A productivity fee of 10% taken from proceeds from investments made by the funds

In 2013, STB entered into accounting an overall charge of 1,984,753 Tunisian dinars for these various fees.

6. Pursuant to agreements signed with the open-ended mutual investment companies Épargnant, Investisseur and Avenir, STB acts as depository for the securities and funds of these companies.

In compensation for these services, the Bank receives the following commissions.

- 0.05% (exclusive of tax) of the amount of net assets of L'Épargnant, calculated daily, with 2013 commissions coming to a tax-inclusive total of 335,383 TD
- 0.1% (exclusive of tax) of the amount of net assets L'Investisseur, calculated daily, with 2013 commissions coming to 1461 TD
- 1000 TD (exclusive of tax) as a fixed commission paid yearly by L'Avenir

7. STB rents premises to its affiliates STRC, STB INVEST, STB MANAGER, STB FINANCE (Ex-SOFIGES) and SOFI-ELAN. Annual conditions for the rental contracts are broken down in the table below.

Affiliates	Amount of rent for the year (in dinars)	Date when rental began	Yearly increase	Date of first increase	2013 rent (tax incl)
SSTRC 2nd floor	10,000 (tax included)	1 July 2004	5%	second year of rental	15 513
STRC 3rd floor	10,000 (tax included)	1 Sept 2001	5%	second year of rental	17 959
STRC 4th floor	10,000 (tax included)	1 May 2005	5%	second year of rental	14 775
STB INVEST	8,400 (before tax)	1 July 2004	5%	second year of rental	15 011
STB MANAGER	5,400 (before tax)	1 Jan 2003	5%	second year of rental	10 379
STB FINANCE	27,875 (before tax)	1 Jan 2010	5% (every other year)	third year of rental	34 537
SOFI-ELAN	5,227 (before tax)	1 Dec 2011	5% (every other year)	third year of rental	5 488
TOTAL IN DINARS					113 661

8. Loans taken out by STB directors came to 64,711,000 dinars as at 31 December 2012, broken down as follows.

Directors	Loans	Amount subscribed	Outstanding Balance 31/12/2013
STAR	EO 2008-1	7 000 000	5 500 000
STAR	EO 2008-2	10 000 000	7 500 000
STAR	EO 2010	20 000 000	15 998 000
STAR	EO2011	10 000 000	8 571 000
Hamrouni Abdelkader	EO 2011	8 000 000	6 856 800
Hamrouni Abdelkader	EP 2012-1	20 000 000	16 000 000
ETAP oil exploration activities	EO 2011	5 000 000	4 285 500
Total in dinars		70 000 000	64 711 300

9. Bank financing granted by STB to its directors and managers amounted to 161,463,000 dinars, as at 31 December 2013, broken down as follows.

Directors	Outstanding balance as at 31/12/2013
ETAP Tunisian oil exploration activities	18 111 064
STAR Tunisian insurance and reinsurance company	11 815 734
GROUPE HAMROUNI ABDELKADER	15 603 699
GROUPE KHALFALLAH BECHIR	88 809 895
GROUPE DRISS MOHAMED	26 994 821
Mr. LOUATI ABDERRAZEK	11 981
President Director General	7 052
Deputy directors general	108 832
Total	161 463 079

III. STB's obligations and commitments to its managers

1. Obligations and commitments to managers as specified in article 200 (new) II § 5 of the commercial company code are listed below.

• The pay packages for the former President Director General and the current President Director General were set by decision of the Prime Minister on 4 June 2011 and 21 September 2013 respectively, effective 25 March 2013. Remuneration for the current PDG was applied starting January 2014; he received salary advances in 2013 for a total of 31,000 dinars.

This remuneration can be broken down as follows.

Component	Former PDG	Current PDG
Base salary	900	900
Housing allowance	200	200
Management allowance	350	350
Representational allowance	1 580	1 580
Temporary allowance to reimburse responsibility costs	1 120	1 120
Supplementary indemnity	1 550	1 550
Gross total	5 700	5 700

Tunisian Banking Company - STB

LADIES AND GENTLEMEN, STOCKHOLDERS IN THE TUNISIAN BANKING COMPANY – STB

In-kind advantages include use of an office car, with up to 500 litres of fuel a month as well as meal vouchers.

- Remuneration of deputy directors general as well as that of the two former advisors is set by the terms of the national collective agreement of bank and financial institution staff.
- The Ordinary Assembly General that met on 29 October 2013 decided not to allocate directors' fees for 2012.

But an amount for directors' fees due for prior years was still listed on the balance sheet under liabilities on the date 2013 accounts were closed, in the amount of 11,151 TD.

2. STB's obligations and commitments to its managers, as found in the financial statements for the year ending 31 December 2013, are as follows (in TD).

Nature of remunerati	PDG		Deputy DG and advisors		Directors	
	Costs for the year	Liabilities as at 31/12/2013	Costs for the year	Liabilities as at 31/12/2013	Costs for the year	Liabilities as at 31/12/2013
AShort term benefits	94 448	-	270 358	52 142	-	11 151
Post-employment benefits	-	-	14 256	50 750	-	-
TOTAL	94 448	-	284 615	102 892	-	11 151

Aside from the above-mentioned agreements and operations, our audit has not turned up the existence of any other agreements or operations that fall under the terms of the above-mentioned legislation.

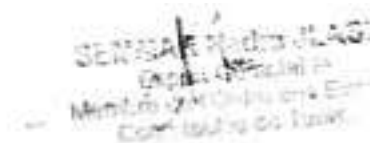
Tunis, 6 October 2014

Co-Auditors

CFA Fathi Saidi
Groupement SNJ-IMAC



Fathi Saidi
Nedra Jlassi Semmar



TUNISIAN BANKING COMPANY

RESOLUTIONS OF THE ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF THE TUNISIAN BANKING COMPANY (STB)

held Thursday 23 October 2014 (concerning 2013)

FIRST RESOLUTION

While taking note of the delay, which has in no way affected the interests of stockholders, the Ordinary General Assembly considers this to be a regularly scheduled meeting.

The resolution was put to a vote and adopted unanimously

SECOND RESOLUTION

After hearing the report of the Board of Directors pertaining to 2013 and the general audit report as well as the additional explanations provided, the Ordinary General Assembly approved the Board's report and the financial statements for the year ending 31 December 2013 as presented.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

THIRD RESOLUTION

After taking note of the special audit report, as per the terms of article 200 et seq. and article 475 of the commercial companies code as well as article 29 of law n° 2001-65 of 10 July 2001, as modified by law 2006-19 pertaining to loan institutions, the Ordinary General Assembly approved as presented all operations that fall within the scope of these articles.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

FOURTH RESOLUTION

After hearing the Board's report on the STB group and the general audit report, the Ordinary General Assembly approved the consolidated financial statements for the year ending 31 December 2013, as presented.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

FIFTH RESOLUTION

The Ordinary General Assembly gave the members of the Board full, definitive and unconditional discharge of their management in 2013.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

SIXTH RESOLUTION

At the proposal of the Board of Directors, the Ordinary General Assembly decided to carry forward 2013 results, as detailed below:

2013 results	-115,452,795.224
- Further carried forward (2012)	-230,209,363.760
Impact of accounting modifications in 2013	-403,221,106.547
- Results carried forward	-748,883,265.531

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

SEVENTH RESOLUTION

The Ordinary General Assembly sets the net annual allocation for directors' fees to be paid to members of the Board at five thousand (5,000) dinars per member per year.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

TUNISIAN BANKING COMPANY

RESOLUTIONS OF THE ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF THE TUNISIAN BANKING COMPANY (STB)

held Thursday 23 October 2014 (concerning 2013)

EIGHTH RESOLUTION

The Ordinary General Assembly, having noted that the mandate of the current auditors was coming to an end, decided to designate the firm « Générale Etude & Management –GEM » and the group « Cabinet Finance-Audit & Conseil –FINACO and ABC Audit & Conseil » as auditors for a period of three years, which will end at the Ordinary General Assembly that examines the 2016 accounts.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

NEUVIEME RESOLUTION

In application of the terms of article 19 of law 94-117 of 14 November 1994 pertaining to reorganisation of the capital market (as modified by law 99-92 of 17 Au-

gust 1999 pertaining to stimulation of the capital market) and of Minister of Finance decree of

17 November 2000, the Ordinary General Assembly authorises the Board of Directors to buy and sell STB shares in order to maintain their price.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

TENTH RESOLUTION

All powers are conferred to the Bank's legal representative or his or her legally mandated representative in order to carry out the administrative formalities required to meet legal requirements pertaining to registration, filing and posting.

This resolution was put to a vote and adopted unanimously.

TUNISIAN BANKING COMPANY

RESOLUTIONS OF THE EXTRAORDINARY GENERAL ASSEMBLY THURSDAY 23 OCTOBER 2014

FIRST RESOLUTION

The Extraordinary General Assembly, having heard the Board of Directors' report, cancelled its decision to increase capital, which had been made by the Extraordinary General Assembly of 14 May 2012.

This resolution was put to a vote and adopted by an absolute majority of 94.193%. Those who abstained from the vote were the representative of the Kuwait Investment Authority, holding 991,844 shares representing 5.265% of those present at the meeting, and Mr. Tijani Turki, holding 950 shares representing 0.005% of those present at the meeting. Opposed to the decision were SPDIT, holding 101,148 shares representing 0.537% of those present at the meeting, and Mr. Said Zaddam, holding 10 shares in his own name and 10 shares in the name of his son Mohamed Zaddam, owner of 10 shares.

SECOND RESOLUTION

The Extraordinary General Assembly, having heard the Board of Directors' report on plans to increase capital, decided to increase the Bank's capital by 650,000,000 dinars in cash to bring the total from 124,300,000 dinars to 774,300,000 dinars. If actual subscriptions do not reach the full amount of this corporate capital increase,

1. the amount of share capital increase can be limited to the amount of subscriptions, on condition that this reaches a minimum of three-quarters of the increase proposed;
2. unsubscribed shares can be entirely or partially redistributed among shareholders;

3. unsubscribed shares can be offered to the public, entirely or partially,

The Extraordinary General Assembly delegates to the board of directors the power to set implementation deadlines and to use the arrangements listed above in the order the board thinks best.

This resolution was put to a vote and adopted by an absolute majority of 94.193%. Those who abstained from the vote were the representative of the Kuwait Investment Authority, holding 991,844 shares representing 5.265% of those present at the meeting, and Mr. Tijani Turki, holding 950 shares representing 0.005% of those present at the meeting. Opposed to the decision were SPDIT, holding 101,148 shares representing 0.537% of those present at the meeting, and Mr. Said Zaddam, holding 10 shares in his own name and 10 shares in the name of his son Mohamed Zaddam, owner of 10 shares.

THIRD RESOLUTION

The Extraordinary General Assembly decided that after carrying out the capital increase, article 6 of the Bank's statutes would be modified in terms of the amount and number of shares in line with and corresponding to the Bank's new capital.

This resolution was put to a vote and adopted by an absolute majority of 94.193%. Those who abstained from the vote were the representative of the Kuwait Investment Authority, holding 991,844 shares representing 5.265% of those present at the meeting, and Mr. Tijani Turki, holding 950 shares representing 0.005% of those pre-

TUNISIAN BANKING COMPANY

RESOLUTIONS OF THE EXTRAORDINARY GENERAL ASSEMBLY THURSDAY 23 OCTOBER 2014

sent at the meeting. Opposed to the decision were SPDIT, holding 101,148 shares representing 0.537% of those present at the meeting, and Mr. Said Zaddam, holding 10 shares in his own name and 10 shares in the name of his son Mohamed Zaddam, owner of 10 shares.

FOURTH RESOLUTION

The Extraordinary General Assembly delegates all powers to the board of directors so as to carry out the capital increase, record completion thereof, and modify the pertinent sections of the statutes.

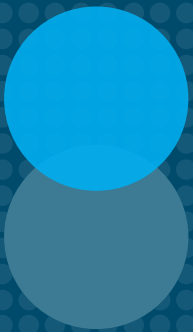
This resolution was put to a vote and adopted by an absolute majority of 94.193%. Those who abstained from the vote were the representative of the Kuwait Investment Authority, holding 991,844 shares representing 5.265% of those present at the meeting, and Mr. Tijani Turki, holding 950 shares representing 0.005% of those present at the meeting. Opposed to the decision were SPDIT, holding 101,148 shares representing 0.537% of those present at the meeting, and Mr. Said Zaddam, holding 10 shares in his own name and 10

shares in the name of his son Mohamed Zaddam, owner of 10 shares.

FIFTH RESOLUTION

The Extraordinary General Assembly gives all powers to the Bank's legal representative or anyone mandated by him or her to carry out the formalities of registration, submission and publication or regularisation, as provided for in legislation.

This resolution was put to a vote and adopted by an absolute majority of 94.193%. Those who abstained from the vote were the representative of the Kuwait Investment Authority, holding 991,844 shares representing 5.265% of those present at the meeting, and Mr. Tijani Turki, holding 950 shares representing 0.005% of those present at the meeting. Opposed to the decision were SPDIT, holding 101,148 shares representing 0.537% of those present at the meeting, and Mr. Said Zaddam, holding 10 shares in his own name and 10 shares in the name of his son Mohamed Zaddam, owner of 10 shares.



MANAGEMENT REPORT OF THE GROUP

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP 2013

1. Presentation of the Perimeter of the STB Group

1.1. General presentation of the STB Group

The STB Group is made up of 25 companies working in various sectors, such as claims collection, management of mutual investment companies dealing in securities, stockbrokerage, the hotel industry, services and real estate. The parent company, STB, is a loan institution founded in 1958 and subject to the terms of law n° 2001-65 of 10 July 2001. STB is listed on the stock exchange and its 124,300,000 Tunisian dinars in capital is fully paid in , divided into 24,860,000 ordinary shares with a face value of five TD each.

The STB Group for the most part carries out its activities in the following four areas:

▼ **Finance** : This pole is made up of entities authorised in the framework of law n° 2001/65, which governs the activity of loan institutions as well as those that are closely related: stock brokerage, management of UCITS: Undertakings for Collection Investment

in Transferable Securities (law n°88-92 of 2 August 1988 and law n°2001-83 of 24 July 2001) and capital risk funds (law n°95-87 of 30 October 1995).

▼ **Real estate** : This pole is made up of entities authorised in the framework of law n° 90-17 of 26 February 1990 to subdivide and develop land intended mainly for housing, but also construction or renovation of shared or semi-shared premises to be used for housing or commercial, professional or administrative purposes.

▼ **Tourism**: This pole is made up of entities authorised to manage hotel and tourism facilities.

Services : This pole is made up of entities that are specialised in studies, commercial and intellectual services, consulting and claim collection.

1.2. Presentation of the main companies belonging to the STB Group

■ FRANCO TUNISIAN BANK (BFT)

Founded in 1879 , the Franco-Tunisian Bank (BFT) is a limited liability company that provides the full range of financial and banking services. BFT has posted a deficit for several years. As at 31 December 2013, STB held 78.18% of

capital in BFT, which amounts to 5,000,000 TD divided into 1,000,000 shares worth five dinars each. Privatisation of the company has been programmed but this has not yet taken place.

▀ TUNISIAN FOREIGN BANK (TFB, ex- UTB)

Founded in 1977, the Tunisian Foreign Bank (TFB) is a limited liability company that provides the full range of financial and banking services. The TFB network is made up of two branches in Paris, one in Marseille and an off-shore facility in Tunis. Following restructuring of capital based on a hard core of stockholders (central bank of Tunisia BCT, STB and the bank for housing BH), TFB was subjected to disciplinary action and STB as well as BH committed to supporting and helping TFB to regularise its situation. The Ministry of Finance in turn committed to drawing up a development plan, to seek a strategic partner and to undertake urgent measures to improve governance and the role of the bank in securing the savings of Tunisians resident abroad. TFB posted a net loss for the year. As at 31 December 2013, STB held 43.41% of TFB's capital, which came to 49,594,008 euros divided into 3,254,200 shares worth 15.24 euros each.

▀ ED DKHILA

Founded in 1966, ED DKHILA is involved in setting up and managing hotel and tourism facilities. It has run the vacation

village Résidence Club Skanes in Monastir's tourism zone since 1968.

In the framework of the programme to sell off companies operating in the competitive sector, it has been decided to privatise this hotel, which owns some 33 hectares of land. Given the size of the land and the desirability of its location, it has been decided to postpone privatisation until an opportunity/feasibility study is made with a view to maximizing income from this property. The hotel's physical plant covers about 16 hectares and it is currently subcontracted under a rental agreement with an expiry date of 31 December 2013. But given the difficulties encountered by the tourism sector, it was decided with the tenant in 2012 to reduce rent by 50%, which had an impact on results. In 2013, the company posted a loss and it has now signed a new rental agreement for the hotel. As at 31 December 2013, STB held 61.21% of ED DKHILA's capital, which at that time amounted to 7,500,000 dinars, divided into 1,500,000 shares with a face value of five dinars each.

▀ L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE (real estate company)

Founded in 1931, l'Immobilier de l'Avenue is one of the oldest real estate development companies in the sector. Because of tough competition, the company has been posting a deficit.

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP 2013

A recovery and restructuring plan is being drawn up, based in particular on:

- policy to keep costs down
- more rigorous control of construction costs
- a search for the most suitable land, with a view to facilitating sale of the units once they are built

It was decided in 2010 to open capital to the public by listing the company on the stock exchange. Implementation of this decision, however, depends on achievement of positive results as well as economic and political conditions in the country. The company has posted a net loss. As at 31 December 2013, STB held 84.71% of l'Immobilière de l'Avenue's capital, which on that date came to 9,400,000 dinars, divided into 1,880,000 shares with a face value of five dinars.

▀ STB INVEST

STB INVEST was founded in 1991 to promote investment in Tunisia under the conditions accorded to close-ended capital investment companies. Capital currently stands at 36,000,000 dinars divided into 3,600,000 shares with a face value of ten dinars. STB Invest turns a profit and dividends are issued regularly. As at 31

December 2013, STB held 94.39% of capital in STB Invest

▀ Open-ended investment companies

(l'Investisseur, l'Epargnant, l'Avenir)

Founded in 1994, each of these three open-ended investment companies manages a portfolio of securities using its own funds.

Their goal is to secure for their stockholders a significant level of regular income with optimal liquidity. All three companies post profits and distribute dividends on a regular basis.

▀ STB MANAGER

Founded in 2002, the company's corporate mandate is to manage the portfolios of mutual investment companies dealing in securities that are in the STB Group. STB Manager posts a profits. Capital currently stands at 500,000 dinars, divided into 5,000 shares with a face value of 100 dinars each. As at 31 December 2013, STB held

29.94% of STB MANAGER's capital.

▀ TUNISIAN CLAIMS COLLECTION COMPANY

STRC, founded in 1999, was the first company set up to collect outstanding

payment of banking claims, in line with law 98-4 of 2 February 1998. Its corporate mandate is to collect outstanding receivables both for itself and on behalf of others. It posts a deficit. As at 31 December 2013, STB held 91.35% of STRC's capital, which on that date came to 37,000,000 dinars, divided into 370,000 shares with a face value of 100 dinars each.

▀ STB SICAR

Founded in 1998, the Group's capital risk investment fund STB SICAR is a company that secures equity in corporate capital for itself or on behalf of third parties with a view to generating a return through an eventual realization event. In 2012, STB SICAR increased its capital from 16,945,500 to 19,495,000 dinars. This increase was in cash, limited to STB.

STB SICAR posted balanced activity for the year ending 31 December 2013. STB held 55.83% of STB SICAR's capital, which stood at 19,495,000 dinars on this same date. In 2009 STB SICAR acquired ID SICAR, in the form of a merger.

▀ STB FINANCE (ex SOFIGES)

Founded in 1967, this company works in the field of stockbrokerage, with a mandate to carry out the full range of transactional and management activity pertaining to securities. Market share has been low (some 2%) for several years and further ground is being lost to competing

brokers, with ex-SOFIGES remaining non competitive.

An upgrading plan was drawn up in 2013, based on the following main points:

- 🔗 Corporate reorganisation
- 🔗 Enhanced image
- 🔗 Recovery in commercial activity
- 🔗 Creation of new products

The company changed its name in 2014 and reorganised its structures. Though it broke even in 2012, the company posted a net loss in 2013. As of 31 December 2013, STB held 61.34% of SOFIGES' 6,500,000 dinars in capital.

▀ SOFI ELAN SICAF

Founded in 1994, the close-ended mutual investment company SOFI ELAN manages securities portfolios. It posts profits and distributes dividends on a regular basis. As of 31 December 2013, STB held 58.59% of the 5,000,000 dinars in SOFI ELAN capital, divided into 500,000 shares with a face value of ten dinars each.

▀ La GENERALE DE VENTE « GEVE »

GEVE was founded in application of CAREPP decision of 12 March 2007, in the framework of privatisation of the Tunisian food industries company STIA. Its corporate mandate is to acquire STIA assets that are no longer in use (shares,

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP

2013

land and premises) for resale. GEVE posted a deficit in 2012 because of a delay in selling off assets and bank deductions for financial fees. But in 2013 it posted a profit, thanks to sale of a building located on rue Asdrubal, along with generation of a considerable level of capital gains.

As of 31 December 2013, STB held 50% of GEVE's 4,000,000 dinars in capital, divided into 4,000,000 shares with a face value of one dinar each.

► ACTIV HOTELS

Founded in 2006, ACTIV HOTELS is a limited liability company that sets up, acquires, sells, rents, runs and manages hotel, tourism or seaside complexes. Since beginning operations, the company has acquired two units tied to tourism activity. There have been deficits due to difficulties in selling these two units as well as charges by STB for financial costs. As of 31 December 2013, STB held directly 30% of ACTIV Hotels 1,000,000 dinars in capital, divided into 10,000 shares with a face value of 100 dinars each.

1.3. List of companies in the STB Group as at 31 December 2013

in thousand dinars

Company	capital	Area of activity
STB BANK (parent company)	124 300	Loan institutions
STB INVEST	36 000	Financial institutions
CLAIMS COLLECTION COMPANY «STRC»	37 000	Services
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	1 795	Financial institutions
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE(real estate)	9 400	Services
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	5 000	Loan institutions
STB FINANCE	6 500	Financial institutions
ED-DKHILA	7 500	Tourism
SICAV L'INVESTISSEUR	1 000	Financial institutions
STB SICAR (capital risk fund)	19 495	Financial institutions
STE LA GENERALE DE VENTE	4 000	Services
STB MANAGER	500	Financial institutions
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UTB)	49 594 euros	Loan institutions
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	3 640	Tourism
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	Tourism
TUNISIAN BUSINESS BANK «BAT»	3 711	Services
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	2 400	Tourism
SONIBANK(FCFA)	12 000 000 M FCFA	Loan institutions
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	1 000	Tourism
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	10 032	Services
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20 000	Tourism
SIDCO SICAR	16 226	Financial institutions
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	8 885	Services
SOFI ELAN SICAF	5 000	Financial institutions
EL WIFACK LEASING	20 000	Financial institutions

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP

2013

1.4. Companies in the perimeter of the STB Group STB as at 31 december 2013

Companies consolidated by global integration

The table below lists the companies consolidated by global integration as at 31 December 2013.

in thousand dinars

Company	Capital	Activity
STB BANK (parent company)	124 300	loan institution
STB INVEST	36 000	financial institution
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	services
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	services
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	5 000	loan institution
STB FINANCE	6 500	financial institution
ED-DKHILA	7 500	tourism
STB SICAR	19 495	financial institution
STE LA GENERALE DE VENTE	4 000	services
STB MANAGER	500	financial institution
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	tourism
SOFI ELAN SICAF	5 000	financial institution

Companies consolidated using the equity method

Consolidation of the two open-ended investment companies in the group using the equity method

Two open-ended investment companies in the Group were set up by STB, which acts as depository, holding a more or less major share in the capital of each.

The boards of directors of these open-ended investment companies are controlled by STB, directly or through the intermediary of its authorised financial agents. In the case of the STB Group, holdings are indirect through STB MANAGER, an affiliate

linked to and founded by STB to manage the Group's UCITS. This explains the high percentage of control and the adoption of the global integration method for consolidation for these undertakings in collective investment in transferable securities (UCITS).

Yet the regulatory framework for open-ended investment companies in Tunisia stipulates that these companies are subject to oversight by market authorities, i.e. the capital market council (CMF). They are subject to special rules pertaining to the nature of assets that they can hold and their distribution. In effect, the exclusive control that STB is assumed to hold

over these open-ended investment companies is incompatible with the regulatory framework that governs them, especially since in the current state of affairs STB does not guarantee the performance of these companies nor does it assume risk tied to their activities or their assets, despite the fact that holding securities in these companies enters into the classic context of sustainable holdings that is the intention of the parent company, rather than in a context of trading activity. It is proper that the Group opted for consolidation of AVENIR and INVESTISSEUR using the equity method.

Companies consolidated using the equity method (IAS 28.5 and NCT 36)

This concerns those companies over which STB is presumed to exercise notable influence, in the form of power that allows it to participate in financial and operational decision making for each company held,

without however exercising control over these policies.

Companies in the STB Group work in a wide range of activities, such as open-ended mutual investment companies, services, but mainly tourism. Thus, in the framework of its support to Tunisia's economy, the parent company manifests its notable influence in the following ways.

- ▀ Representation on the board of directors or equivalent governing body of the company held
- ▀ Participation in the process to develop policies, through advice and logistic/financial assistance
- ▀ Significant transactions between STB and the company held, in terms of commitments to participate and/or loans (banking pool)
- ▀ Exchange of upper management staff, under secondment arrangements

Companies consolidated using the equity method

in thousand dinars

Company	Capital	Activity
capital risk fund L'AVENIR	1 795	financial institution
capital risk fund L'INVESTISSEUR	1 000	Etablissement financier
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK » (ex UNION TUNISIENNE)	49 594 euros	loan institution
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	3 640	tourism
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	3 711	services
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	2 400	Touristique
SONIBANK(FCFA)	12 000 000 M FCFA	Etablissement de crédit
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	1 000	Touristique
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	10 032	Industrie
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20 000	Touristique
SIDCO SICAR	16 226	Etablissement financier
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	8 885	Services
EL WIFACK LEASING	20 000	Etablissement financier

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP

2013

1.5. Trends in percentage of control, percentage of interest and variation in the perimeter

Definition of control

Control is the power to orient financial and operational policies so as to get the most out of its activities.

Percentages of control

The percentage of control translates the link of direct and/or indirect dependency between STB and consolidated compa-

nies. It allows for determination of the companies to be retained in the perimeter as well as the method of consolidation to be used. The percentage of control expresses the number of STB's voting rights in the consolidated company. It is calculated by adding together all the voting rights held directly or indirectly by companies under the exclusive control of STB. The following table shows the percentages of control as at 31 December 2013 as well as those in effect as at 31 December 2012.

Companies in the Group	Trends in the percentage of control the Group		Variation 2013-2012
	2012	2013	in percentage points
STB BANK (parent company)	99.43%	99.43%	0.0%
STB INVEST	99.01%	99.01%	0.0%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	99.99%	99.99%	0.0%
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	98.69%	98.68%	0.0%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99.91%	99.91%	0.0%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	78.77%	78.77%	0.0%
STB FINANCE	96.70%	96.70%	0.0%
ED-DKHILA	67.87%	67.87%	0.0%
SICAV L'INVESTISSEUR	70.89%	70.70%	-0.2%
STB SICAR	99.51%	99.51%	0.0%
STE LA GENERALE DE VENTE	50.00%	50.00%	0.0%
STB MANAGER	99.96%	99.96%	0.0%
TUNISIAN FOREIGN BANK «TF BANK» (ex UNION TUNISIENNE	43.42%	43.42%	0.0%
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	38.90%	38.90%	0.0%
SOCIETE ACTIVHOTELS	99.97%	99.97%	0.0%
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	30.00%	30.00%	0.0%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	27.06%	27.06%	0.0%
SONIBANK(FCFA)	25.00%	25.00%	0.0%
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	24.92%	24.92%	0.0%
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	23.57%	23.57%	0.0%
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	16.67%	20.00%	3.3%
SIDCO SICAR	34.34%	34.34%	0.0%
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	21.64%	21.64%	0.0%
SOFI ELAN SICAF	58.59%	59.39%	0.8%
EL WIFACK LEASING	21.71%	31.57%	9.9%

Percentages of interest or financial dependency on the Group

The percentage of interest expresses the share of capital held by STB directly or indirectly in each consolidated company. Contrary to the percentage of control, which determines the method of consolidation, the percentage of interest allows for implementation of consolidation, in effect allowing for assessment of STB's rights in the net assets of consolidated companies as well as the share due to minority stockholders. It is also used as the main tool in drawing up consolidation accounts at

the time reciprocal transactions and distribution of shareholders' equity are eliminated. The percentage of interest is calculated by adding together the percentages of capital held directly by the parent company in the capital of the affiliate and the product of percentages of capital held directly or indirectly in sub-affiliates. The following table shows the percentages of interest as at 31 December 2013, along with figures as at 31 December 2012.

Companies	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2013-2012 in percentage points
	2012	2013	
STB BANK (parent company)	99.43%	99.43%	0,0%
STB INVEST	98.24%	98.24%	0,0%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	99.36%	99.36%	0,0%
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	95.83%	95.81%	0,0%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	97.82%	97.84%	0,0%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	78.28%	78.28%	0,0%
STB FINANCE	92.99%	93.01%	0,0%
ED-DKHILA	67.41%	67.41%	0,0%
SICAV L'INVESTISSEUR	69.90%	69.70%	-0,2%
STB SICAR	85.37%	85.38%	0,0%
STE LA GENERALE DE VENTE	49.72%	49.72%	0,0%
STB MANAGER	91.20%	91,28%	0,1%
TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UNION TUNISIENNE	43.17%	43.17%	0,0%
STE MEDITERRANEE TOURISME «MAISON BLANCHE»	38.68%	38.68%	0,0%
SOCIETE ACTIVHOTELS	96.27%	96.28%	0,0%
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE «BAT»	29.83%	29.83%	0,0%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	26.91%	26.91%	0,0%
SONIBANK(FCFA)	24.86%	24.86%	0,0%
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	24.78%	24.78%	0,0%
STE IND.DE CONDUITE ET ACCESSOIRES «SICOAC»	23.44%	23.44%	0,0%
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	16.58%	19.89%	3,3%
SIDCO SICAR	32.07%	32.07%	0,0%
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	21.16%	21.16%	0,0%
SOFI ELAN SICAF	57.05%	57.84%	0,8%
EL WIFACK LEASING	20.70%	29.98%	9,3%

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP

2013

2. Analysis of consolidated financial statements

2.1. Main trends in the consolidated balance sheet

At the end of 2013, the overall consolidated balance sheet of the STB Group came to 7,228,2000,000 dinars, a drop of 627,900,000 dinars (-8%) compared to end 2012 figures. The main trends involved the following headings.

At the level of asset lines

There were decreases mainly on the following lines:

- ▲ Cash and assets at the central bank of Tunisia (BCT), the postal checks centre (CCP) and the Tunisian general treasury (TGT), the 365.2 million dinar (MD) decrease corresponding almost entirely to variation in the accounts of the parent company (-362.8 million dinars)
- ▲ The outstanding balance of claims on banking and financial institutions: -44.3 MD, with investment by the parent company dropping by 46.6 MD
- ▲ Claims on clients, down by 310.4 MD (-5.4%), mainly at the level of the parent company (-184.3 MD).

At the level of liability lines

Overall liabilities for the Group were down by 76.7 MD, due mainly to the following differentiated variations.

- ▲ Client deposits and assets: - 328 MD (-5.8%), bringing their outstanding balance at the end of 2013 to 5339.6 MD, down from 5667.6 MD at the end of 2012, the result of a drop in client deposits with the parent company amounting to -341.9 MD
- ▲ Central bank and postal checks centre: +364.1 MD (199.3%), the result of greater recourse by STB to the central bank over this period, in the amount of 362.7 million dinars
- ▲ Borrowings and special resources: -136.4 MD (-23.4%)

At the level of equity lines

The STB Group's overall equity amounted to -235 million dinars, a drop of 538.5 million dinars, the result of the combined effect of the following factors:

- ▲ A 438 million dinar drop in consolidated reserves, up from 208.9 MD at the end of 2012 to -229.1 MD at the end of 2013
- ▲ Consolidated results of -127.3 MD

2.2. Trends in the Group's results and the main components thereof

At the end of December 2013, the STB Group posted net results, prior to the impact of accounting modifications, of -127.3 MD, compared to -26.9 MD at the end of 2012. This situation was due mainly to the deficit generated by the parent company and the Franco-Tunisian Bank. An analysis of the components of the Group's net result elicits the following comments.

▲ **Net banking proceeds** amounted to 238.3 MD, an increase of 17.8 million dinars (8.1%), broken down as follows:

- **Proceeds from banking operations:** +48.4 MD exclusively from STB interest and related income

- **charges for banking operations:** +30.6 MD, concerning mainly incurred interest and related charges, mostly those of the parent company (+26 MD or 15.3%).

▲ **Operating costs** were down by 14.7 MD to 145.3 million dinars at the end of December 2013, due to the following differentiated variations:

- Wages increased by 1.9 MD

- General operating costs dropped by 16.5 MD (with those of the parent company rising by a slight 0.4 MD)

▲ **Operating results** for the Group posted a 121.7 MD increase in the deficit to -123.9 million dinars, heavily influenced by STB's operating results.

TUNISIAN BANKING COMPANY

MANAGEMENT REPORT OF THE STB GROUP

2013

Breakdown of the Group's net results, broken down by consolidation norms

Consolidated company	Consolidated Reserves		Consolidated Results	
	2 013	2 012	2 013	2 012
◇ Globally integrated companies	-265 725	188 336	-132 198	-32 164
1 STB	-71 440	331 734	-113 892	-15 665
2 STB INVEST	13 778	12 854	-57	331
3 SOFI ELAN SICAF	1 621	1 570	95	233
4 STB MANAGER	553	415	481	552
5 STB FINANCE	4 179	4 123	-1 279	40
6 STB SICAR	857	449	-466	1 083
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	-2 527	-970	-2 617	1 977
8 STRC	-22 430	-7 815	3 551	1 112
9 LA GENERALE DES VENTES	-1 313	-1 038	594	-194
10 ED DKHILA	2 768	2 337	-1 194	81
11 ACTIVHOTELS	-251	-2091	-308	-270
12 BFT	-191 520	-153 232	-17 106	-21 444
◇ Companies consolidated using the equity method	36 615	20 598	4 855	5 256
13 SICAV L'INVESTISSEUR	222	233	-29	7
14 SICAV L'AVENIR	2	-6	-7	26
15 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-6	-357	-176	126
16 SICOAC	2 165	2 162	246	3
17 STCV VERITAS	907	870	436	403
18 TUNISIAN FOREIGN BANK « TF BANK» (ex UTB)	9 004	2 317	-1 223	-222
19 STE EL WEAFAK LEASING	1 720	-1 446	619	728
20 SIDCO SICAR	547	290	-158	-115
21 SONI BANK	15 507	11 515	4 383	3633
22 MAISON BLANCHE	-1 929	-1 119	-89	-121
23 EL FEJJA	1 169	1	695	451
24 MAISON DU BANQUIER	317	-824	58	40
25 SED SOUSSE NORD	6 990	6 962	100	297
TOTAL FOR THE GROUP	-229 110	208 934	-127 343	-26 908

Breakdown of the Group's net results

in thousand dinars

Sector	Consolidated result	Consolidated reserves
LOAN INSTITUTIONS	-126 143	-226 344
FINANCIAL INSTITUTIONS	-1 226	20 989
TOURISM	-1 502	2 517
SERVICES	1 527	-26 271
Total	-127 343	-229 110

3. Prospects for the STB Group

In order to optimise the yield of companies in the Group and to bring their level of activity up to norms in the sector, the parent company has committed to taking the following steps:

- ▼ Monitor activity at the Bank's affiliates
- ▼ Undertake efforts to restructure, make dynamic once more or clear up activity as required
- ▼ Ensure intergroup synergy and rationalise the means made available
- ▼ Promote, create and launch new products (open-ended mutual investment companies, close-ended mutual investment companies, capital risk funds, mutual investment funds...) and specialised services (expertise in financial engineering ...)

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31/12/2013

CONSOLIDATED BALANCE SHEET

STATEMENT OF OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS

STATEMENT OF CONSOLIDATED RESULTS

CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

NOTES ON CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

CONSOLIDATED BALANCE SHEET as at 31 December 2013

(Unité : en 1000 DT)

ASSETS

	31-12-2012	31-12-2011
Cash and assets at the central bank of Tunisia BCT, the postal checks centre CCP and the Tunisian general treasury TGT	142 082	507 269
Claims on banking and financial institutions	243 385	287 661
Claims on clients	5 439 433	5 749 835
Commercial securities portfolio	288 933	315 982
Investment portfolio	191 997	169 412
Securities accounted for using the equity method	104 898	94 184
Goodwill	4 022	-974
Fixed assets	98 046	97 063
Differed tax assets	4 586	4 483
Other assets	710 850	631 223
TOTAL ASSETS	7 228 232	7 856 138

LIABILITIES

Central bank of Tunisia and postal checks centre	546 767	182 689
Deposits and assets of banking and financial institutions	406 908	398 250
Client deposits and assets	5 339 599	5 667 627
Borrowings and special resources	445 576	581 963
Differed tax liabilities	37 495	30 257
Other liabilities	736 843	729 054
TOTAL LIABILITIES	7 513 188	7 589 840

MINORITY INTERESTS

	-49 944	-37 169
--	---------	---------

EQUITY

Capital	124 300	124 300
Consolidated reserves	-229 110	208 934
Treasury shares *	-2 859	-2 859
Consolidated results	-127 343	-26 908
TOTAL EQUITY	-235 012	303 467

TOTAL LIABILITIES, MINORITY INTERESTS AND EQUITY

	7 228 232	7 856 138
--	-----------	-----------

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

STATEMENT OF CONSOLIDATED RESULTS for the period 1 January to 31 December 2013

(in thousand dinars)

	31-12-2013	31-12-2012
PROCEEDS FROM BANKING OPERATIONS		
PR 1 Interest and related income	352 152	312 024
PR 2 Commissions (in proceeds)	60 697	57 263
PR 3 Gains on the commercial securities portfolio and financial operations	30 669	27 065
PR 4 Income from the investment portfolio	10 433	9 162
Total proceeds from banking operations	453 951	405 514
EXPENSES FOR BANKING OPERATIONS		
CH 1 Incurred interest and related charges	-210 997	-180 828
CH 2 Incurred commissions	-4 273	-3 982
CH 3 Losses on the commercial securities portfolio and financial operations	-352	-171
Total expenses for banking operations	-215 622	-184 981
NET BANKING PROCEEDS		
PR5/CH4 Allotments to provisions and result of correction of values on claims, off balance sheet and liabilities	-221 784	-95 369
PR6/CH5 Allotments to provisions and result of correction of values on the investment portfolio	-14 603	-7 018
PR7 Other proceeds from operations	22 386	42 475
CH6 Staff costs	-114 287	-112 432
CH7 General operating costs	-30 967	-47 515
CH8 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-7 788	-8 116
CH8 Share of the results in companies accounted for using the equity method	4 854	5 256
OPERATING RESULTS		
PR8/CH9 Balance as gains/losses from other ordinary components	-399	974
CH11 Tax on profits	-8 536	-31 398
RESULT OF ORDINARY ACTIVITIES		
PR 9/CH10 Balance as gains/losses from extraordinary components	0	0
NET RESULTS FOR THE YEAR		
PR 9/CH10 Minority interests in results	-5 452	-5 702
SHARE IN THE RESULTS OF MINORITY INTERESTS CHARGED TO CONTROLLING INTERESTS		
	0	0
CONSOLIDATED NET RESULTS FOR THE YEAR PRIOR TO ACCOUNTING MODIFICATIONS		
Impact of the accounting modification	-438 297	-119 612
NET CONSOLIDATED RESULTS FOR THE YEAR AFTER ACCOUNTING MODIFICATIONS		
	-571 092	-152 222

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

CASH FLOW STATEMENT for the period 1 January to 31 December

in thousand dinars

	31-12-2013	31-12-2012
OPERATIONAL ACTIVITIES		
Proceeds from banking operations that have been encashed	429 127	387 161
Expenses for banking operations that have been disbursed	-227 684	-214 042
Deposits / Withdrawals at other banking and financial institutions	8 487	1 366
Loans and advances / Reimbursement of loans and advances granted to clients	-405 800	328 012
Deposits / Withdrawals of client deposits	-320 741	-230 969
Acquisitions/sales of investment securities	-19 717	-70 494
Sums paid to staff and miscellaneous creditors	-128 439	-112 755
Other cash flows from operational activities	-68 830	102 618
Corporate tax paid	-2 420	-16 233
Net cash flow assigned to operational activities	-736 017	174 664
INVESTMENT ACTIVITIES		
Interest and dividends encashed on the investment portfolio	9 707	8 942
Acquisitions / sales on the investment portfolio	-6 626	4 703
Acquisitions / sales on fixed assets	-8 543	-8 730
Net cash flows assigned to investment activities	-5 462	4 915
FINANCING ACTIVITIES		
Stock issues	0	2 550
Issue / Reimbursement of loans and special resources	-43 061	92 565
Dividends paid	-1 140	-796
Net cash flows assigned to financing activities	-44 201	94 319
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		
Net variation of liquidity and quasi liquidity for the period	-785 680	273 898
Adjustment following variation of the perimeter		
Liquidity and quasi liquidity at the start of the period	365 413	91 515
Liquidity and quasi liquidity at the end of the period	-420 267	365 413

FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31/12/2013

STATEMENT OF CONSOLIDATED OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS

as at 31-12-2013

in thousand dinars

	31-12-2013	31-12-2012
CONTINGENT LIABILITIES		
Deposits, endorsements and other guarantees given	953 600	1 033 836
Documentary credit	441 028	517 595
Assets given as a guarantee		
TOTAL CONTINGENT LIABILITIES	1 394 628	1 551 431
COMMITMENTS GIVEN		
Financing commitments given	115 647	139 623
Commitments on securities	3 646	3 953
TOTAL COMMITMENTS GIVEN	119 292	143 576
ENGAGEMENTS REÇUS		
Financing commitments received		
Guarantees received	1 507 747	1 569 358
TOTAL COMMITMENTS RECEIVED	1 507 747	1 569 358

NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

NOTE 1 – ACCOUNTING PRINCIPLES FOR ASSESSING AND PRESENTING CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

1.1. REFERENTIAL FOR DRAWING UP CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

The consolidated financial statements of the STB Group are prepared and presented in line with accounting principles generally applied in Tunisia, enacted in particular by:

- General accounting norm (NCT 1)
- Banking accounting norms (NCT 21 to 25)
- Accounting norms relating to consolidation (NCT 35 to 37)
- Accounting norm relating to grouping of companies (NCT 38)
- Central bank of Tunisia rules as per circular n° 91-24 of 17 December 1991, as modified by circulars n° 99-04 of 19 March 1999 and n° 2001-12 of 4 May 2001.

1.2. PERIMETER AND METHOD OF CONSOLIDATION

1.2.1. Perimeter of consolidation

The perimeter of consolidation of the STB Group includes

- the parent company (STB)
- affiliates: companies on which STB exercises exclusive control
- associated companies: companies on which STB exercises notable influence

Are excluded from the perimeter of consolidation

- companies in the process of liquidation
- companies whose financial statements are not available
- companies over which STB has lost control following a legal decision
- companies over which STB no longer exercises notable influence
- companies acquired and held with the sole intention of re-sale in the near future as well as companies for which a sale procedure has been initiated
- companies unable to transfer funds to STB or that have ongoing constraints

The following table summarises the perimeter, the consolidation methods and percentages of interest used to draw up the consolidated financial statements of the STB Group. It should be noted that consolidation work has been carried out on the basis of non-certified financial statements for 8 companies out of a consolidation perimeter of 25 companies

NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Companies that can be consolidated	% of control of the Group				Method of consolidation		% of the Group's interest				2013 FINANCIAL STATEMENTS
	2013	2012	Var	%	2013	2012	2013	2012	Var	%	
1. STB BANK (parent company)	99.43%	99.43 %	0.00%		I-G	I-G	99.43 %	99.43 %	0.00%		C.E
2. STB INVEST	99.01%	99.01%	0.00%		I-G	I-G	98.24 %	98.24 %	0.00%		C.E
3. SOFI ELAN SICAF	59.39%	58.59%	0.8%		I-G	I-G	57.84%	57.05%	0.79%		C.E
4. STB MANAGER	99.96%	99.96%	0.00%		I-G	I-G	91.28%	91.20%	0.08%		C.E
5. STB FINANCE	96.70%	96.70%	0.00%		I-G	I-G	93.01%	92.99 %	0.02%		C.E
6. STB SICAR	99.51%	99.51%	0.00%		I-G	I-G	85.38 %	85.37 %	0.01%		C.E
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99.91%	99.91%	0.00%		I-G	I-G	97.84%	97.82 %	0.02%		C.E
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	99.99%	99.99%	0.00%		I-G	I-G	99.36 %	99.36 %	0.00%		C.E
9. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	50.00%	50.00%	0.00%		I-G	I-G	49.72 %	49.72 %	0.00%		N.C
10. SOCIETE ED DKHILA	67.87%	67.87%	0.00%		I-G	I-G	67.41 %	67.41 %	0.00%		C.E
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	99.97%	99.97%	0.00%		I-G	I-G	96.28 %	96.27 %	0.01%		C.E
12. BFT	78.77%	78.77%	0.00%		I-G	IG	78.28 %	78.28 %	0.00%		C.E
13. SICAV L'INVESTISSEUR	70.70%	70.89 %	-0.19%		M-E	M-E	69.70%	69.90 %	-0.20%		C.E
14. SICAV L'AVENIR	98.68%	98.69%	-0.01%		M-E	M-E	95.81%	95.83 %	-0.02%		C.E
15. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE « B.A.T »	30.00%	30.00%	0.00%		M-E	M-E	29.83 %	29.83 %	0.00%		C.E
16. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B »	43.42%	43.42%	0.00%		M-E	M-E	43.17 %	43.17 %	0.00%		N.C
17. STE EL WEAFAK LEASING	31.57%	21.71%	9.86%		M-E	M-E	29.98%	20.70 %	9.28%		C.E
18. S.T.C.V VERITAS	27.06%	27.06%	0.00%		M-E	M-E	26.91 %	26.91 %	0.00%		C.E
19. SICOAC	23.57%	23.57%	0.00%		M-E	M-E	23.44 %	23.44 %	0,00%		N.C
20. SONI BANK	25.00%	25.00%	0.00%		M-E	M-E	24.86 %	24.86 %	0.00%		N.C
21. S.E.D SOUSSE NORD	24.92%	24.92%	0.00%		M-E	M-E	24.78 %	24.78 %	0.00%		N.C
22. S.C.I « LA MAISON DU BANQUIER »	21.64%	21.64%	0.00%		M-E	M-E	21.16 %	21.16 %	0.00%		N.C
23. S.P.C.M « ELFEJJA »	20.00%	16.67%	3.33%		M-E	M-E	19.89%	16.58 %	3.31%		C.E
24. SMT (MAISON BLANCHE)	38.90%	38.90%	0.00%		M-E	M-E	38.68 %	38.68 %	0.00%		N.C
25. SIDCO SICAR	34.34%	34.34%	0.00%		M-E	M-E	32.07%	32.07%	0.00%		N.C

- I-G : consolidation par intégration globale ;
- M-E : consolidation par mise en équivalence ;
- (-): Voir tableau Variation du périmètre du groupe STB (2013-2012) ;

NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

1.2.2. Variation in the perimeter of consolidation of the STB Group (2013-2012)

The perimeter of consolidation of the STB Group as at 31/12/2013 showed no variation compared to the previous year

1.2.3. Method of consolidation

==> Companies consolidated by global integration

Globally integrated companies are affiliates of the bank in which the parent company exercises exclusive control be it by right, presumed or in fact.

The global integration method consists of the following successive stages.

- The individual financial statements of the parent company and its affiliates are combined line by line, by adding together similar components under assets, liabilities, equity, proceeds and costs.
- Reciprocal transactions between companies in the group are eliminated in a symmetrical manner.
- Minority interests in the net results of consolidated affiliates for the year are identified and subtracted from the Group's results in order to obtain the net result due to the owners of the parent company.
- The accounting value of the Group's participation in each affiliate and the Group's share in equity are eliminated

to determine the consolidated reserves and the share of minority shareholders in reserves.

==> Companies accounted for using the equity method

Companies accounted for using the equity method are the Bank's affiliates over which it exercises only notable influence.

The equity method consists of the following successive stages:

- Reprocess the equity of the company accounted for using the equity method by eliminating reciprocal transactions that have an impact on its results or its reserves
- Enter the share of the Group in the equity of the company accounted for using the equity method by means of an asset line entitled «securities accounted for using the equity method»
- Eliminate the shares of globally integrated companies in the company accounted for using the equity method, entering the difference in the consolidated result under the heading «share in the results of companies accounted for using the equity method» by taking into account the impact on consolidated reserves.

1.3. RULES SPECIFIC TO CONSOLIDATION

1.3.1. Processing of goodwill upon acquisition

Goodwill upon acquisition corresponds

NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

to the excess cost of acquisition of securities in consolidated companies over the net book value of assets acquired by the consolidated company. This difference can be broken down between the difference in evaluation corresponding to latent gains or losses on assets as well as the difference on acquisition that corresponds to positive or negative goodwill.

Whenever information is available, goodwill is identified and entered as such under intangible fixed assets.

Calculated goodwill has been drawn down in a linear fashion over a period of five years.

1.3.2. Processing of differed tax

Only elimination of reciprocal transactions that have an impact on results and reserves gave rise to possible entry of differed tax. Temporal differences arising from the individual financial statements of the Group's companies did not give rise to possible entry of differed tax.

2.1. Commercial securities portfolio

The balance of this line on 31 December 2013 came to 288,933,000 TD, compared to 315,981,000 TD on 31 December 2012, broken down as follows:

Description	31/12/2013	31/12/2012
PSTB's portfolio	215 475 000	209 546 000
Portfolio of affiliates consolidated by global integration	73 458 000	106 435 000
TOTAL	288 933	315 981

2.2. Investment securities portfolio

The balance of this line on 31 December 2013 came to a total of 191,997,000 TD as opposed to 169,412,000 TD on 31 December 2012, broken down as follows:

Description	31/12/2013	31/12/2012
STB portfolio	122 806 000	111 024 000
Portfolio of affiliates consolidated using the global integration	69 191 000	58 388 000
TOTAL	191 997	169 412

2.3. Securities accounted for using the equity method

On 31 December 2013, this line came to a total of 104,898,000 TD, compared to 94,184,000 TD on 31 December 2012, broken down as follows.

Companied accounted for using the equity method	31/12/2013	31/12/2012
P1. SICAV L'INVESTISSEUR	991 000 000	1 039 000 000
2. SICAV L'AVENIR	1 242 000	1 272 000
3. BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	941 000	1 118 000
4. SICOAC	2 933 000	2 687 000
5. STCV VERITAS	1457 000	1 387 000
6. UNION TUNISIENNE DE BANQUE «U.T.B »	37 338 000	39 561 000
7. STE EL WEAFAK LEASING	12 744 000	5 607 000
8. SONI BANK	28 078 000	23 335 000
9. EL FEJJA	4 928 000	3 452 000
10. MAISON DU BANQUIER	1 079 000	1 021 000
11. SED SOUSSE NORD	9 385 000	9 555 000
12. SIDCO SICAR	3 782 000	4 150 000
TOTAL	104 898	94 184 000

NOTES ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AS AT 31 DECEMBER 2013

2.4. 2.4. Minority interests

On 31 December 2013, the total for this heading came to -49 944 000 TD vs. -37 169 000 TD on 31 December 2012, broken down as follows:

Company	31/12/2013			31/12/2012		
	Minority interests in results	Minority interests in reserves	Total	Minority interests in results	Minority interests in reserves	Total
1. S.T.B	-621	-586	-1 207	-59	1721	1 662
2. STB INVEST	-1	609	608	6	592	598
3. SOFI ELAN SICAF	69	3280	3 349	175	3 348	3 523
4. S.T.B MANAGER	46	54	100	53	42	95
5. STB FINANCE	-96	566	470	3	563	566
6. S.T.B SICAR	-80	213	133	186	143	329
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-58	-92	-150	44	-58	-14
8. S.T.R.C	23	-142	-119	7	-48	-41
9. GENERALE DES VENTES	600	672	1 272	-197	950	753
10. STE ED DKHILA	-577	3112	2 535	39	2 904	2 943
11. ACTIVHOTELS	-12	-9	-21	-10	-77	-87
12. BFT	-4 745	-52 169	-56 914	-5 948	-41 548	-47 496
TOTAL	(-5 452)	(-44 492)	(-49 944)	(-5 701)	(-31 468)	(- 37 169)

2.5. Consolidated reserves and results

On 31 December 2013, the consolidated result came to -127,343,000 TD, compared to -26,908,000 TD on 31 December 2012. Consolidated reserves on that same date came to -229,110,000 TD.

Consolidated Company	Consolidated Reserves		Consolidated Results	
	2013	2 012	2013	2 012
◇ GLOBALLY INTEGRATED COMPANIES	-265 725	188 336	-132 198	-32 164
1 STB	-71 440	331 734	-113 892	-15 665
2 STB INVEST	13 778	12 854	-57	331
3 SOFI ELAN SICAF	1 621	1 570	95	233
4 STB MANAGER	553	415	481	552
5 STB FINANCE	4 179	4 123	-1 279	40
6 STB SICAR	857	449	-466	1 083
7 IMMOB.DE.L'AVENUE	- 2 527	-970	-2 617	1 977
8 STRC	-22 430	- 7 815	3 551	1 112
9 LA GENERALE DES VENTES	-1 313	-1 038	594	-194
10 ED DKHILA	2 768	2 337	-1 194	81
11 ACTIVHOTELS	-251	-2 091	-308	-270
12 BFT	-191 520	-153 232	-17 106	-21 444
◇ COMPANIES ACCOUNTED FOR USING THE EQUITY METHOD				
36 615	20 598	4 855	5256	
13 SICAV L'INVESTISSEUR	222	233	-29	7
14 SICAV L'AVENIR	2	-6	-7	26
15 BANQUE D'AFFAIRE DE TUNISIE	-6	-357	-176	126
16 SICOAC	2 165	2 162	246	3
17 STCV VERITAS	907	870	436	403
18 UNION TUNISIENNE DE BANQUE « UTB »	9 004	2 317	- 1223	-222
19 STE EL WEFAK LEASING	1 720	-1 446	619	728
20 SIDCO SICAR	547	290	-158	-115
21 SONI BANK	15 507	11 515	4 383	3 633
22 MAISON BLANCHE	- 1 929	-1 119	-89	-121
23 EL FEJJA	1 169	1	695	451
24 MAISON DU BANQUIER	317	-824	58	40
25 SED SOUSSE NORD	6990	6 962	100	297
TOTAUX	- 229 110	208 934	-127 343	-26 908

2.6. Buy back of shares by the companies in the Group

On 31 December 2013, this line posted 2 859 000 TD, made up of buy back of shares by the consolidating company.

Annexe I

List of companies that normally could be consolidated, but excluded from the perimeter of the STB Group on 31 December 2013, in line with the terms of NCT n°35

N° Company	Capital social	N° % held	Reason for exclusion
1 SKANES PALACE	6 195 000	99.76%	In the process of liquidation.
2 AFRICA SOUSSE	9 800 000	96.94%	In the process of liquidation
3 STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHANQUES «SACEM»	5 174 000	85.94%	In the process of liquidation
4 CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)	3 540 000	70.28%	on hold
5 STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV.»STDCA»	10 000	50%	In the process of liquidation
6 STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN»	2 299 500	49.66%	In the process of liquidation
7 STE RAMLA TOZEUR	5 947 800	47.88%	STB does not have any control over this affiliate.
8 STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA	4 259 840	42.68%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
9 ARTEMIS HOTEL NEPTUNIA	2 555 000	46.81%	This affiliate is in the investment phase or activity is at a stop while an investment programme is being implemented.
10 CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA»	3 429 000	45.29%	In receivership, being managed by a court-appointed administrator
11 CIE DE DEVELOPPEMENT «LELLA HADHRIA»	770 000	39.61%	This affiliate is in the investment phase or activity is at a stop while an investment programme is being implemented.
12 STE TOURISME & ANIMATION «RAIS CLUB»	1 523 000	41.96%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
13 STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC»	4 637 000	37.44%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
14 STE HOTEL BYZANCE	2 675 000	35.07%	As at 31 December 2013, STB intended to sell the affiliate in the near future.
15 EL MARASSI	1 380 000	34.78%	In the process of liquidation
16 Sté d'Etudes et de Prom.Tque « Hôtel Mariqueen»JERBA MARITIM	4 087 500	36.70%	STB does not have any control over this affiliate.

17 STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)	2 059 000	31.03%	In the process of liquidation
18 STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS»	1 000 000	30%	In the process of liquidation
19 COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS	250 000	30%	On hold
20 STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT»	1 015 000	28.33%	In the process of liquidation
21 CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR)	15 098 120	28%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
22 STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS»	3 520 000	25%	This affiliate is in the investment phase or activity is at a stop while an investment programme is being implemented.
23 STE COND. IMPR. & PUBLICITE «CIP»	532 525	26.24%	In the process of liquidation
24 STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE	1 000 000	25%	On hold
25 STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA»	200 000	25%	On hold
26 STE HOTEL YOUNES	3 987 000	24.76%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
27 STE HOT ET DE DEV TQUE «HOTEL DREAMS BEACH»	3 182 000	24.58%	STB had no notable influence on this affiliate as of 31/12/2013.
28 STE HOTELIERE «BEL AIR»	5 423 510	23.97%	In receivership, being managed by a court-appointed administrator.
29 STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR	6 236 055	23.56%	STB has no notable influence on this affiliate as of 31/12/2013.
30 STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK»	200 000	22.50%	This affiliate is in the investment phase or activity is at a stop while an investment programme is being implemented.
31 STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET»	2 025 000	21.47%	In the process of liquidation
32 STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS	4 319 000	21%	STB has no notable influence on this affiliate as of 31/12/2013.
33 S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium»	1 375 000	20.18%	Continuation of operations is compromised and it is not expected that any assets will be recovered.
34 COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL	2 150 000	20%	As at 31 December 2013, this affiliate was subject to stiff ongoing restrictions that limit in a major way its ability to transfer funds to STB.
35 STE DE DEVPT DU TOUR.SAHARIEN « PALMYRE »	8 808 500	26.86%	STB has no notable influence on this affiliate as of 31/12/2013.
36 DUNES DE NEFZAEQUA	2 868 400	22.87%	In the process of liquidation
37 STE HOTELIERE « DAR DHIAFA »TROPICANA CLUB	2 550 000	31.26%	This affiliate was unable to submit to STB its financial statements as at 31 December 2013.

TUNISIAN BANKING COMPANY

Audit report on the consolidated financial statements of the STB Group for the year ending 31 December 2013

MLADIES AND GENTLEMEN,
STOCKHOLDERS IN THE TUNISIAN
BANKING COMPANY STB

E In line with the mandate entrusted to us, we hereby submit to you our report on the consolidated financial statements of the STB Group as at 31 December 2013, attached to this report along with our report on other legal and regulatory requirements.

1. Report on the consolidated financial statements

We have carried out the audit of the consolidated financial statements of the STB Group, which include the balance sheet as at 31 December 2013, the statement of off balance sheet commitments, the results statement and the cash flow statement for the year ending on this date, along with a summary of the main accounting methods and other explanatory notes.

1. Responsibility of upper management for the financial statements

The Bank's structures for upper management and administration are responsible for drawing up and faithfully presenting the consolidated financial statements in line with the corporate accounting system in Tunisia. This responsibility includes the design, introduction and monitoring of an internal control system for the drawing up and faithful presentation of financial statements that contain no material misstatement due to fraud or error, the choice and application of appropriate accounting methods, and the determination of accounting estimates that are reasonable in light of circumstances.

2. Responsibility of auditors

Our responsibility is limited to giving an opinion on the consolidated financial statements, on the basis of our audit. We have carried out our

TUNISIAN BANKING COMPANY

Audit report on the consolidated financial statements of the STB Group for the year ending 31 December 2013

audit in line with professional norms applicable in Tunisia. These norms require that we follow ethical rules and that we plan and carry out the audit in such a way as to obtain reasonable assurance that the financial statements contain no material misstatement. An audit implies the use of procedures that will enable us to gather conclusive evidence about the amounts and information provided in the financial statements. The choice of procedures is a matter of judgment on the part of the auditor, notably his or her assessment of the risk that the financial statements could contain material misstatement due to fraud or error. In assessing these risks, the auditor takes into consideration internal control at the entity being audited as it relates to the preparation and faithful presentation of financial statements, so as to design audit procedures that are appropriate in light of circumstances. An audit also involves assessment of the appropriate nature of accounting estimates made by upper management as well as assessment of the overall presentation of financial statements. We consider that the conclusive evidence that we have obtained is sufficient and appropriate as a basis for our opinion.

3. Justification for a qualified opinion

3.1 The financial statements of the Franco-Tunisian bank BFT, which is globally integrated, have been the object of an adverse opinion since there is significant uncertainty weighing on its capacity to continue operations as well as on its capacity to realize its assets and pay its debts in the normal course of its activities. Possible withdrawal of the BFT from the perimeter of consolidation of the STB Group would have a significant impact on many components of the consolidated financial statements of the STB Group.

3.2 With reference to the terms of circular n° 2013-21 of 30 December 2013, STB (the parent company) and BFT, globally integrated, have constituted additional provisions coming to 486,734,000 dinars and 30,251,000 million dinars on assets that have been in class 4 for three years or more, in order to cover net risk. In application of this circular, additional provisions for assets that had been in class 4 for three years or more as of the end of 2012, amounting to 424,738,000 dinars, were charged to opening equity for 2013. Furthermore, the Tunisian claims collection

company STRC, also globally integrated, entered accounting modifications in the amount of 13,559,000 dinars in 2013. Accounting modifications, entered as an adjustment to opening equity, did not give rise to reprocessing in pro forma of the consolidated financial statements for 2012 for the purpose of comparison. Consequently, we consider that trends in the financial status and the performance of the Group cannot be established with comparative data that has not been reprocessed for 2012.

3.3 The headings « Cash and assets at the central bank of Tunisia BCT, the postal checks centre CCP and the Tunisian general treasury TGT », « Claims on banking and financial institutions » and « Deposits and assets of banking and financial institutions » on the financial statements of the parent company STB include lines that show outstanding items, relating mainly to BCT accounts in dinars, BCT accounts in foreign currency, and correspondents in foreign currency. Thus «local correspondent» accounts and the account entitled «BCT account BDET/BNDT» present old frozen balances that are provisioned but not reconciled. Furthermore, certain lines under the headings «other as-

sets » and « other liabilities » present frozen balances and outstanding items that relate mainly to inter-head office accounts in dinars and in foreign currency. Consequently, we are unable to establish whether or not these accounts are free of material misstatement due to error or non authorised transactions, nor can we assess the impact of any adjustments to the Group's equity that might emerge if efforts were made to clear up the situation.

3.4 STB (the parent company) does not maintain comprehensive accounting on a regular basis for off balance sheet commitments. The statement of off balance sheet commitments has been drawn up outside of accounting, on the basis of information provided by STB's internal structures. Thus the actual guarantees received by STB (the parent company) to cover risk incurred with regard to clients cannot be taken into consideration under the heading «guarantees received », since there is no confirmed inventory of these guarantees. Consequently, we must express a reservation about the regularity and comprehensiveness of the consolidated statement of off balance sheet commitments. Furthermore, the absence of autonomous

TUNISIAN BANKING COMPANY

Audit report on the consolidated financial statements of the STB Group for the year ending 31 December 2013

multi-currency accounting in foreign currency using a double entry system means that STB (the parent company) cannot clearly identify the impact of transactions carried out in foreign currency on results for the year.

3.5 STB (parent company) equity includes a heading entitled « reserves for social fund», which represents amounts assigned to finance social fund activities. Reconciliation of the balance of this line came to 7,228,000 dinars, with an outstanding balance of loans against the social fund coming to 21,082,000 dinars, posting an imbalance of 13,854,000 dinars between resources and uses, the origin of which cannot be justified by the Bank.

3.6 Contrary to the terms of article 17 of law n°96-112 of 30 December 1996, enabling the corporate accounting system, STB (as parent company) did not draw up a physical inventory of fixed assets, amounting to a net 83 million dinars, in 2013. Consequently, we are not able to certify the physical existence of the fixed assets listed on the Group's balance sheet, nor can we assess the impact of adjustments on the Group's equity, which might have been necessary if a physical inventory had been drawn up and reconciled with accounting.

3.7 Banking claims transferred by STB (as parent company) to its affiliate (the Tunisian claims collection company STRC) were not reprocessed to bring them to their true value by reconstituting the gross outstanding balance on a consolidated basis as well as their coverage in the form of provisions and reserved agios, after having eliminated the results of internal transfer. Thus STRC assets include claims acquired more than ten years ago for 68.8 million dinars, with 30.8 million dinars in provisions, which have not been the object of discounting policy. Correction to put these claims at their true value and consequently the additional provisions to be constituted is likely to have an impact on the financial status and performance of the Group.

3.8 The Tunisian claims collection company STRC, which is globally integrated, enters into accounting costs pertaining to indemnities upon departure on retirement and those relating to contributions by retired staff to group insurance only at the time of effective departure on retirement. Assumption of these charges would have an impact on the financial status and performance of the Group.

3.9 As mentioned in note 1.2.1 « Perimeter of consolidation », consoli-

dition efforts have been carried out on the basis of non certified financial statements for eight of the 25 companies in the perimeter. Thus we are unable to assess the impact of any adjustments that audit efforts might turn up.

3.10 As mentioned in note 1.3.2 « processing of differed tax », differed tax is entered only as elimination of intra-group transactions. Possible tax assets and liabilities on other temporary differences arising from the individual financial statements of the companies in the perimeter of consolidation are not entered in the Group's financial statement.

Qualified opinion

In our opinion, subject to the incidence of the issues mentioned

brought up in paragraphs 3.1 - 3.10, the consolidated financials faithfully present in all significant aspects the financial situation of the STB Group as at 31 December 2013, as well as its financial performance and cash flows for the year ending on that date, in line with accounting principles generally applied in Tunisia.

II. Report on other legal and regulatory requirements

In line with norms for the profession, we have carried out the specific verifications provided for in legislation. The information on the consolidated accounts of the STB Group, which is found in the board of directors' report to the general assembly, give rise to the same remarks expressed in the paragraph entitled « justification for a qualified de opinion ».

Tunis, 13 October 2014

Co-auditors

CFA Fathi Saidi

Groupement SNJ-IMAC



Fathi Saidi Nedra

Jlassi Semmar

